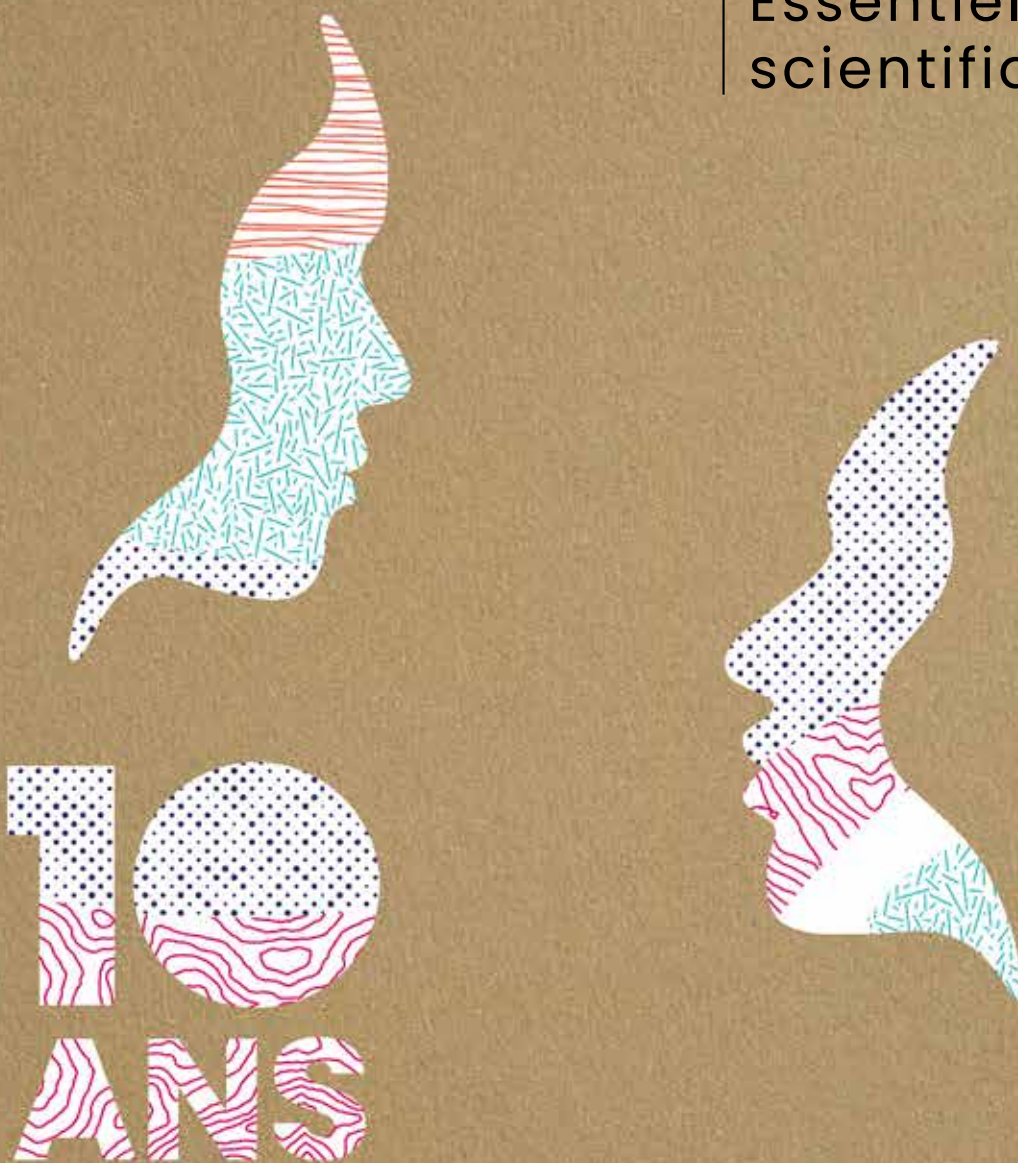


Essentiel  
scientifique



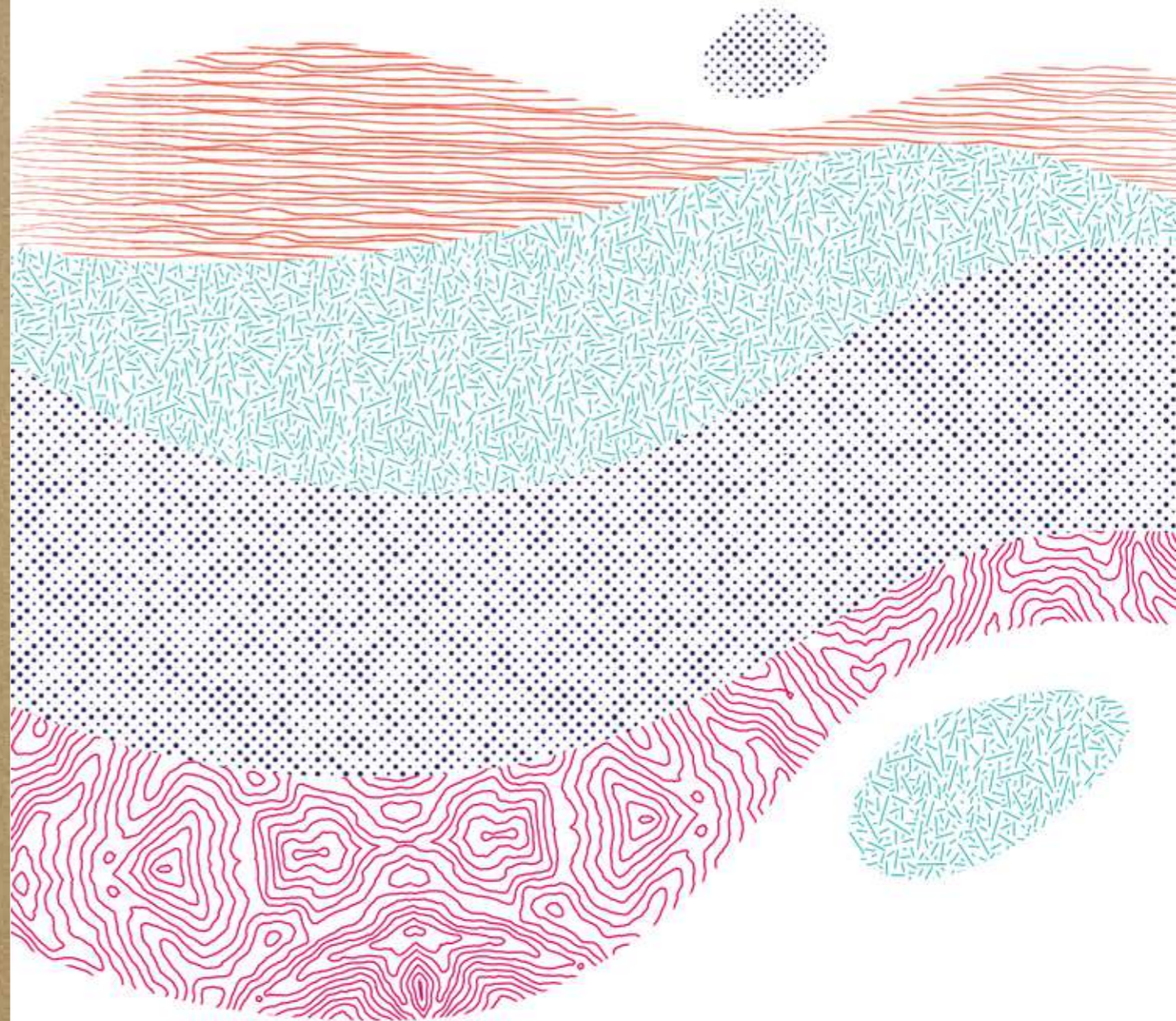
**DE RECHERCHE**  
**AU CŒUR DES**  
**VULNÉRABILITÉS**

FONDATION  
**croix-rouge** française



Pour la recherche humanitaire et sociale





FONDATION  
croix-rouge française



| Pour la recherche humanitaire et sociale



Essentiel scientifique  
**Dix ans de recherche au cœur  
des vulnérabilités**

Fondation Croix-Rouge française  
21 Rue de la Vanne, 92120 Montrouge  
France  
www.fondation-croix-rouge.fr

## SOMMAIRE

Édito .....	6
Introduction .....	7
Notre vision de la recherche .....	8
Temps forts et chiffres clés 2013 - 2023 .....	12

### THÉMATIQUES :

<b>1 Transition humanitaire</b> .....	14
<b>2 Santé &amp; épidémies</b> .....	44
<b>3 Risques &amp; catastrophes</b> .....	70
<b>4 Migrations &amp; déplacements</b> .....	92

### APPROCHES TRANSVERSALES :

<b>5 Favoriser le lien social</b> .....	124
<b>6 Consolider l'utilité sociale de la Fondation</b> .....	144

Nos partenaires .....	158
Les chercheurs soutenus et les lauréats des prix .....	162
Le conseil d'administration et le conseil scientifique .....	163
Les experts associés et l'équipe .....	164

---

© Fondation Croix-Rouge française, 2023  
Directeur de la publication : Philippe DA COSTA  
Directrice de la rédaction : Virginie TROIT  
Comité de rédaction : Julien ANTOULY, Ilana BRIÉ, Vincent LEGER,  
Quynh Nga PHUNG, Camille RAILLON (coordination générale), Caroline VITAGLIONE  
Création graphique : IZARD CRÉATION (illustrations : Isabelle BLANCHARD)  
Crédits photos : Fondation Croix-Rouge française et mention sur chaque photo

*Les résultats des travaux de recherche que la Fondation Croix-Rouge française présente dans cet ouvrage, n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Fondation.*



## ÉDITO

### L'Essentiel des 10 ans

**Philippe DA COSTA**

Président de la Fondation Croix-Rouge française

Convaincue que la recherche fait grandir, qu'elle déclenche un éveil et enrichit l'action, la Croix-Rouge française lance en mai 2013 le « Fonds Croix-Rouge française ». On y voit alors l'opportunité de faire émerger un espace scientifique, dédié au champ humanitaire et social, afin d'interroger en profondeur nos manières d'agir face aux vulnérabilités.

Imagine-t-on alors la formidable aventure dans laquelle la Croix-Rouge s'engage ?

Dix ans plus tard, l'organisation devenue « Fondation Croix-Rouge française » a atteint ses objectifs et bien plus encore. Reconnue d'utilité publique, la Fondation creuse son sillon, surprend par son dynamisme et fait la fierté de notre association grâce à ses résultats scientifiques.

La publication que vous tenez entre vos mains retrace ce parcours, tel un journal de bord, à travers la diversité de notre communauté de chercheurs. Elle met en exergue les femmes et les hommes, mais aussi les réflexions et concepts qui ont ponctué cette décennie d'engagement.

L'Essentiel des dix ans raconte la naissance d'une jeune organisation : l'attribution des premières bourses, le lancement des publications, le déploiement de la recherche en temps d'urgence, le renforcement du lien recherche et société. On y retrouve l'émergence d'une vision de la recherche à l'écoute des préoccupations du terrain, au niveau local comme international. On y découvre des enseignements ayant trait aux mutations que nous traversons, dans les domaines des migrations, des catastrophes, ou encore de la santé et des épidémies.

Cet ouvrage dessine aussi une fresque du lien social, de son rôle à chaque étape de la rupture et de la liaison. Lors de la catastrophe, durant la reconstruction et à travers le relèvement, cette filiation invisible nous relie tous et confère à l'action humanitaire son universalité. Ces chapitres retracent à leur manière l'opiniâtreté, le travail et *in fine* les écueils surmontés par des femmes et des hommes qui à travers la recherche, se sont consacrés à la plus essentielle des vocations : protéger l'humain et soulager les souffrances.

Enfin, « L'Essentiel des dix ans » fixe un cap et ouvre le champ des possibles. Aujourd'hui, la Fondation inaugure cette nouvelle décennie à travers une réflexion sur l'accessibilité et l'utilité sociale de ses résultats. Car, dix ans plus tard, l'objectif fixé en mai 2013 demeure : servir de boussole pour une génération de chercheurs et d'acteurs humanitaires, que la réflexion éthique rassemble autour des plus vulnérables.



**Françoise FROMAGEAU**

Vice-présidente



**Virginie TROIT**

Directrice générale

## INTRODUCTION

L'Essentiel scientifique, c'est dix ans de la vie de la Fondation que nous avons souhaité partager à travers un ouvrage à mi-chemin entre le récit et la synthèse scientifique. Invitation à un apprentissage mutuel et à l'écoute des sociétés, il est le fruit d'une aventure de savoirs collective et d'un dialogue permanent entre les femmes et les hommes de terrain, qu'ils soient chercheurs, travailleurs humanitaires, secouristes ou bénévoles d'action sociale. Un dialogue qu'ils ont bâti autour de leurs pratiques et méthodes, renouvelées en direction des plus vulnérables.

Cet ouvrage marque également une volonté de parité et de diversité pour avancer de manière plus inclusive dans la co-construction d'une recherche attentive à l'action et l'éthique. Mettre dix ans de recherche en discussion, c'est provoquer cette rencontre des disciplines des sciences sociales, des secteurs professionnels et du monde académique, des langues et des concepts, des expériences et des méthodes, pour aller vers les personnes fragiles ou fragilisées, quels que soient nos parcours respectifs. Pour nous embarquer vers des solutions durables, l'ouvrage chemine entre les réflexions et débats menés par la Fondation, sa communauté internationale de chercheurs et les praticiens de l'action humanitaire et sociale au fondement de son utilité sociale.

Transformations des crises et de l'action humanitaire, santé et épidémies, migrations et catastrophes, cet Essentiel s'attaque aux grands défis mondiaux que le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'est fixé à l'horizon 2030 et que la Fondation a établi comme objets prioritaires de recherche. Les chapitres sont ponctués de focus notions issus de la littérature des sciences sociales et de zooms chercheurs reliant travaux et parcours des scientifiques qui les conduisent. À ces thématiques s'ajoute une réflexion sur des objets appréhendés de manière transversale, au premier rang desquels l'engagement et le lien social. D'ailleurs, la Fondation travaille main dans la main avec les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour renforcer le lien recherche-société et l'inscrire concrètement à toutes les étapes du cycle de résilience, de l'anticipation des crises au relèvement de chacun, en France et à l'international.

Au travers de ces pages, c'est donc toute la communauté scientifique de la Fondation qui se dévoile, autour de ses engagements, ses territoires, et des savoirs qu'elle tisse au quotidien, avec sa gouvernance, ses partenaires et ses équipes.





**Eric DELAPORTE**  
Président du  
Conseil scientifique



**Francis AKINDÈS**  
Vice-président du  
Conseil scientifique

## NOTRE VISION DE LA RECHERCHE

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée au soutien à la recherche sur l'action humanitaire et sociale. Cette recherche est menée par des chercheurs au plus près des crises, dont les résultats, largement diffusés et débattus, contribuent à la transformation des pratiques. La Fondation porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables, en France et dans le monde.

### Pour la recherche scientifique

Aucune entreprise humaine ne peut progresser sans consacrer une part de ses efforts à la recherche et à l'innovation. L'action humanitaire et sociale échappe d'autant moins à cette réalité qu'elle est confrontée aux fragilités humaines. C'est pourtant un secteur où les investissements de recherche restent minimum. Or la recherche permet de préparer l'avenir, tout en prenant du recul sur l'urgence du présent.

Les projets soutenus par la Fondation sont soit initiés à la demande de la Gouvernance de la Fondation soit directement co-construits avec des partenaires associatifs, institutionnels ou du secteur privé. Dans tous les cas, ils visent à combler un manque de connaissances identifié dans leurs secteurs d'intervention dans le but d'améliorer les pratiques d'une plus grande diversité d'acteurs. Ainsi, la Fondation promeut une véritable recherche scientifique<sup>1</sup>, dont l'objectif est d'apporter des réponses à des questions qui n'en ont pas sur la base des connaissances actuelles, de produire des savoirs offrant des clés de compréhension nouvelles, fondées sur une revue de littérature approfondie, et de fournir enfin des pistes de recommandations utiles aux acteurs humanitaires et sociaux pour mieux agir.

Pour ce faire, la Fondation noue des collaborations ponctuelles avec des chercheurs en toute indépendance. Ceux-ci demeurent affiliés à leurs organismes de recherche s'ils le sont, quel que soit leur statut, et leurs travaux sont menés sous l'égide des conventions et chartes de la Fondation garantissant la liberté des chercheurs et la vocation d'utilité publique de cette collaboration. La Fondation laisse aux chercheurs la liberté de bâtir eux-mêmes leur problématique et

de choisir leurs propres outils méthodologiques, dans le respect des cadres déontologiques et éthiques en vigueur. Les projets de recherche sont évalués puis accompagnés par des pairs (chargés de recherche, membres du conseil scientifique, experts associés), issus de multiples disciplines scientifiques et experts des thématiques prioritaires de la Fondation. La Fondation défend par ailleurs la liberté de parole des chercheurs, qui restent propriétaires de leurs données. En assurant leur indépendance, et en respectant une temporalité correspondant aux exigences d'une recherche de terrain en sciences sociales, la Fondation se donne les moyens de faire émerger une critique constructive, en dialogue avec la société civile et les personnes qu'elle accompagne et une réflexion libérée des contraintes de l'urgence.

### Pour une recherche de terrain au plus près des fragilités

Au cœur de notre engagement, une conviction : pour soulager au mieux les souffrances, les associations et ONG en première ligne doivent bénéficier d'un apprentissage permanent sur les contextes où elles se déploient opérationnellement et symboliquement, de prendre le temps d'analyser, au plus près des populations vulnérables, les réponses qui leur sont données. C'est pourquoi la Fondation a fait le choix de mobiliser les sciences humaines et sociales, regroupant des disciplines trop souvent sous-financées et pourtant essentielles à un renouvellement de l'action, pour favoriser la production de connaissances scientifiques solides issues des terrains d'intervention.

Nous soutenons majoritairement les démarches qualitatives accompagnées d'approches ethnographiques, impliquant des enquêtes de terrain, des collectes de données primaires et un contact prolongé avec les populations. La proximité des terrains de l'action et de ceux de la recherche est au cœur des priorités de la Fondation, même si leurs objectifs et temporalités soient aussi bien différents que complémentaires.

La Fondation inscrit son engagement pour la recherche dans le respect de la diversité académique, linguistique et géographique, souvent non prioritaire dans le financement et montage des projets. Encourageant les approches multidisciplinaires, les recherches soutenues par la Fondation couvrent la grande variété des disciplines des sciences sociales, telles que la sociologie, l'anthropologie ou encore la géographie. Aussi, la Fondation soutient prioritairement des chercheurs francophones, un engagement en faveur de la francophonie qui relève de la nécessité de contribuer à la diversité de la production des savoirs, notamment dans le champ de l'aide internationale. Enfin, la Fondation soutient en priorité des chercheurs issus des terrains d'intervention des praticiens de l'action sociale ou de la solidarité internationale. Par la défense d'une recherche locale, la Fondation entend contribuer à lutter contre les inégalités d'accès aux financements de la recherche, particulièrement fortes en Afrique, dont la production scientifique représente une part infime de la recherche mondiale<sup>2</sup>.

## Pour une recherche utile à l'action

Mettre la recherche en sciences humaines et sociales au service de l'action signifie concrètement pour la Fondation fournir un accompagnement complet des acteurs humanitaires et sociaux dans la satisfaction de leurs besoins en recherche, allant de l'identification de ces besoins à la fourniture de recommandations tirées des enseignements scientifiques, en passant par un suivi de recherches de terrain menées au plus près de ces fragilités.

La réflexion scientifique permet aux opérationnels de prendre du recul sur leurs programmes et terrains d'intervention, afin d'améliorer leurs pratiques et de mettre en œuvre leur action en cohérence avec les réalités locales. En cela, la recherche humanitaire et sociale que nous soutenons est mise au service de l'opérationnel. En créant des ponts entre chercheurs, sociétés civiles, institutions publiques et acteurs privés, nous contribuons à l'amélioration des actions existantes, au renforcement des capacités et de l'autonomie et à l'émergence de modèles d'action innovants et durables.

La Fondation travaille notamment en lien constant avec les salariés et bénévoles du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en étroite collaboration avec leur « Société nationale ». De nombreux programmes de recherches sont ainsi initiés en collaboration avec la Croix-Rouge française et les entités du Mouvement, et construits en réponse directe à des problématiques opérationnelles remontées par les volontaires. L'appartenance de la Fondation au Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lui confère une légitimité comme membre de la société civile visant à renforcer la connexion entre les mondes académique et opérationnel.

## Pour une recherche au service du bien commun

En tant que fondation reconnue d'utilité publique, la Fondation soutient et accompagne des projets de recherche dont les résultats sont publiés et disponibles gratuitement. Cette exigence, dictée par la notion d'intérêt général, conduit la Fondation à œuvrer pour une valorisation de la recherche au service du bien commun, toujours en accès libre, via plusieurs types de publications ou espaces (articles, synthèses, revue, collection d'ouvrages, séminaires, webinaires, podcasts etc.) restituant les résultats sous des formes variées qui permettent une plus grande circulation des savoirs.

Enfin, la Fondation soutient une recherche permettant d'éclairer le débat public, en plaçant l'innovation au cœur du dialogue et en développant les échanges entre chercheurs, sociétés civiles, institutions publiques et acteurs privés. Ainsi, pour que les savoirs produits portent leurs fruits, nourrissent les débats et encouragent les collaborations entre les mondes scientifiques et opérationnels, nous organisons chaque année des événements scientifiques, en France et à l'étranger.

## RÉFÉRENCES

<sup>1</sup> OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre. « Promouvoir la recherche face à la consultance. Autour de l'expérience du Lasdel (Niger-Bénin) », Cahiers d'études africaines, vol. 202-203, no. 2-3, 2011, pp. 511-528.

<sup>2</sup> De moins de 1% dans les années 90, la production scientifique africaine ne représentait que 3% de la recherche mondiale en 2016 (Sarah BOTTON, Linda ZANFINI, Rohen D'AIGLEPIERRE « L'aide internationale peut-elle participer à l'ancrage de la recherche africaine ? », *The Conversation*, 6 septembre 2021). L'Afrique (17% de la population mondiale) ne compte que pour 2,4% des chercheurs dans le monde, 2,6% des publications scientifiques (Maryline BAUMARD « Ces femmes qui œuvrent au rayonnement scientifique de l'Afrique », *Le Monde*, 18 novembre 2019) et 1,3% des dépenses mondiales en recherches et développement (Catherine LE BRECH « Encourager le potentiel de la recherche africaine, l'exemple du Burkina Faso », *franceinfo*, 27 novembre 2017, [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/encourager-le-potentiel-de-la-recherche-africaine-l-exemple-du-burkina-faso\\_3060055.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/encourager-le-potentiel-de-la-recherche-africaine-l-exemple-du-burkina-faso_3060055.html)). Le sous-financement de ce domaine et la faiblesse voire l'absence de politiques nationales sur ce continent entraînent les chercheurs à exercer des activités annexes et parfois à quitter leur pays. Depuis sa création, la Fondation a soutenu des chercheurs de 20 nationalités différentes, dont un tiers sont africains. Ces derniers ont contribué à l'émergence de savoirs en Afrique mais aussi en France.

## LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

<b>APRIS</b>	Atelier Post-Recherche et Innovation Sociale
<b>ASAS</b>	Accompagnement de l'action sociale
<b>CHUM</b>	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
<b>CICR</b>	Comité International de la Croix-Rouge
<b>CRf</b>	Croix-Rouge française
<b>EHPAD</b>	Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
<b>ESS</b>	Économie Sociale et Solidaire
<b>FICR</b>	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
<b>FLS</b>	Fondation pour le Lien Social
<b>IDMC</b>	Internal Displacement Monitoring Centre/ Observatoire des déplacements internes
<b>IHMEC</b>	Institut pour l'histoire et la mémoire des catastrophes
<b>LASDEL</b>	Laboratoire d'Études et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et Développement Local
<b>MSH SUD</b>	Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier
<b>OCHA</b>	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs / Bureau des Nations-Unies pour la Coordination Humanitaire
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>SESSTIM</b>	Sciences Économiques et Sociales de la Santé et Traitement de l'Information Médicale



# 10 ANS DE TEMPS FORTS

## et les chiffres clés 2013 - 2023

2013

**MAI**  
Premier Conseil d'administration du Fonds Croix-Rouge française, **point de départ de l'engagement** de la CRF dans la recherche.

2014

**FÉVRIER**  
Le Fonds Croix-Rouge lance son **premier appel à candidatures pour des bourses de recherche** postdoctorales dans le champ humanitaire international.



2016

**FÉVRIER**  
Sortie du **premier numéro** de la revue internationale bilingue **Alternatives humanitaires**, co-fondée et soutenue par le Fonds Croix-Rouge.

2017

**SEPTEMBRE**  
La Fondation Croix-Rouge française est **reconnue d'utilité publique** par décret du ministère de l'Intérieur.

2018

**JANVIER**  
**Lancement des activités de la Fondation**, dans la continuité de celles de la Fondation pour le lien social (FLS) et du Fonds Croix-Rouge.

2018

**FÉVRIER**  
**Ouverture des bourses au champ social en France et lancement du premier appel à candidatures** de la Fondation pour des bourses de recherche dans les deux champs : **humanitaire et social**.

2019

**DÉCEMBRE**  
Lancement du **premier appel à propositions** auprès des bénévoles de la CRF dans le cadre du programme **Bénévo'Lab**, pour développer le lien recherche/engagement.

Lancement du **Consortium de recherche RC3**, en marge de l'AG de la FICR à Genève, dont la Fondation est un membre actif.



2020

**JUILLET**  
La Fondation s'engage face à l'épidémie de COVID-19 et lance une **procédure flash d'attribution des bourses**, pour une recherche en temps d'urgence.

2021

**DÉCEMBRE**  
La Fondation se lance dans une démarche de **mesure d'utilité sociale** de ses activités.



2022

**MARS**  
Lancement des appels flash « Recherche urgence Ukraine », pour adapter le temps de la recherche aux réalités du terrain et permettre aux chercheurs la collecte de données au plus fort de la crise.

2023

**MAI**  
Lancement du **premier atelier APRIS** (atelier post-recherche et innovation sociale), dont l'objectif est d'améliorer l'utilisation des résultats issus des recherches et favoriser l'innovation sociale susceptible d'en découler.



**1 629 032 €**  
de financements directs aux chercheurs

**104**  
recherches soutenues

**43**  
prix de recherche décernés

**22**  
pays concernés

**16**  
disciplines des sciences humaines et sociales mobilisées

**100%**  
de recherches francophones

**28%**  
de recherches en lien avec le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

**65%**  
des recherches à l'international menées par des chercheurs du pays concerné

**80**  
articles scientifiques publiés

# 1 Transition humanitaire





## Transition humanitaire

## Un programme complet

23

recherches  
soutenues

13

territoires

6

conférences  
internationales

5

ouvrages  
collectifsL'ÉMERGENCE D'UN  
OBJET DE RECHERCHE

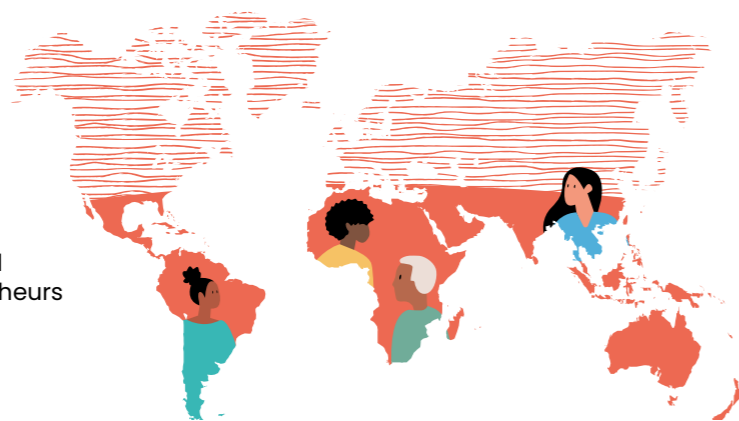
L'action humanitaire moderne dans sa forme laïque et universelle initiée il y a 160 ans par Henry DUNANT, a connu de nombreuses crises et ruptures, en réaction à différents conflits armés, aux grandes catastrophes, qui ont transformé les façons d'agir et de protéger les populations. Toutefois, au-delà des grands bouleversements géopolitiques avec lesquels elle s'est façonnée et de sa montée en puissance depuis la fin de la guerre froide, le secteur humanitaire fait face aujourd'hui à des transformations plus profondes, qui tendent à remettre en cause certains de ses fondements, bouleversent son architecture et interrogent ses pratiques.

Partant de ce constat, la Fondation a formulé le besoin de nouvelles analyses à travers la notion de transition humanitaire, comme un objet de recherche permettant d'étudier plus précisément les dynamiques marquant « le passage d'un paradigme dominant de solidarité Nord-Sud d'essence occidentale à un modèle beaucoup plus complexe »<sup>1</sup> et ses enjeux éthiques. La Fondation en a fait le socle d'un programme de recherche unique, conduit au cours de ces dix dernières années, au travers de bourses de recherche, conférences et publications académiques. Il explore tout particulièrement la place et le rôle des acteurs « locaux » au sein du système de l'aide internationale en mobilisant la diversité de la recherche. Ce programme s'est d'abord focalisé sur les « mutations profondes » observables à travers l'entrée de nouveaux acteurs et pratiques avec le premier appel à bourses lancé en 2014, intitulé « Réalités et perspectives de la transition humanitaire dans les pays bénéficiaires de l'aide internationale ». Les chercheurs ont tout d'abord interrogé les liens entre les acteurs humanitaires et les acteurs publics dans les pays concernés par les crises, qu'il s'agisse de la question de la souveraineté des États bénéficiaires de l'aide internationale, du comportement des acteurs traditionnels ou de leurs perceptions, l'émergence de bailleurs, ou encore le renforcement de « l'humanitaire d'État ». Puis ils se sont focalisés sur les transformations des besoins, que ce soit sur le plan qualitatif ou quantitatif,

qui appellent de nouvelles pratiques, de nouvelles formes de financements, des innovations technologiques, sociales et organisationnelles, et enfin l'émergence d'acteurs et réseaux, basés au Sud, avec des modèles économiques hybrides.

Dès le lancement de la Fondation, en pleine période de préparation du Sommet humanitaire mondial de 2016, Jean-François MATTEI et Virginie TROIT ont formulé, dans le cadre de la notion de transition, la nécessité, d'une part d'accompagner les observations scientifiques et le dialogue avec les praticiens par la réflexion éthique, (à distinguer de la morale, la déontologie ou du droit), et d'autre part de définir un « questionnement inévitable suscité par des situations inédites qui imposent de nouveaux choix »<sup>2</sup>. En ce sens, ils proposent une analyse de la relation entre l'aidant et la personne aidée, en mobilisant les principes de bioéthique transposés à l'humanitaire, en complémentarité des principes humanitaires qui guident le comportement des acteurs et le sens qu'ils donnent à l'action. D'autre part, observant un rapport déséquilibré entre Nord et Sud, a fortiori dans le secteur de la recherche, ils appellent à répondre collectivement au « besoin d'un effort de recherche inédit en sciences humaines et sociales associant, certes les opérationnels, mais aussi anthropologues, sociologues, philosophes et juristes de différentes cultures pour tenter de mieux appréhender les conditions de la transition humanitaire ». Ces réflexions se retrouvent au cœur du programme de recherche sur la transition humanitaire, et se matérialisent à partir de 2018, par un nouvel appel à candidatures pour bourses de recherche, intitulé « Transition humanitaire : les enjeux de l'autonomie », visant autant à contribuer à l'agenda de la localisation qu'à l'étudier. Depuis la Fondation conduit des programmes de recherche au plus près des universitaires des pays concernés, à travers l'octroi de bourses de recherche, mais aussi par l'organisation de conférences au Sénégal, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Liban, au Cameroun et au Kenya.

**57%**  
des recherches au Sud  
menées par des chercheurs  
des pays concernés



“ **A**ucune entreprise humaine ne peut progresser sans consacrer une part de ses efforts à la recherche et à l'innovation. L'action humanitaire n'échappe pas à la règle et l'enjeu en vaut la peine. »

**Pr Jean-François MATTEI**, Président honoraire de la Croix-Rouge française, ancien président du Fonds Croix-Rouge française

## UNE NOTION CONFRONTÉE AUX RÉALITÉS DU SECTEUR HUMANITAIRE

**Ces dix dernières années, les crises humanitaires ont connu une évolution significative due notamment à l'évolution du contexte géopolitique mondial, l'impact des catastrophes naturelles, ou bien la transformation des conflits armés. Les déplacements forcés de populations ont considérablement augmenté durant la dernière décennie, ponctuée par une année 2022 record avec plus de 100 millions de personnes déplacées<sup>3</sup>. La pandémie de COVID-19, dans le sillage d'autres crises épidémiques importantes (qu'il s'agisse de maladies infectieuses comme Ebola, le SIDA ou de maladies vectorielles) a mis en lumière les failles des systèmes de santé, que ce soit au Nord ou au Sud, et la capacité de réponse des acteurs humanitaires. Enfin, l'une des évolutions majeures des crises humanitaires a été l'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des catastrophes naturelles, en particulier**



celles liées au changement climatique<sup>4</sup>. Les ouragans, les inondations, les vagues de chaleur ont un impact de plus en plus important sur les populations. Les besoins humanitaires ont par conséquent fortement augmenté, et les estimations les plus récentes font état de plus de 300 millions de personnes concernées, et de plus de 50 milliards de dollars américains nécessaires<sup>5</sup>. Si les financements ont été également augmenté de manière historique, ils demeurent bien inférieurs aux besoins.

En dix ans, le secteur humanitaire a également connu autant de tensions que d'avancées sur les relations entre les acteurs internationaux et locaux, des relations marquées par le Sommet humanitaire mondial d'Istanbul en 2016, premier sommet de la sorte souhaité par le Secrétaire général des Nations unies et conclu par une série de mesures dont l'accord du « *Grand Bargain* ». Appelant à des réponses « aussi locales que possible, aussi internationales que nécessaire », ce Grand compromis<sup>6</sup> a mis sur le devant de la scène l'impératif de « localisation de l'aide humanitaire », à travers une augmentation des financements directs alloués aux acteurs humanitaires locaux. Toutefois, force est de constater que cet engagement peine à se réaliser dans les faits, malgré de nombreuses promesses, dont celle qui engage les donateurs et organisations d'aide à fournir 25% du financement humanitaire mondial aux intervenants locaux et nationaux d'ici 2020. Le secteur reste aujourd'hui largement concentré sur des agences multilatérales, ou certaines ONG internationales. À l'autre extrémité de l'échelle, les ONG nationales et locales ont reçu en 2022 seulement 1,2% de l'aide humanitaire internationale totale<sup>7</sup>.

S'il est resté fidèle à ses objectifs initiaux, le programme Transition humanitaire n'a eu de cesse de soutenir la réflexion sur les enjeux et les dynamiques à l'œuvre au sein du secteur humanitaire. Il s'éloigne des cloisonnements traditionnels entre urgence et développement pour laisser aux chercheurs la liberté de revisiter les temporalités, les discours et les représentations. Ainsi, de nombreux travaux de recherche ont porté sur l'humanitaire local, sur l'émergence de nouveaux acteurs, ou encore sur les coulisses du secteur dans des contextes différents. De la même manière, le programme Transition humanitaire s'est nourri et inspiré des nombreux travaux scientifiques menés autour de l'aide internationale, qu'ils soient francophones ou internationaux. En 10 ans, la Fondation a soutenu plus de 25 chercheurs à travers des bourses postdoctorales.

## MIEUX COMPRENDRE : les acteurs et les pratiques humanitaires

Depuis 10 ans, le programme « Transition humanitaire » s'intéresse à l'action humanitaire comme un objet de recherche à part entière, et s'attache à mieux en comprendre le contexte, les principaux acteurs, les relations de pouvoir et dépendance. Il encourage également une approche spécifique à chaque pays concerné par l'aide internationale, pour aborder les enjeux et les modalités de la transition humanitaire dans un cadre national, la reconnecter aux dynamiques de l'action sociale et aux politiques publiques. En somme, il s'agit d'étudier tant la « scène », que les « coulisses » de l'action humanitaire.

### 1. ORGANISATIONS HUMANITAIRES, ACTEURS PUBLICS ET COORDINATION DE L'AIDE : VERS UNE NOUVELLE DONNE

Acteurs centraux de la protection des populations, les États entretiennent des relations ambivalentes avec les acteurs humanitaires. Les États qui fournissent de l'aide, au nom de la coopération et de la solidarité internationale doivent pouvoir se coordonner avec les acteurs publics des pays et territoires où ils interviennent et être redevables de leurs actions tout en préservant les principes des organisations mobilisées. Les acteurs humanitaires doivent comprendre et anticiper les logiques de prise en charge, de contrôle, voire d'instrumentalisation qui peuvent être mises en œuvre au nom de la souveraineté, et composer avec des dynamiques géopolitiques. Ailleurs, des États reprennent la main sur la réponse aux vulnérabilités, en déployant des politiques ou dispositifs destinés à compléter ou remplacer les acteurs humanitaires.

À Madagascar, la politiste **Christiane RAFIDINARIVO** a étudié le rôle émergent du Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes de Madagascar, dans la réponse aux désastres. Elle s'intéresse aux logiques de financement de cette institution récente, chargée de coordonner toutes les interventions touchant à l'humanitaire à Madagascar, mais aussi à ses dynamiques de collaboration avec les acteurs internationaux, et notamment les bailleurs de fonds.

Dans une perspective de coordination accrue, de nombreux États tendent à renforcer leur position d'acteurs centraux de la réponse humanitaire. La Fondation a soutenu plusieurs projets de recherche illustrant ces dynamiques. Par exemple, l'anthropologue **Jeanne SEMIN** a étudié la réponse sociale apportée aux enfants talibés à Saint-Louis (Sénégal). À partir d'une recherche-action effectuée avec les acteurs impliqués, elle analyse les synergies entre acteurs publics et associatifs, définis comme des médiateurs entre la rue et l'État. Mené durant le lancement d'un plan de retrait des enfants des rues par les autorités, son projet témoigne enjeux de collaboration entre l'État et la société civile.

Au Niger, comme dans l'ensemble du Sahel, les dynamiques conflictuelles et les parcours migratoires ont largement influencé la réponse sécuritaire des États concernés, et de la communauté internationale. Ces dynamiques ne sont pas sans influence sur les activités humanitaires, à travers les besoins que cela occasionne, et du fait de l'impact des réponses sécuritaires sur les travailleurs humanitaires. Dans cette optique, les travaux de l'anthropologue **Tatiana SMIRNOVA**, menés au Niger en 2018, mettent en lumière l'organisation de l'espace sécuritaire dans la réponse aux déplacements liés au conflit, en se focalisant sur les relations entre acteurs. Elle interroge notamment les modes de gouvernance des populations qui sont mis en œuvre.

Dans une autre partie du Niger, l'évolution des réglementations nationales et internationales a conduit à faire du pays un acteur majeur des politiques migratoires. Le durcissement du contrôle des frontières a contribué à la dégradation de la situation socio-économique déjà précaire du pays, suscitant d'autant plus l'envie des jeunes nigériens d'émigrer de la région d'Agadez. Dans cette optique, la sociologue **Aissata Issane IGODOE** a exploré les stratégies des acteurs aussi bien locaux que humanitaires face aux enjeux migratoires. Elle s'interroge sur le rôle des ONG locales pour appréhender les flux migratoires, tout en questionnant les enjeux socio-économiques et culturels sous-jacents.

En Afrique de l'Est, plusieurs pays connaissent des contextes de conflit armé ayant parfois conduit à des relations tendues entre États et ONG internationales. Le projet de recherche de l'anthropologue **Alice CORBET**, soutenue en 2017, s'intéresse aux interactions entre les acteurs face à l'afflux de réfugiés sud-soudanais dans la région de Gambella à partir de 2013. Ses travaux s'appuient sur les réalités de la gestion des réfugiés.

Dans une autre région, la politiste **Danielle TAN** a étudié des dynamiques similaires au Laos. En ayant recours à l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG), la chercheuse présente une cartographie des acteurs, des dynamiques et des modes de gouvernance pour maximiser l'efficacité des projets, dans un contexte où les ressources ainsi que le nombre d'acteurs sont limités.



© Laos - IFRC



## ZOOM CHERCHEUR

**Le jeu et le dessin au service de l'anthropologue**

Pour réaliser sa recherche sur les vulnérabilités et prises en charge des enfants en situation de rue à Saint-Louis du Sénégal, Jeanne SEMIN a utilisé plusieurs méthodes, dont l'observation de jeux libres et l'organisation d'ateliers dessins.

Proposée dans le champ disciplinaire de l'anthropologie de l'enfance, la méthode des jeux libres permet d'avoir accès à la réalité vécue par les enfants.

*« Les jeux libres sont pour les enfants d'une richesse inégalable en matière de construction personnelle. Leur pratique est universelle et caractéristique de l'enfance. Mes questions à travers ces temps d'observation étaient de savoir dans quelle mesure les enfants des rues de Saint-Louis jouent effectivement, à quoi ils jouent et ce que leurs jeux nous apprennent sur leur univers. Ils jouent, en effet, dans l'espace de liberté que représente pour eux, la rue. »*

Jeanne SEMIN a aussi mis en œuvre des ateliers dessins dans plusieurs associations, au cours de séances où 10 à 15 enfants accompagnés par celles-ci avaient été conviés par les animateurs des centres. Les enfants talibés âgés d'entre 6 et 14 ans avaient trois consignes : « 1- Dessinez la personne que vous aimez le plus au monde ; 2- Dessinez votre vie quotidienne aujourd'hui ; 3- Dessinez le métier que vous voudriez exercer plus tard. Pour chaque dessin, y compris les dessins libres, un commentaire était demandé à l'enfant sur ce qu'il avait voulu dessiner. » Cette activité n'est pas une évaluation, mais bien un exercice ludique visant à mieux connaître les enfants qui fréquentent les associations. Comme l'a écrit Françoise DOLTO, le dessin libre apparaît comme « une expression, une manifestation de la vie profonde ».

Le nombre important de dessins récoltés a permis à Jeanne SEMIN de « souligner quelques caractéristiques communes, comme des indices de la façon dont les enfants se situent au sein de l'espace social, dans leur relation à l'adulte, au maître, à la famille, aux camarades... »



**Jeanne SEMIN**  
Docteure en anthropologie

**2. LES NOUVEAUX ACTEURS HUMANITAIRES**

**De nombreux acteurs et nouveaux modèles sont apparus dans le secteur humanitaire ces dernières années, en particulier au Sud. ONG transnationales, coalitions, réseaux, sont autant d'innovations organisationnelles qui accompagnent le mouvement de transition humanitaire, et proposent de nouvelles manières de faire, ou des modes de gouvernance inédits pouvant éclairer d'autres secteurs.**

Au-delà du changement de paradigme entre Nord et Sud, l'une des caractéristiques du mouvement de transition humanitaire réside dans l'apparition et le développement de nouvelles formes organisationnelles dans l'humanitaire, en particulier au Sud. Témoinant d'une volonté de « faire l'humanitaire autrement », l'organisation étudiée présente par exemple un nouveau modèle d'organisation, se fondant principalement sur le soutien à des acteurs locaux. Menée au Niger, la recherche de l'anthropologue **Marion PECHAYRE** a montré comment l'ONG, prenant racine dans un terreau d'idées et pratiques issues de MSF, s'est progressivement transformée en une collaboration symbiotique bénéficiant tant aux ONG locales, qu'à ALIMA. Elle démontre également que les enjeux de la collaboration permanente ont conduit à une négociation des comportements et stratégies d'action, permettant d'échapper aux modalités paternalistes de partenariat entre ONG du Nord et ONG africaines.

Aux côtés de ces nouveaux acteurs professionnels, des mouvements citoyens émergent et se font entendre dans l'espace public, sans nécessairement suivre le cadre associatif traditionnel. Dans cette optique, la recherche de **Kelly POULET** étudie le développement d'une fédération d'ONG au Sénégal, un mouvement paysan rural et un acteur incontournable qui est apparu dans un contexte où les politiques agricoles de l'État ont connu des résultats mitigés. En promouvant une forme d'organisation plus informelle, la FONGS-action paysanne porte la volonté de défendre les intérêts de la société civile, en particulier celui de l'autonomie des paysans.

De même, de nombreux projets de recherche soutenus par la Fondation ont permis de mettre la lumière sur de nouveaux acteurs humanitaires. Au Burundi, la sociologue **Émeline UWIZEYIMANA** présente une ONG locale et sa fondatrice. Elle démontre que les activités de cette organisation, créée dans les années 1990, ont une portée de plus long-terme et visent à redéfinir les relations avec les bénéficiaires. Grâce à une forte action sur le terrain, l'ONG a pu collaborer avec des organisations internationales et les acteurs publics, afin de diversifier ses activités, au-delà de l'aide humanitaire d'urgence (formation, micro-crédit...). Enfin, l'action humanitaire s'ouvre de manière croissante à des acteurs moins traditionnels, qu'ils soient privés ou publics.

Enfin, la Fondation soutient également des projets de recherche permettant d'étudier les dynamiques d'émergence et d'autonomisation d'acteurs locaux, et ainsi observer la localisation de l'aide, au prisme des organisations locales. C'est l'objectif du projet du politologue **Jean Émile MBA**, qui étudie « la transition humanitaire par le bas » au Cameroun, à partir de l'expérience des organisations à base communautaire (OBC) soutenues par les ONG internationales, et bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Dans la même optique, la sociologue **Diane ALALOUF-HALL** étudie un organisme de coopération international basé à Montréal qui agit sur trois continents : l'Afrique, l'Amérique et l'Asie. Son projet se focalise sur les « bureaux-pays » de l'organisation, avec l'objectif d'interroger le changement organisationnel mené pour internationaliser la gouvernance et la gestion des programmes, afin d'autonomiser progressivement ces bureaux-pays, pensés comme des acteurs locaux.



© Pierre Boris NNDE

### 3. LES COULISSES DE L'HUMANITAIRE

**L'exploration du système humanitaire international et de ses relations avec les organisations locales et les sociétés conduit à s'écarter de la scène internationale pour gagner ses coulisses. Elles sont un espace nécessaire et stimulant pour observer des phénomènes invisibles ou peu relatés par la recherche, revisiter des situations inconfortables ou, au contraire, stimulantes pour les acteurs et réinterroger dans ses interstices la nature et les modalités des relations entre acteurs.**

Les travaux de la sociologue **Émeline UWIZEYIMANA**, menés au cœur d'un camp des réfugiés burundais, s'intéressent précisément aux coulisses de l'aide, et à la perception de l'aide humanitaire par les bénéficiaires. La chercheuse met en avant les problématiques de compatibilité entre la culture locale des bénéficiaires et les projets développés par les ONG internationales, ainsi que le manque d'intégration des populations. Son étude se focalise alors sur l'action d'une ONG locale qui propose un autre mode de gestion en visant l'autonomie des personnes concernées et affiche des résultats encourageants. La recherche montre clairement que la transition humanitaire est réelle dans le contexte burundais, mais aussi qu'elle nécessite une transformation des relations entre ONG et populations.

Cette relation d'inégalité structurelle se manifeste également à une échelle plus réduite, au cœur des relations entre le personnel humanitaire et les populations locales. En étudiant les rapports inégaux et paradoxaux qui se développent dans la sphère domestique en Haïti, le criminologue **Arnaud DANDOY** met en lumière une situation sociale plus spécifique, à savoir la dépendance mutuelle entre les humanitaires et leurs femmes de ménage. De ce fait, un processus d'altérisation se met en place, accompagné d'une essentialisation et d'un dénigrement de l'autre. Le chercheur avance ainsi l'hypothèse selon laquelle les problématiques d'insécurité du personnel humanitaire pourraient en partie résider dans la résolution des formes d'inégalité dans la répartition et la reconnaissance dont font l'objet celles et ceux qui appartiennent aux groupes sociaux marginalisés.



L'anthropologue **Amalia DRAGANI** s'est quant à elle intéressée aux rapports intimes entre personnels expatriés et populations locales, dans le but d'analyser les enjeux politiques, sociaux et symboliques au cœur des mixités conjugales entre agents du développement et courtiers locaux. À partir d'une observation menée à Niamey, elle explore la façon dont les sociabilités conjugales participent au « transfert humanitaire », notion clé et défi actuel de l'humanitaire qui consiste à transmettre des compétences aux locaux pour qu'ils soient en mesure d'agir au plus près du terrain, surtout en cas d'enjeux humanitaires majeurs.

Enfin, la sociologue **Verena RICHARDIER** a orienté sa question de recherche sur les relations inter-professionnelles entre le Sud et Nord, à travers l'étude des rapports entre personnels « expatriés » et « locaux ». En effet, les nouvelles configurations qu'induit la transition humanitaire peuvent parfois poser des limites, notamment à l'égard des mobilités dans l'espace professionnel, géographique et symbolique des acteurs de l'aide humanitaire. À travers sa recherche menée au Sénégal et au Niger, elle interroge l'ethnisation des compétences dans un milieu professionnel qui se pluralise, en prenant le cas des diplômés d'un centre de formation réputé.



© Haïti - IFRC

## MIEUX AGIR : la réflexion éthique comme un guide pour l'action

Le programme « Transition humanitaire » encourage les projets de recherche intégrant la mise en conscience des dilemmes, le rôle des normes, le questionnement éthique, et l'institutionnalisation de l'aide humanitaire. En partant des principes d'éthique biomédicale d'autonomie, de bienfaisance, de malversation et de justice<sup>8</sup>, il offre des perspectives d'étude originales pour une relecture des pratiques et de la gouvernance du secteur humanitaire, pour informer l'action et guider l'innovation au service des plus vulnérables. Ce positionnement permet d'aborder les mutations et transformations de l'humanitaire contemporain, autant dans une démarche descriptive que normative.

### 1. L'HUMANITAIRE LOCAL ET LES ENJEUX DE L'AUTONOMIE

Initié à travers le *Grand Bargain* en 2016, l'agenda de la « localisation » de l'aide a fortement marqué le secteur humanitaire ces dernières années. Toutefois, force est de constater que malgré de nombreuses promesses d'augmentation des financements directs aux acteurs locaux, ces engagements peinent à se réaliser. Sur le terrain, de nombreux chercheurs ont étudié les dynamiques à l'œuvre, et la localisation comme pratique ou discours sous une compréhension plus générale de l'humanitaire dit local.

En Guinée, dans un contexte marqué par de nombreuses épidémies, dont Ebola ou le COVID-19, **Stéphanie MALTAIS**, docteure en développement international, a étudié ce processus de localisation, et met en lumière les nombreux défis persistants dans l'autonomisation des acteurs guinéens par rapport aux partenaires techniques et financiers internationaux. Alors que la pandémie de COVID-19 et les restrictions de déplacement associées auraient pu permettre de renforcer une approche plus locale dans la réponse aux crises, les impacts sur l'appui technique, et sur l'appropriation locale de la réponse aux épidémies doivent être finement décryptés, même si des acquis en termes d'autonomisation des acteurs nationaux et locaux sont déjà perceptibles.

La pérennité de ces acquis et des compétences locales était au cœur des travaux menés par l'historien **Anicet ZRAN**. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, déchiré pendant un conflit ayant duré plus d'une décennie, il a analysé les modalités d'intervention, puis de départ, des organisations humanitaires internationales. Il démontre que leurs actions, orientées prioritairement vers le domaine de la santé, ont nécessité l'implication d'acteurs locaux tout au long du conflit, et ont ainsi suscité la création de nouvelles ONG, ou la mobilisation d'associations préexistantes. Du fait de la fin du conflit, et d'une transition vers un contexte davantage tourné vers le développement, de nombreuses organisations se sont retirées, et ont poussé les acteurs locaux à mettre en œuvre des stratégies de résilience pour se repositionner. Ses travaux visent à éclairer le processus de lente construction du système de santé entre les acteurs publics, au centre de la dynamique et le rôle stratégique des ONG locales.

Dans d'autres contextes, des chercheurs apportent des constats plus nuancés sur le processus de localisation, soulignant les limites des acteurs locaux, et la préférence des bénéficiaires pour l'aide internationale. Au Bénin, l'anthropologue **Georges DJOHY** a étudié le transfert de pouvoir des humanitaires internationaux aux acteurs locaux dans le nord du pays, régulièrement soumis à des inondations. Ses travaux font état d'un dispositif institutionnel assez conflictuel, qui renforce le pouvoir et l'influence des acteurs politiques locaux, au détriment de la qualité de l'aide, censée être apolitique. Ses travaux démontrent que les perceptions et les pratiques des bénéficiaires révèlent aussi des enjeux importants sur la localisation de l'aide, à travers une préférence pour une aide occidentale perçue comme moins biaisée, moins partisane, et plus respectueuse des valeurs et principes humanitaires internationaux, au contraire d'une locale vue comme davantage partisane, orientée et greffée sur des enjeux électoralistes, claniques, idéologiques et territoriaux.

Dans un contexte d'émergence de nouveaux acteurs assurantiels pour se préparer et répondre aux catastrophes, l'agronome **Mariama NOUHOU KOUTCHA** a étudié au Niger la protection des agriculteurs contre les risques de sécheresse, dans la région de Tillabéri. Ses travaux analysent la manière dont les populations perçoivent les différents dispositifs en matière d'aide d'urgence après sinistre, ou bien d'assurance. Elle démontre que les agriculteurs valorisent principalement les dispositifs apportant une aide abondante et la plus rapide possible, et semblent préférer l'aide fournie par les organismes internationaux, plutôt que l'État ou les ONG nationales.



© Luc ALARY - Haïti - Canadian Red Cross



## 2. TRANSFERT DES NORMES ET MODÈLES AU SEIN DU SECTEUR HUMANITAIRE

**Les chercheurs en sciences sociales mettent fréquemment en lumière les manquements et les effets pervers des programmes d'aide au développement, ou d'aide humanitaire. Dans une perspective critique, les socio-anthropologues et les politistes mobilisent les concepts sur la circulation des normes et les transferts de politiques pour analyser finement les (in)adéquations entre les modalités d'intervention, souvent imaginées comme des modèles standards et leur mise en œuvre dans les pays à faible revenu ou affectés par des crises. Ainsi, plusieurs projets de recherche mettent à jour les écarts, contournements ou innovations de ce que Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN a conceptualisé comme des « modèles voyageurs ».**

À travers une recherche conduite en Casamance (Sénégal), l'anthropologue **Alvar JONES SANCHEZ** a étudié les programmes de construction de la paix, et notamment les composantes favorisant la « participation communautaire », généralement sous l'injonction des bailleurs de fonds. Étudiant les comités de paix, mécanismes de gestion des conflits présentés comme locaux, il démontre qu'ils sont plutôt le fruit de la standardisation des stratégies destinées à la construction de la paix. En effet, selon ses travaux, la nécessité de construire l'intervention depuis le bas est systématiquement préconisée depuis le haut, et les objectifs sont prescrits par l'extérieur. Par conséquent, il relève la faible appropriation de ces mécanismes par les populations, voire une dépolitisation de ces dernières du fait de l'imposition de ces modèles.

En s'inscrivant dans cette même approche critique de la participation communautaire, le sociologue **Kouassi Edouard KOUADIO** a étudié la mise en œuvre d'un programme d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) en Côte d'Ivoire, avec la participation active d'une organisation internationale. Ses enquêtes démontrent que ce programme, importé d'Asie du Sud-Est, rencontre de fortes résistances locales et une faible appropriation. En effet, les représentations et les croyances des populations, associées à l'hygiène et l'assainissement, demeurent fortes et constituent un obstacle à la mise en œuvre de ces pratiques. Ainsi, il documente les conséquences d'un trop grand décalage entre les modalités d'intervention d'un programme importé, et la réalité des contextes locaux.

Dans la même optique, la sociologue **Sadio BA GNING** s'est intéressée aux dynamiques collectives et au modèle des bonnes pratiques à travers un consortium regroupant 178 ONG nationales et internationales au Sénégal, ayant pour objectif de défendre des intérêts des ONG mais aussi ceux d'autres acteurs de la société civile. Ses travaux démontrent que malgré la volonté d'aller vers l'autonomisation et la professionnalisation, le collectif a été confronté aux injonctions de la promotion de la « bonne gouvernance » par les acteurs internationaux. Conjugué aux questions de dépendance financière, les bonnes intentions peuvent fragiliser de tels réseaux et a contribué à une faiblesse institutionnelle, voire à des rapports de concurrence entre ONG. Ses travaux démontrent la manière dont des normes, principes et cadres éthiques, circulent entre les organisations du Nord et du Sud, sans toujours être adaptés aux besoins de ces dernières.

Enfin, le transfert des normes à travers les partenariats entre organisations humanitaires du Sud et du Nord sont un point central de la relation entre les acteurs. Ils constituent aussi le point de départ des travaux des anthropologues **Jacky BOUJU** et **Sylvie AYIMPAM**, qui se sont intéressés aux différences de moyens financiers entre les partenaires du Nord et les partenaires locaux au Burkina Faso, engendrant des déséquilibres dans les termes de l'échange entre les contributions et les rétributions attendues par chacun dans l'arène humanitaire. Ils proposent ainsi une réflexion autour de la « violence symbolique » de l'aide, pensée comme asymétrie intrinsèque au mode de relation Nord-Sud. Cette violence s'incarne dorénavant dans les normes de la culture managériale imposée par la bureaucratie des grandes agences internationales, prenant la forme d'un modèle profondément ethnocentrique et largement inadapté aux réalités des sociétés du Sud, limitant de manière paradoxale les opportunités de la « localisation ».



© Virginie TROIT

## Les modèles voyageurs

Depuis plus de 40 ans, l'anthropologue **Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN** documente, analyse et conceptualise les différentes dimensions de l'ingénierie sociale du développement en Afrique de l'Ouest. Récompensé par un prix honorifique de la Fondation, ses travaux ont fortement influencé des générations de socio-anthropologues. Dans son dernier ouvrage, intitulé « La revanche des contextes »<sup>9</sup>, il reprend notamment le concept de « **modèles voyageurs** », pouvant être défini comme tel :

Élaborés par des experts internationaux, portés et financés par des institutions de développement, les modèles voyageurs sont exportés massivement en solutions « prêtes-à-porter » vers les pays à faibles revenus. Un modèle voyageur, souvent issu d'une expérience fondatrice, est manufacturé autour d'un mécanisme doté d'une efficacité intrinsèque, et de dispositifs opérationnels nécessaires à sa mise en œuvre. Il est ensuite disséminé dans des contextes variés par des réseaux de professionnels et de décideurs. La confrontation avec les contextes locaux, c'est-à-dire les acteurs de terrain, produit d'inévitables *implementation gaps*, de nombreux effets imprévus et des

résultats décevants ou éloignés des objectifs initiaux – comme l'illustrent les nombreuses études de cas présentées dans ce volume, basées sur des données empiriques originales, recueillies de par le monde.

Les modèles voyageurs : une ingénierie sociale du développement, *Revue internationale des études de développement*

Au-delà des enjeux de participation communautaire, plusieurs chercheurs soutenus par la Fondation se sont intéressés aux interventions du secteur lucratif, ou bien de la promotion de l'entrepreneuriat social. Au Burkina Faso, l'anthropologue **Roberta RUBINO** a analysé les effets provoqués par les programmes d'activités génératrices de revenu, largement promues par les ONG. S'intéressant au secteur de la transformation alimentaire, elle démontre que ces activités, pensées pour renforcer l'autonomie économique des personnes qui en bénéficient, peuvent aussi contribuer à les enfermer dans une « économie de la survie » et à les maintenir dans une trame de relations sociales traditionnelles.

Ainsi, dans le but d'établir un nouveau mode d'action économique qui non seulement se fonde sur le lien social et le renforce, l'entrepreneuriat social apparaît ainsi comme un concept véhiculé par les acteurs du développement au Nord et largement promu localement par des organisations intermédiaires. La sociologue **Anastasia-Alithia SEFERIADIS** s'est intéressée à l'entrepreneuriat social féminin au Ghana. Elle démontre que la large promotion du modèle conduit certaines femmes à requalifier leur ONG en entreprise sociale, bien qu'elles ne génèrent aucun résultat financier. Cette requalification de l'engagement génère des dépendances aux aides externes pour combler les déficits face à la concurrence inégale du marché.



© Virginie TROIT



## ZOOM CHERCHEUR

### Le « double regard » d'un ancien humanitaire devenu anthropologue

Avant de devenir docteur en anthropologie sociale, Alvar JONES SANCHEZ a évolué pendant presque dix ans dans le domaine de l'aide humanitaire et du développement dans le contexte africain, où il a dirigé de nombreux programmes d'intervention.

*« J'ai été coopérant international entre 2005 et 2014, pour la Croix-Rouge espagnole essentiellement, en Guinée équatoriale, au Cap-Vert, au Sénégal et en Tunisie. J'ai une formation d'anthropologue à la base, et j'ai d'abord pensé que ce bagage pourrait me servir dans le cadre de la coopération. Mais ce ne fut pas le cas, car on travaille dans l'urgence, on gère beaucoup d'administratif, on est dans le formel et la représentation... là où l'anthropologue a besoin de temps, de terrain, d'informel. Après près de dix ans de coopération, j'ai eu besoin de revenir aux sources et de reprendre mes travaux de recherche. C'est important de désacraliser l'aide humanitaire afin de la rendre plus efficace, surtout que mon double regard d'humanitaire et d'anthropologue me permettait de mieux comprendre le terrain. »*

Sa recherche conduite avec le soutien de la Fondation sur les dynamiques désignées comme « participatives » ou à « base communautaire », en vogue dans l'industrie du développement, a été l'occasion d'un retour en Casamance, et d'une prise de conscience de sa nouvelle position vis-à-vis des personnes qu'il avait côtoyées en tant que coopérant.

*« Je suis donc retourné en Casamance, que je connaissais en tant que coopérant. J'ai réalisé que mon nouveau statut rendait difficile l'organisation d'entretiens et que j'étais moins pris au sérieux ; ma voix ne résonnait pas auprès des acteurs de terrain. Cela a alimenté ma réflexion sur la nécessité de créer les conditions de la rencontre entre opérationnels et chercheurs et d'inventer des nouvelles modalités de coopération ».*



**Alvar JONES SANCHEZ**  
Docteur en anthropologie



© Virginie TROIT

## ET DEMAIN ?



### Entretien avec...

**Dorothea HILHORST**  
Professeure d'études humanitaires

**D**orothea HILHORST est professeure d'études humanitaires et de reconstruction à l'Institut international des études sociales (ISS) de l'Université Erasmus de Rotterdam et à l'Université de Wageningen (Pays-Bas). Elle est par ailleurs présidente de l'*International Humanitarian Studies Association* (IHSA) et directrice honoraire du Centre de recherche et d'expertise Genre et Développement (CREGED) en République démocratique du Congo. Ses recherches portent sur les relations entre aide humanitaire et société. Elle s'intéresse particulièrement aux interactions entre humanitaire et développement et à la consolidation de la paix. Elle a été lauréate en 2020 d'un prix de recherche de la Fondation.

**Comment pouvons-nous aborder le défi de la croissance des besoins des populations dépassant la capacité des acteurs humanitaires à pouvoir y faire face ?**

Dans le contexte actuel marqué par la montée en puissance des conflits à l'échelle mondiale, une persistance de ces tensions, ainsi que des effets tangibles du changement climatique et de ses projections alarmantes, la croissance des besoins humanitaires s'accélère. Parallèlement, les difficultés d'accès se multiplient, faisant grimper les coûts de l'assistance humanitaire dans de nombreuses régions du globe, et rendant cette entreprise de plus en plus ardue et périlleuse.

Face à ces défis grandissants, une nouvelle approche s'impose. J'aborde ici ce que j'appelle, «l'humanitaire résilient». Une approche mettant en exergue la nécessité d'une adaptation constante de

l'action humanitaire afin de maintenir son efficacité et sa pertinence. Dans cette optique, il convient de mettre davantage l'accent sur le rôle des autorités nationales, ainsi que de promouvoir les prestataires de services nationaux, qu'ils opèrent dans le domaine humanitaire ou d'autres secteurs. Cet aspect revêt une importance particulière.

Une autre facette cruciale concerne notre perception et notre redevabilité envers les personnes. Il est impératif d'accorder un plus grand respect et une reconnaissance accrue à leur autonomie. Cependant, il faut noter que cette autonomie peut parfois être entravée par des contraintes extérieures, même dans des situations où elle serait souhaitable.

En troisième lieu, l'approche dite «de nexus» qui vise à relier l'humanitaire, le développement et la consolidation de la paix comporte de nombreux avantages, mais elle expose également l'humanitaire à un risque croissant de politisation, ce qui suscite des préoccupations multiples, dont celle de l'accès aux populations. En parallèle, il convient de noter qu'une autre approche «Nexus» émerge entre l'humanitaire, la sécurité et la lutte contre la migration irrégulière. Or, il est impératif de traiter avec précaution ces nouvelles tendances, de les examiner de manière critique et de déterminer leurs apports pour les populations. Enfin, une question cruciale qui mérite réflexion est celle de la localisation de l'aide humanitaire. Il est nécessaire de se demander si la communauté humanitaire internationale progresse véritablement dans cette direction.

**Les praticiens et chercheurs accordent-ils une attention adéquate aux défis qui se profilent au cours des 10 à 20 prochaines années, y compris ceux déjà évoqués ? Y a-t-il des aspects essentiels qui sont négligés et qui nécessiteraient des efforts en matière de recherche et d'action ?**

Les recommandations clés pour la recherche future dans le domaine de l'humanitaire incluent en premier lieu d'approfondir la compréhension de la diversité. Il est essentiel de reconnaître que l'humanitaire revêt différentes formes en fonction du contexte dans lequel il se déploie. Le secteur est, en effet, profondément ancré dans les réalités sociales et l'économie politique des régions où il opère. Il est ainsi nécessaire de mener des analyses approfondies



pour comprendre comment ces facteurs influencent la manière dont l'humanitaire se développe. Enfin, et dans cette continuité, il est crucial de développer des théories intermédiaires qui permettent de comprendre la pluralité des contextes, mais aussi leurs similarités. Cela aidera à élaborer des modèles et des approches plus adaptés pour répondre efficacement aux besoins dans divers environnements. J'emploie ainsi le terme «humanitarismes» au pluriel pour mieux appréhender la multitude des systèmes.

### Comment envisagez-vous le rôle des sciences sociales et des différentes disciplines pour accompagner les ONG et la société civile dans leur réflexion sur leur mission et pour faciliter la recherche et le partage d'informations ?

Je pense que la recherche doit être solidement ancrée dans les réalités locales, mais elle doit également être menée en étroite collaboration avec les acteurs locaux et les parties prenantes. Cette collaboration est essentielle. Dans le contexte des crises humanitaires, les chercheurs doivent jouer un rôle plus proactif. Il est donc crucial d'établir un dialogue entre les chercheurs, les acteurs humanitaires, les journalistes, les observateurs critiques et la société civile locale. Cela permettra de mieux comprendre les besoins locaux et de trouver des solutions adaptées. Les initiatives d'observatoires humanitaires, comme celle encouragée par l'IHSA, sont ainsi des dynamiques riches, notamment en Afrique.



© Virginie TROIT

## RÉFÉRENCES

- <sup>1</sup> MATTEI, Jean-François et TROIT, Virginie, « La transition humanitaire et le recours à l'éthique », Bulletin de l'Académie nationale de médecine, 2017.
- <sup>2</sup> Ibid.
- <sup>3</sup> IDMC, 2023 Global Report on Internal Displacement, GRID 2023 [en ligne].
- <sup>4</sup> FICR, World Disasters Report, 2022.
- <sup>5</sup> OBRECHT, Alice, SWITHERN, Sophia et DOHERTY, Jennifer, « The State of the Humanitarian System », ALNAP, 358 p, 2022. <https://sohs.alnap.org/>.
- <sup>6</sup> Commission Européenne, « Grand compromis (Grand Bargain) », Consulté sur [https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/grand-bargain\\_fr](https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/grand-bargain_fr).
- <sup>7</sup> URQUHART, Angus, GIRLING-MORRIS, Fran, NELSON-POLLARD, Susanna, MASON, Erica, The Global Humanitarian Assistance Report 2022, Development Initiatives, 2022, 129 p. <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2022/>.
- <sup>8</sup> BEAUCHAMP, Tom, CHILDRESS, James, Principles of Biomedical Ethics, 7<sup>e</sup> Edition, New York: Oxford University Press, 2013.
- <sup>9</sup> OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, La revanche des contextes, Karthala, 2021.

## LISTE DES PAPIERS DE LA FONDATION

**AYIMPAM Sylvie et BOUJU Jacky,** « Ethnocentrisme et partenariat : la violence symbolique de l'aide humanitaire », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°1, Décembre 2015.

**BA GNING Sadio et POULET Kelly,** « Appréhender les ONG comme espace de gouvernance : de l'ethnographie des pratiques à celle des contraintes à l'autonomie », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°12, Février 2017.

**CORBET Alice, AMBROSETTI David, BAYLE Gabrielle, LABZAE Mehdi,** « Agents de l'Etat et acteurs humanitaires : enjeux d'une interdépendance négociée – Etude de cas à Gambella », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°8, Février 2017.

**DANDOY Arnaud,** « Des humanitaires et de leurs femmes de ménage : l'éthique du care contre l'exceptionnalisme humanitaire », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°9, Février 2017.

**DJOHY Georges,** « Transition humanitaire et localisation de l'aide au Bénin : enjeux des perceptions et pratiques des bénéficiaires », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°23, Avril 2019.

**DRAGANI, Amalia,** « Le transfert humanitaire au prisme des relations intimes: hétérogamies extrêmes et « nouveaux cadets sociaux » au Niger », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°18, Mai 2018.

**IGODOE, Aissata,** « L'emploi des jeunes à Agadez : stratégies des acteurs locaux face aux enjeux migratoires », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°50, Décembre 2022.

**JONES SANCHEZ Alvar,** « Les comités de paix pour la résolution de conflits en Casamance : de l'illusion populaire au déni politique », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°13, Mars 2018.

**KOUADIO Kouassi Edouard,** « L'ATPC dans le Bounkani (Côte d'Ivoire) : la difficile appropriation par les acteurs locaux », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°24, Juillet 2019.

**NOUHOU KOUTCHA Mariama,** « Évaluation par les populations des dispositifs de gestion des risques climatiques : le cas de la sécheresse au Niger », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°26, Septembre 2019.

**MALTAIS Stéphanie,** « Localisation de l'aide internationale en santé : Impacts de la COVID-19 en Guinée », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°54, Juin 2023.

**RAFIDINARIVO Christiane, RALAMBOSON Hantsa et RANAIVOARIVELO Marie-Donna,** « Transition politique et transition humanitaire : analyse politique comparée de la transition financière », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°10, Février 2017.

**RUBINO Roberta,** « Les acteurs de la transformation agroalimentaire ouagalaise dans la trappe de l'économie de la survie », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°21, Avril 2019.

**SEFERIADIS Anastasia-Alithia,** « La sociologie de l'acteur-réseau appliquée à l'entrepreneuriat social féminin : le cas des entrepreneures émergentes au Ghana », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°34, Mars 2020.

**SEMIN Jeanne,** « Vers un plan de retrait des enfants des rues de Saint-Louis du Sénégal : transition humanitaire et principe éthique d'autonomie », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°14, Mars 2018.

**SMIRNOVA Tatiana,** « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger : penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°19, Mai 2018.

**TAN Danielle,** « La transition humanitaire au Laos, une cartographie des acteurs, des dynamiques et des modes de gouvernance », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°2, Janvier 2016.

**UWIZEYIMANA Émeline,** « La transition humanitaire dans un camp de réfugiés burundais », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°11, Février 2017.

**ZRAN Toily Anicet,** « Les ONG et la reconstruction du système de santé publique au nord de la Côte d'Ivoire : stratégies de repositionnement et de collaboration », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°20, Mars 2019.



2

# Santé & épidémies





## Santé &amp; épidémies

18

recherches soutenues

13

territoires



L'amélioration de la santé et du bien-être de tous est au cœur du mandat des organisations humanitaires, et en particulier des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Au quotidien et à travers le monde, elles promeuvent l'accès aux soins, à la prévention et aux traitements. En temps d'urgence, et notamment face aux épidémies, les volontaires se retrouvent en première ligne pour soutenir les systèmes de santé. Les recherches en sciences sociales sont importantes pour accompagner ces missions, afin d'identifier les barrières et inégalités d'accès aux soins, mais également pour améliorer la préparation et la réponse aux urgences sanitaires.

## DES ENJEUX SANITAIRES ET HUMANITAIRES

L'accès aux soins et à la santé a été un axe opérationnel central depuis l'émergence de l'action humanitaire moderne partagée à partir des années 1960 par l'aide au développement. En France, le sans-frontiérisme inaugure par ailleurs un nouveau modèle d'organisations médicales plus spécialisées. Ces organisations se focalisent sur l'impartialité et la neutralité des secours, la professionnalisation du soin infirmier, l'hygiène, la médecine préventive et d'urgence, la lutte contre les épidémies et la formation de volontaires que ce soit en temps de conflits, de crises sanitaires ou visant des personnes exclues des systèmes de santé<sup>1</sup>. Comme acteurs de l'aide internationale, elles jouent un rôle croissant dans la santé mondiale, l'offre de soins et le plaidoyer sur des sujets tels que la malnutrition, les maladies infectieuses et vectorielles, les blessures par mines ou les brevets et accès aux médicaments. Au niveau domestique, les ONG humanitaires et les associations d'action sociale s'impliquent dans des problématiques de lien social, d'égalité, d'inclusion et de genre.

**B**ien que le droit d'accéder à des services de santé soit reconnu pour tous, il est loin d'être réalisé. Selon l'OMS, « seulement 270 millions de personnes devraient être couvertes par les services de santé essentiels et ne pas connaître de catastrophe d'ici 2023 »<sup>2</sup>. Ce chiffre met en évidence les profondes disparités persistantes et dévoile les divisions sociales qui privent certaines personnes de leurs droits fondamentaux et de l'accès à des services de santé équitables. Des inégalités qui se superposent aux situations de crises ou post-crisis, créant ainsi de nouveaux besoins et perturbant l'accès aux soins et à la santé. Selon la FICR, plus de 780 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à un assainissement adéquat<sup>3</sup>.

Face aux défis contemporains d'accès aux soins, il est crucial d'appréhender les dimensions sociales et politiques des inégalités pour améliorer les prises en charge multi-acteurs et la protection des personnes les plus fragiles souvent négligées



par les systèmes de santé. Les contextes de vulnérabilité et de précarité des populations affectées doivent donc être pris en compte afin de pouvoir réduire les impacts sanitaires des maladies émergentes, des épidémies ou des maladies non transmissibles. Dans cette optique, la Fondation soutient des recherches de terrain permettant l'analyse et la compréhension des contextes, des perceptions et représentations des personnes aidantes comme accompagnées et des spécificités de chaque situation. Les chercheurs et chercheuses participent ainsi par leur travail à l'élaboration d'interventions sanitaires plus efficaces, de nouveaux modèles de soin et de meilleures pratiques de santé, physique ou psychologique et à la réflexion sur une approche éthique.

**Comment** les normes sociales et religieuses influent-elles sur la santé sexuelle et reproductive féminine et quelles sont les stratégies endogènes et les initiatives locales pouvant être utilisées comme leviers pour améliorer l'offre sanitaire ?

**Dans quelle mesure** les contextes socio-économiques, environnementaux, institutionnels et culturels ont-ils influé sur la réussite de la sensibilisation dans la lutte contre les épidémies ?

**De quelle manière** la pandémie de COVID-19 transforme-t-elle le travail des bénévoles ou métiers faiblement rémunérés et parfois socialement déconsidérés ?



© Lucas GAUTIER - CRF

## FOCUS NOTION

### « Les inégalités de vie »

*« Non seulement les disparités physiques entre les individus ne sont pas fondées, de manière absolue, en nature, dans une sorte d'essence biologique de l'être humain, mais elles sont aussi déterminées par les inégalités que la société institue. »<sup>4</sup>*

Médecin de formation, puis anthropologue et sociologue, **Didier FASSIN** a développé une approche des phénomènes sociaux par la morale. Au centre de son questionnement se trouve une réflexion sur « les inégalités de vie ». Son parcours humanitaire et associatif se double d'un travail en sciences sociales, récompensé par un prix honorifique de la Fondation en 2019. De l'ethnopsychiatrie à l'analyse de l'épidémie de Sida en Afrique du Sud en passant par une réflexion sur l'action sanitaire des organisations humanitaires, il explore les usages, les techniques et les rapports au corps dans différents contextes nationaux et historiques.

Didier FASSIN interroge ainsi la question morale et politique de la gestion des corps, comprise dans leur dimension sanitaire. Il montre l'importance majeure des inégalités sociales et de soin dans les inégalités de santé. Alors que la notion de « vie » devient centrale dans les politiques publiques et

les valeurs sociales, il analyse les disparités sociales, raciales, de genre qui sous-tendent les évolutions des maladies, des handicaps et des épidémies. Son travail sur l'épidémie de Sida en Afrique du Sud est un cas pratique soulignant cette réalité.<sup>5</sup>

Le concept « d'inégalités de vie » permet donc de saisir les questions sociales au cœur des questions sanitaires. Au travers d'ethnographies et de recherches de terrain localisées, les sciences sociales mettent en lumière les inégalités sociales devant la maladie et devant la mort, afin de les combattre pour ce qu'elles sont.<sup>6</sup>

**Didier FASSIN**  
Anthropologue, sociologue  
et médecin, lauréat d'un prix de  
recherche de la Fondation en 2019

# MIEUX COMPRENDRE

## 1. LES BARRIÈRES ET INÉGALITÉS D'ACCÈS AUX SOINS

**Dans un contexte où 100 millions de personnes entrent chaque année dans la catégorie de la très grande pauvreté faute de pouvoir assumer les coûts de santé, la question des barrières dans l'accès aux soins est éminemment sociale<sup>7</sup>. Au 20<sup>e</sup> siècle, la médecine a pourtant connu d'importants progrès universels. Cependant, malgré ces avancées, elle continue de se heurter à la tentation de proposer des solutions toutes faites et à la difficulté de la répartition de ses ressources sur tous les territoires, ce qui limite l'accès aux soins à l'échelle locale et entraîne de nombreux échecs dans la prise en charge médicale.**

Dans le cadre des migrations en Afrique, la géographe **Joséphine LEMOUOGUE**, s'est intéressée aux spécificités de (non) accès aux soins des personnes réfugiées centrafricaines au Cameroun en 2019. Dans les zones d'accueil, elle interroge les aménagements destinés à renforcer les capacités des services de base à satisfaire les besoins essentiels des populations, en particulier ceux des enfants âgés de 0 à 5 ans. Son travail souligne la manière dont le cadre de vie, en l'occurrence dans des abris d'urgence, influence négativement la santé des réfugiés. Leur précarité sociale limite leur satisfaction des besoins élémentaires, tels que la sécurité alimentaire, et les expose de façon permanente aux risques sanitaires.

L'année suivante, en 2020, **Daniel Valérie BASKA TOUSSIA**, enseignant-chercheur et géographe à l'Université de Maroua (Cameroun) a poursuivi cette réflexion en analysant les problèmes d'accès aux soins des réfugiés et déplacés au Camp de Minawao et ses environs au Cameroun. Il montre que les conditions de leur départ et celles de leur vie en camps engendrent des obstacles à une prise en charge sanitaire adéquate et se doublent de difficultés liées à leur accueil. Ces personnes contraintes de partir en laissant derrière elles leurs moyens de subsistance et leur logement se sont en effet trouvées dans une situation d'encampement, source d'insécurité alimentaire et sanitaire. Le chercheur relève par ailleurs que les inégalités géographiques d'accès aux soins sont également à l'origine de déplacements de populations.

Pour éclairer la question émergente pour les humanitaires de la prise en charge des maladies chroniques, l'anthropologue **Alice SERVY** s'est intéressée à la circulation de dispositifs de prise en charge en Polynésie française. Sa recherche menée en 2020, se concentre sur les « évasans », procédure d'évacuation sanitaire vers un territoire ayant les dispositifs adaptés au traitement de la maladie. Son travail, centré sur l'expérience de patients atteints de cancer, permet de comprendre les mécanismes qui contraignent ou facilitent l'accès aux soins.

“ Si c'est un cancer du poumon et que j'ai six séances de chimiothérapie à faire, je demanderai de ne pas tout faire d'un coup, de rentrer aux Marquises entre. Je ne veux pas rester ici trois mois. Je ne me laisse plus faire comme l'autre fois. Je vais faire des aller/retours et prendre des rā'au [médicaments] en même temps, car les deux, ça va ensemble. Je cherche moi aussi. »

(H. 72 ans, entretien avec la chercheuse Alice SERVY<sup>8</sup>)

En détaillant les parcours de vie, la chercheuse met en avant la diversité des personnes, des objets, des idées et des pratiques qui circulent à l'occasion des évacuations sanitaires. Elle documente les expériences sociales et personnelles qui décident du choix de se soigner ou pas. Les barrières au soin relèvent de facteurs multiples, notamment la peur de mourir en « évasan ». Cette recherche permet alors d'améliorer la qualité des services d'évacuation et des prestations de santé publique et d'enrichir le questionnement éthique en étant plus à l'écoute des sociétés.

## 2. LES ACCÈS À LA SANTÉ SEXUELLE, MATERNELLE ET INFANTILE



“ Au cœur des multiples inégalités rendant l'accès à des soins de qualité pour tous particulièrement difficile se trouvent des normes sociales discriminatoires qui se traduisent par des attitudes, des comportements, des politiques et des lois qui freinent notamment les femmes et les filles. »

**Aïssa DIARRA**  
Médecin et docteure en anthropologie



Dans l'ensemble du monde, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle a chuté de 45% et le taux de mortalité des moins de 5 ans a été réduit de plus de moitié.<sup>9</sup> Cependant, les inégalités d'accès à la santé sexuelle et reproductive se creusent, et la grande majorité des décès liés à la grossesse sont survenus dans des pays en développement<sup>10</sup>. Ces inégalités dépendent de nombreux facteurs, au cœur d'enjeux sanitaires, culturels et sociaux.

C'est le sujet de la réflexion que mène depuis de nombreuses années **Aïssa DIARRA**, médecin et socio-anthropologue au Sahel, où les indicateurs de santé sexuelle et reproductive des femmes et des adolescentes sont préoccupants, avec une faible prévalence contraceptive et des taux élevés de mortalité maternelle, mariages précoces et avortements provoqués clandestins. Au Niger, en Mauritanie et au Mali, elle a étudié les écarts entre les programmes de santé préconisés et les réalités locales. Elle fait le constat des grandes difficultés à améliorer l'accès aux soins, et la persistance de nombreuses situations de violence, notamment basées sur le genre. Ses travaux documentent également les « normes positives » développées au cœur des contextes culturels locaux. De plus, elle explore également les solutions locales et endogènes développées par les populations à partir de leurs normes et les pratiques palliatives des agents de santé. Ainsi, elle préconise une meilleure participation de ces agents de santé locaux dans la production des politiques publiques en matière de santé.

À Madagascar, **Voahirana Tantely ANDRIANANTOANDRO**, démographe spécialisée sur les structures familiales, l'organisation des activités et du développement en milieu rural malgache a examiné le recours aux soins de santé des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans dans des zones fortement soumises aux aléas climatiques, en particulier dans la région de l'Androy. Elle met en évidence le faible taux d'utilisation des services de santé maternelle et infantile, malgré la présence d'acteurs humanitaires et de centres de santé de base soutenus par des ONG internationales. Son étude vise à comprendre les réticences des populations et les obstacles qu'elles perçoivent dans l'accès aux soins, pour tenter d'y apporter des solutions concrètes. Ses résultats montrent que la religiosité ainsi que la distance au centre de santé influencent le recours aux soins. Ils montrent aussi que l'accouchement en milieu médical est motivé par le souhait d'un meilleur suivi, tandis que les accouchements avec des matrones sont principalement dus à des craintes liées aux déplacements et des contraintes financières. Son étude souligne enfin l'importance de la coopération entre les acteurs humanitaires, les centres de santé, les agents de santé communautaire et les tradipraticiens pour promouvoir une dispense efficace des soins de santé maternelle et infantile.

### 3. LA PERCEPTION ET LES REPRÉSENTATIONS DES RISQUES ÉPIDÉMIQUES

**Les recherches soutenues par la Fondation prennent en compte les spécificités des besoins et situations sanitaires des populations dans des contextes différents. Elles ont pour objectif d'analyser les dimensions socioculturelles en jeu dans les actions conçues pour l'accès aux soins, la prévention et les systèmes de santé. Dans le cadre des risques épidémiques, cette compréhension des barrières d'accès aux soins est centrale pour développer des mesures préventives plus adaptées aux contextes locaux.**

En matière de santé maternelle et de risque épidémique, le paludisme reste un problème de santé publique majeur au Mali, en particulier pour les femmes enceintes. La recherche du sociologue **Samba DIARRA** met en évidence l'importance des perceptions des populations sur le paludisme et les soins prénatals, ainsi que les obstacles liés aux prestataires de soins et aux facteurs matériels et financiers dans la ville de Bamako. Ses analyses soulignent les différences d'attitudes entre les femmes selon leur expérience maternelle (primo-maternité ou non), leur âge, les pressions familiales notamment des maris et des belles-mères, leur origine ou l'origine ethnique et le sexe des prestataires de soins. En conclusion, la recherche suggère de mettre en place des stratégies participatives de distribution de la prophylaxie du paludisme au niveau communautaire.

En prenant en compte la perception des personnes concernées et leur expérience, **Alexandra RAZAFINDRABE**, économiste à l'Université de La Réunion, a élaboré une analyse pertinente des politiques publiques dans la lutte contre la peste à Madagascar. Elle montre que la sensibilisation à l'épidémie est dépendante de la situation socio-économique, culturelle et institutionnelle. Dans son enquête, elle constate que la population est bien informée des mesures à prendre, mais qu'elle n'applique pas nécessairement ce savoir dans ses pratiques quotidiennes. Pour la chercheuse, il est essentiel d'investir dans l'éducation dès le plus jeune âge et de développer davantage la communication de groupe plutôt qu'utiliser la communication de masse.

À Mayotte, la sociologue **Aude STURMA** a étudié les liens entre vulnérabilité sociale et perception de la pollution de l'eau afin d'améliorer les capacités de réaction sociale et institutionnelle face au risque épidémique lié aux souillures fécales. Sa recherche s'intéresse à la gestion sociale de l'eau dans une commune spécifique de Mayotte. En dressant le portrait des populations vulnérables à la menace sanitaire due à l'eau polluée, elle interroge la pertinence des campagnes de sensibilisation et offre des éléments de compréhension du contexte socio-culturel. Elle analyse aussi les risques sanitaires et leur lien avec la pauvreté. À Mayotte, en 2013, plus de 50% de la population dédiait 10% de son budget au paiement de l'eau. Aude STURMA recense également les facteurs sociaux qui définissent les usages de l'eau et qui doivent être pris en compte afin de penser la prévention. Son étude montre la possibilité de réduire efficacement les risques sanitaires en adoptant des mesures d'hygiène, de surveillance épidémiologique et de sensibilisation, adaptées au contexte socioculturel.



© Julien GOLDSTEIN - Agadez - Niger - Novembre 2010

## ZOOM CHERCHEUR

## Un historien de la santé sur le terrain

Docteur et enseignant-chercheur en histoire de la santé, rattaché au Centre de recherche sur l'histoire des peuples des savanes d'Afrique du département d'histoire de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké en Côte d'Ivoire, Anicet ZRAN est un historien spécialiste des maladies infectieuses qui consacre l'essentiel de ses recherches aux problématiques sanitaires actuelles de son pays. Ainsi, ses travaux mêlent des études documentaires et de terrain, en employant des méthodes habituellement utilisées par d'autres disciplines comme la sociologie ou l'anthropologie. « Ça fait partie désormais des activités d'un historien, qu'on ne peut imaginer uniquement au milieu des livres en bibliothèque. Fernand BRAUDEL le dit très bien dans son ouvrage « *Ecrits sur l'histoire* » : l'historien doit se faire économiste, sociologue, anthropologue, géographe. Aujourd'hui, il n'y a plus de séparation. Un historien a besoin des apports méthodologiques des autres sciences sociales pour pouvoir approcher son objet. »

Anicet ZRAN fait sienne cette approche du métier d'historien qui, loin de n'être qu'une simple posture théorique, est rendue nécessaire par la complexité même de ses objets d'études, comme les épidémies et leurs conséquences multidimensionnelles. « Les épidémies ne sont pas que des épisodes de santé publique, ce sont des moments qui questionnent et qui remettent en cause la société et qui sont au cœur de la vie de la société. Ça touche à l'économie, ça touche aux croyances, ça touche aux représentations de la vie, de la mort. L'historien de la santé, de façon générale, va comprendre comment la société a vécu l'épidémie, comment elle a fait face et quelles ont été les différentes mutations opérées durant ces épidémies. Il s'agit donc d'entreprendre notamment une histoire des représentations, qui fait nécessairement appel à l'anthropologie, la sociologie et d'autres disciplines encore. »



**Anicet ZRAN**  
Docteur en histoire de la santé



## FOCUS CRISE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

L'épidémie de COVID-19 a posé de nombreux défis aux systèmes de soins pour l'endiguer la maladie en assurant une continuité et une qualité des prestations de santé médicale. Selon l'OMS, cette pandémie a provoqué au moins 15 millions de décès supplémentaires depuis 2020. Face à cette pandémie de nombreuses difficultés ont été observées, les campagnes de vaccination nationales ont donné des résultats mitigés. Par ailleurs, des groupes de population se trouvant dans des situations particulièrement fragiles, comme les personnes migrantes, réfugiées ou déplacées, les habitants en milieu rural, les détenus, les sans-abri et les personnes sans papiers ont subi les fortes inégalités d'accès aux soins et à la santé<sup>1</sup>.

Suivant les recommandations de l'OMS et du réseau GloPID-R, encourageant la recherche en sciences humaines et sociales sur les approches pertinentes, acceptables et réalisables pour soutenir la santé physique et les besoins psychosociaux des personnes engagées dans la réponse à l'épidémie, la Fondation CRF s'est mobilisée pour porter de nouveaux éclairages sur l'action bénévole en première ligne en temps de crise sanitaire. À l'écoute des composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge sollicités pour lutter contre la maladie sur tous les continents, elle a développé un programme pour financer la recherche en SHS en temps d'urgence et aider les acteurs humanitaires et sociaux à tirer des enseignements d'une crise inédite, au bénéfice des populations auxquelles ils viennent en aide et des aidants.

Parmi la dizaine de recherches conduites en temps d'urgence, une équipe du Centre Maurice Halbwachs a questionné les nouvelles formes d'engagement et le bénévolat du dispositif « Croix-Rouge chez vous ». Dans la temporalité changeante de la pandémie, elle a observé les conséquences des confinements sur les pratiques de volontariat, mais aussi les vulnérabilités provoquées par les mesures sanitaires chez les bénéficiaires et les bénévoles. Une approche complétée par **Émilie MOSNIER**, médecin et docteure en épidémiologie, santé publique et recherche clinique de l'Université de la Guyane dans le contexte des confinements français (voir zoom ci-contre) et par **Annabelle JACCARD**, psychologue clinicienne, docteure en psychopathologie et psychanalyste, aux Comores auprès des volontaires du Croissant-Rouge (voir L'action bénévole à l'épreuve des crises). En Haïti, le sociologue **Lukinson JEAN** a questionné les connaissances, attitudes et pratiques des bénévoles et des populations urbaines concernant la COVID-19. Il constate également les inquiétudes des volontaires quant aux risques qu'ils encourent. Le chercheur met en avant la nécessité de mieux informer les volontaires sur la réalité de l'épidémie, du virus et de ses modes de transmission afin de pouvoir mener une action homogène et adéquate<sup>2</sup>. Lutter contre les fausses informations, ne pas affecter les moyens de subsistance des individus, promouvoir des actions de proximité ou bien encore informer des populations clés de manière adaptée : les résultats opérationnels issus de son enquête permettent de réfléchir aux pratiques de gestion des épidémies présentes et futures.

Par ailleurs, la Fondation s'est rapprochée de l'Institut Pasteur, et plus particulièrement de l'Unité d'Anthropologie et d'Écologie des Maladies Émergentes, sous la responsabilité du docteur **Tamara GILES-VERNICK**, en vue de réaliser une recherche conjointe en Île-de-France auprès des acteurs de soin et d'accompagnement de l'action sociale (ASAS) de la Croix-Rouge française. L'objectif principal de la recherche était de déterminer les facteurs influant sur les motivations individuelles des bénévoles et salariés en Île-de-France afin d'élaborer des mesures favorisant cette motivation et la continuité de leur engagement dans un contexte de crise, d'anxiété et de frustration liées notamment aux interdictions d'intervenir sur le terrain pour les plus de 70 ans et les personnes à risque.

### ZOOM CHERCHEUR

#### L'utilité des sciences sociales pour affronter les épidémies

Docteure en épidémiologie, Émilie MOSNIER partage son temps entre son activité de médecin infectiologue, au sein de l'Unité des Maladies Infectieuses et Tropicales du Centre Hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne en Guyane, et ses recherches en santé publique, dans le laboratoire Sciences Économiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale (SESSTIM) de l'Université d'Aix Marseille. Médecin formée aux sciences dures, son parcours tourné vers l'anthropologie de la santé témoigne de l'utilité des sciences sociales dans la compréhension des épidémies. « Dans les épidémies, depuis Ebola, l'utilité des sciences sociales pour améliorer la réponse aux crises ne fait plus aucun doute. Étudier les représentations des personnes et leurs besoins est indispensable pour faire évoluer les comportements. Or, on le constate encore avec la crise du Covid : la question du comportement est le principal levier pour lutter contre l'épidémie. Après l'enjeu du respect des gestes barrières viendra le défi de la vaccination et de la lutte contre les réticences ou les *fake news*. L'épidémiologie est une science qui manipule des données, des chiffres. Mais pour vraiment comprendre les enjeux et dénouer la complexité des réactions des populations, les sciences sociales sont indispensables. Elles sont déjà parties prenantes du Conseil scientifique mis sur pied en France pour guider les décisions de santé publique. L'étape suivante pourrait être de donner plus de place aux ressentis des personnes, mieux écouter les malades, développer l'éducation thérapeutique, pour que les gens s'approprient leur santé et la stratégie qui est mise en œuvre. Les sciences sociales ont un rôle majeur à jouer pour atteindre cet objectif. »



**Émilie MOSNIER**  
Docteure en épidémiologie  
et Infectiologie

# MIEUX AGIR

## 1. DÉPASSER LES BARRIÈRES D'ACCÈS AUX SOINS

**De multiples déterminants économiques, politiques et sociaux participent à priver des personnes d'un accès effectif aux soins qui garantit leur droit à la santé. En développant des approches localisées et sensibles aux inégalités et barrières existantes, les recherches montrent l'importance d'inclure les personnes concernées et de favoriser leur autonomie.**



© John ENGEDAL NISSEN - IFRC

Les travaux de la sociologue **Christelle HOUNSOU** soutenue en 2022, mettent en lumière les besoins sanitaires et l'accès limité à la santé buccodentaire. Peu étudié, ce sujet particulier révèle pourtant des enjeux socio-économiques, des inégalités géographiques et de fortes représentations sociales. La chercheuse développe une analyse du renoncement aux soins dentaires dans la spécificité des espaces qualifiés de « désert médical dentaire ». Elle met en avant les besoins de financement et de lutte contre les discriminations, notamment envers les personnes en exil et les personnes précarisées. Ses analyses soulignent l'apport de dispositifs locaux de promotion, de prévention et d'accès aux soins bucco-dentaires qui s'inscrivent dans la restauration des droits sociaux.

Cette compréhension des barrières d'accès aux soins permet de concevoir de nouveaux modèles d'intervention sanitaire et sociale, notamment dans une démarche participative comme le souligne la recherche de **Thibault BESOZZI**, docteur en sociologie. Le chercheur analyse la socio-esthétique et ses bienfaits dans le cadre de la prise en charge de la santé des personnes sans-abris. Son enquête sur la réparation psycho-corporelle par les soins esthétiques met en évidence l'importance d'un accompagnement personnalisé auprès des publics en situation de précarité et de vulnérabilité et montre qu'au-delà de l'aide d'urgence, la restauration d'une bonne image de soi est nécessaire pour soigner.

Elle souligne que pour les sans-abris, la « *survie quotidienne dans des conditions d'inconfort et d'incertitude leur fait relayer au second plan les préoccupations sanitaires et les expose inévitablement à une dégradation corporelle visible et à une fragilisation du rapport à soi* »<sup>13</sup>. Or, en considérant leurs besoins et leurs envies, ainsi qu'en établissant des relations de reconnaissance via le soin et l'écoute, la socio-esthétique a une fonction d'éducation thérapeutique et de pré-diagnostic médical. Cette recherche permet donc de penser l'accès aux soins, physique et psychique, dans des contextes de grande précarité.

Ces réflexions rejoignent également les travaux de **Chiara BROCCO**, docteure en anthropologie, qui interroge les difficultés rencontrées dans le parcours d'accueil des personnes et familles migrantes. Face au constat que certaines personnes en exil sortent de l'accueil institutionnel et empruntent des parcours autonomes, souvent informels et précaires, la chercheuse interroge les raisons de ces trajectoires. Elle montre que les parcours institutionnels sont rigides, longs et incertains, incitant ainsi les exilés à s'éloigner du système d'accueil, quitte à se maintenir dans des conditions de survie.

En identifiant les limites de l'accueil et les difficultés qu'il génère pour les personnes accueillies, la chercheuse prône « *des modes d'action concrets pour améliorer les pratiques de l'accueil des migrants, et favoriser leur acceptation active, rendre moins problématique leur accompagnement* »<sup>14</sup>. Elle souligne les besoins d'une prise en charge attentive de chaque personne, passant par des procédés participatifs. Plus concrètement, elle préconise l'organisation d'ateliers, de rencontres, de focus group animés par les travailleurs sociaux, les bénévoles, les migrants et les chercheurs, où chacun livrerait son retour d'expérience. Des processus qui permettent de rendre l'accompagnement social plus inclusif et moins vertical.





© Afghan Red Crescent



## 2. LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

**En articulant les différentes ressources à disposition des bénéficiaires et en prenant en compte leurs perceptions sur la santé, les recherches en sciences sociales montrent la nécessité d'une meilleure inclusion et participation pour penser des modèles de santé garantissant leurs droits. La participation communautaire demande l'implication active des membres de la communauté dans la prise de décision, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des initiatives, des programmes et des politiques qui les concernent et les affectent.**

Dans sa recherche sur les problèmes d'accès aux soins des réfugiés et déplacés du Camp de Minawao et ses environs au Cameroun, le géographe **Daniel Valérie BASKA TOUSSIA** rend compte des « stratégies de résilience sanitaire ». La deuxième partie de son travail documente un ensemble de stratégies à l'échelle communautaire permettant la prise en charge des malades et montre les capacités des réfugiés et déplacés à pallier les lacunes sanitaires et sociales.

Le chercheur constate en effet que « l'insuffisance des infrastructures et des équipements de prise en charge sanitaire des réfugiés a poussé ces derniers à se constituer en communauté afin de faire face à certaines maladies »<sup>15</sup>. Ces stratégies soulignent les carences en matière d'accès au soin et à la santé. Cette étude préconise ainsi le renforcement et l'équipement de ces stratégies communautaires, tout en plaidant pour une mobilisation plus importante pour l'accès aux soins.

Dans sa recherche sur la prévention du paludisme chez les femmes enceintes dans la commune rurale de Safo au Mali, **Samba DIARRA** préconise aussi l'usage de stratégies participatives. Il démontre que les causes profondes du manque de suivi de soins en matière de santé maternelle et infantile sont à trouver dans la situation subordonnée des femmes au sein de la famille et de la société et dans le manque d'engagement communautaire en faveur des soins maternels. Ainsi, dans un contexte où les décisions de santé ne sont pas des choix individuels, le chercheur souligne les besoins de collaboration et de prévention à différentes échelles, et pour améliorer l'accessibilité et l'acceptabilité des soins préventifs, la nécessité d'impliquer les agents de santé ou les relais communautaires.

**Roseline GBOCHO N'DA**, anthropologue à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire) a documenté quant à elle les facilitations d'accès aux soins. Son travail en Côte d'Ivoire sur « l'acceptabilité sociale du bénévolat dans l'accompagnement de la fin de vie des enfants atteints du cancer » met en exergue l'importance des relations entre bénévoles, soignants et proches des enfants souffrants. Les bénévoles religieux, en particulier, jouent un rôle clé dans l'accompagnement des enfants atteints de cancer en fin de vie.



© Virginie TROIT

## 3. PRÉPARER ET PRÉVENIR

**La prévention des risques sanitaires est une composante essentielle de la santé publique. Elle vise à réduire la propagation des maladies et les menaces pour la santé des individus et des communautés en anticipant et en mettant en œuvre des mesures proactives. À ce sujet, certaines recherches interrogent à la fois les freins et les leviers au cœur de ces logiques préventives.**

Dans ses travaux sur la lutte contre la peste à Madagascar, l'économiste **Alexandra RAZAFINDRABE** recommande ainsi une prise en charge plus large et une collaboration constante entre les acteurs de la prévention sanitaire, de la santé et de l'éducation. De plus, tenant compte des coutumes, elle souligne la possibilité de développer une culture préventive en passant notamment par les



guérisseurs ou *l'hiragasy*, un art populaire traditionnel qui mêle chants et théâtre. Une approche compréhensive qui tient compte des actions individuelles et des interventions collectives et qui milite pour une coordination renforcée entre les différents acteurs.

La recherche sur la lutte contre la malnutrition en Côte d'Ivoire d'**Edouard Kouadio KOUASSI**, agroéconomiste et spécialiste du développement rural, présente quant à elle le bilan des programmes relatifs à la malnutrition et à l'amélioration de l'assainissement. Il y observe comment la population étudiée conçoit le lien entre les excréments animaux et la malnutrition ainsi que l'impact de cette perception sur la santé. Il suggère aussi la mise en œuvre de stratégies adaptées au contexte local, afin de favoriser une appropriation totale des projets en vue d'un changement durable de comportement des populations. Il préconise ainsi un accompagnement adapté à l'environnement socio-écologique et aux projets locaux sur le long terme, une approche qui rejoint les constats de la dynamique *One Health*.

**Céleste FOURNIER**, docteure en administration, questionne également les manières d'accompagner et de prévenir en analysant la formation aux premiers secours, une formation que dispensent chaque année les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à plus de 16 millions de personnes. Son étude documente les transferts de connaissance afin de mieux connecter apprentissages et interventions. La chercheuse constate en effet que :



**Céleste FOURNIER**  
Docteure en administration

*Lors d'une formation aux premiers secours, on transmet des connaissances que les gens écoutent, apprennent et, on l'espère, retiendront. La pédagogie fait également la part belle à la pratique et aux mises en situation. Mais, à l'issue de la formation, beaucoup de stagiaires doutent de leur capacité à faire face à une situation nécessitant des gestes de premiers secours, un malaise ou un arrêt cardiaque, par exemple. »<sup>16</sup>*

Son analyse permet de renforcer les pratiques de formation actuelles, voire de mieux penser les programmes de formation, en ajoutant aux apprentissages visés, largement identifiés, les conditions favorisant le passage à l'acte. Sa recherche a notamment abouti à la création d'un outil permettant de mesurer à grande échelle l'efficacité des formations aux premiers secours.

## ET DEMAIN ?



### Entretien avec...

**Khoudia SOW**  
Docteure en médecine  
et en anthropologie

**Khoudia SOW** est médecin en santé publique et docteure en socio-anthropologie. Chercheuse affiliée au Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique (CRCF) du Centre hospitalier national de Fann à Dakar (Sénégal), elle a soutenu le renforcement d'une recherche innovante dans les programmes de santé liés à la lutte contre les épidémies émergentes (VIH, puis Ebola) ou des domaines spécifiques nécessitant des transformations majeures (lutte contre les addictions) et dans les pratiques de recherche médicale (éthique de la recherche au Sud). Elle utilise sa double expertise en médecine et anthropologie pour développer les approches participatives respectueuses des dimensions socioculturelles. Elle a été lauréate en 2019 d'un prix de recherche de la Fondation.

### Quelles sont, selon vous, les mérites et acquis de l'approche des épidémies grâce aux sciences sociales ?

**S**elon moi, les sciences sociales ont attiré l'attention sur l'inefficacité des approches coercitives dans la santé publique et la nécessité des démarches compréhensives, empathiques qui permettent d'humaniser les approches.

Elles ont également permis de comprendre à quel point face aux épidémies, on assiste à des invariants dans les comportements humains guidés par des peurs à l'origine des stratégies de stigmatisation, d'exclusion et de rejet de toute personne susceptible de transmettre les virus ou d'être atteint.

Les recherches ont aussi mis l'accent à la fois sur la vulnérabilité des soignants lors des épidémies qui se retrouvent immédiatement suspectés d'être eux-mêmes d'être « à risque » donc dangereux alors que ceux qui sont en première ligne sont souvent peu protégés et très vulnérables sur le plan social et économique.

Les sciences sociales ont également montré l'importance de l'engagement des communautés, des initiatives humanitaires qui sont multiformes dont les actions doivent être mieux valorisées et plus soutenues.

Les sciences sociales ont permis de comprendre la complexité de l'adhésion ou de la défiance dans les mesures de santé publique lors des épidémies dans un contexte où les réseaux sociaux sont devenus des espaces de premier plan de construction des connaissances, des savoirs accessibles à tous qu'ils soient scientifiques ou non.

### **Selon vous, comment les épidémies vont évoluer et sur quoi vont travailler les chercheurs en sciences sociales ces prochaines années ?**

Je crois que c'est la visibilité des épidémies qui va s'accroître et la perception des risques qui y sont associés, notamment dans les pays du Nord, qui en avaient un peu perdu l'habitude. En Afrique, avec l'amélioration des dispositifs de détection, plus d'épidémies vont être diagnostiquées et de manière plus précoce.

De nombreuses thématiques doivent être explorées par les chercheurs en sciences sociales :

- La préparation aux épidémies ; comprendre et analyser les mécanismes de préparation en lien avec les ripostes des épidémies passées permet à la fois d'interroger l'histoire des épidémies pour éviter des amnésies et raviver des mémoires sociales et institutionnelles qui remettent les expertises et expériences au premier plan.
- Les analyses sur les dispositifs au sein des systèmes de santé en charge de la riposte aux épidémies en ethnographiant les institutions sanitaires liées aux épidémies au niveau des ministères de la Santé des pays, des organisations nationales et internationales.
- Les mécanismes nationaux et internationaux en charge de la gouvernance des épidémies.
- Les dynamiques communautaires doivent être investiguées.

### **Comment envisagez-vous l'évolution de l'accès à la santé à l'échelle mondiale au cours des 10 à 20 prochaines années, en tenant compte des tendances émergentes et des nouveaux phénomènes associés à ce domaine ? Quelles sont les directions futures de la recherche en sciences sociales dans ce domaine ?**

Je crois que l'accès à la santé de la plupart des pays africains va s'améliorer car des efforts importants ont été soutenus dans l'amélioration des services de santé. Mais dans les pays en proie à diverses formes d'instabilités liées à des conflits (de plus en plus nombreux), l'accès au service risque d'être compromis. Le renforcement des mécanismes d'aide à l'accès aux soins pour ces zones doit être envisagés.

Il me semble que les stratégies et mécanisme de mise en place des politiques de couverture sanitaire universelle doivent être mieux questionnées et investiguées par les sciences sociales. Peu d'études en sciences sociales sont menées autour des stratégies de mutualisation, des initiatives de gratuité et d'adhésion des populations et de fonctionnalité de ces mécanismes de CMU pour lesquels des montants colossaux sont investis sans que des résultats probants ne soient atteints.



© Naomie NOLTE



## RÉFÉRENCES

- <sup>1</sup>TROIT, Virginie, « Entre local et global, les organisations humanitaires face aux crises sanitaires mondiales », L'Économie politique, 2020/3 (N° 87), p. 80-90.
- <sup>2</sup>Tracking Universal Health Coverage: 2021 Global Monitoring Report, World Health Organization & World Bank.
- <sup>3</sup>FICR, Consulté sur <https://www.ifrc.org/fr/notre-travail/sante-et-soins>.
- <sup>4</sup>FASSIN, Didier, et al. Les inégalités sociales de santé. La Découverte, 2000, p.13.
- <sup>5</sup>FASSIN, Didier, Quand les corps se souviennent. Expériences et politiques du sida en Afrique du Sud. La Découverte, « Recherches », 2006.
- <sup>6</sup>FASSIN, Didier, Faire de la santé publique. Presses de l'EHESP, « Hors collection », 2008.
- <sup>7</sup>OMS, Santé et droits de l'homme, Consulté sur <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/human-rights-and-health>.
- <sup>8</sup>SERVY, Alice, « Les évacuations sanitaires en Polynésie française : comprendre les mécanismes qui contraignent ou facilitent l'accès aux soins, à partir de l'expérience de patients atteints de cancer », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 37, Juin 2022, p.19.
- <sup>9</sup>Sous la direction de Nazneen DAMJI, « Promouvoir l'égalité des sexes en matière de santé sexuelle, reproductive, maternelle, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent » ONU Femmes 2019, basé sur Nations unies, Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement. New York : Nations unies (2015).
- <sup>10</sup>Organisation mondiale de la Santé (2018). « Mortalité maternelle », Consulté sur <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/maternal-mortality>.
- <sup>11</sup>Amnesty International rapport 2021/22. La situation des droits humains dans le monde, Londres, Amnesty International, p.17.
- <sup>12</sup>Fondation Croix-Rouge française, présentation JEAN, Lukinson, consultée sur « Connaissances, attitudes et pratiques des bénévoles et des populations urbaines face à la pandémie du nouveau Coronavirus. Le cas de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince » – Fondation Croix-Rouge ([www.fondation-croix-rouge.fr](http://www.fondation-croix-rouge.fr)).
- <sup>13</sup>BESOZZI, Thibault, « Sans-abris : la socio-esthétique au secours de l'estime de soi », Fondation Croix-Rouge française, Pratiques & Humanités, n° 25, Mars 2023, p.1.
- <sup>14</sup>Fondation Croix-Rouge française, présentation de Chiara BROCCO, consultée sur « Des lieux de vie informels au logement autonome. Difficulté des personnes et des familles migrantes dans le parcours de l'accueil : analyses et propositions de solutions » – Fondation Croix-Rouge ([www.fondation-croix-rouge.fr](http://www.fondation-croix-rouge.fr)).
- <sup>15</sup>BASKA TOUSSIA, Daniel Valérie, « Minawao : un espace de prise en charge et de résilience sanitaire des réfugiés nigériens dans le Mayo-Tsanaga (Extrême-Nord, Cameroun) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, 2023.
- <sup>16</sup>Fondation Croix-Rouge française, interview de Céleste FOURNIER, disponible sur « Pour porter secours, il faut se sentir légitime, en capacité d'agir et en confiance » – Fondation Croix-Rouge ([www.fondation-croix-rouge.fr](http://www.fondation-croix-rouge.fr)).

■ Références issues de la Fondation Croix-Rouge française

## LISTE DES PAPIERS DE LA FONDATION

- ANDRIANANTOANDRO Voahirana Tantely**, « Recours aux soins des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans dans les zones fortement soumises aux aléas climatiques », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°22, Avril 2019.
- BASKA TOUSSIA Daniel Valérie**, « Minawao : un espace de prise en charge et de résilience sanitaire des réfugiés nigériens dans le Mayo-Tsanaga (Extrême-Nord, Cameroun) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°55, Juin 2023.
- DIARRA Aïssa**, « Des solutions endogènes pour soutenir les interventions visant à améliorer la santé sexuelle et reproductive féminine au Sahel », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°52, Avril 2023.
- DIARRA Samba**, « Vers des stratégies participatives de prévention du paludisme chez les femmes enceintes dans la commune rurale de Safo au Mali », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°38, Septembre 2022.
- GARDES Cyrine**, « Travailler à l'extérieur en contexte de pandémie : paroles d'« essentiel-le-s » », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°48, Décembre 2022.
- JEAN Lukinson**, « Appropriation et usages d'une entité technologique en contexte humanitaire : le cas de l'application mobile "Premiers secours" », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°51, Décembre 2022.
- KOUADIO Kouassi Edouard**, « L'ATPC dans le Bounkani (Côte d'Ivoire) : la difficile appropriation par les acteurs locaux », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°24, Juillet 2019.
- LEMOUOGUE Joséphine**, « Panorama de quelques déterminants géographiques de la santé et de l'accès aux soins dans les sites de Ngam et Gado-Badzéré », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°33, Mars 2020.
- MOSNIER Émilie et NEVISSAS Olivia**, « Expériences, perceptions et ressources face à l'épidémie de COVID-19 chez les bénévoles de la Croix-Rouge française », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°49, Décembre 2022.
- RAZAFINDRABE Alexandra**, « L'influence des contextes socio-économique, environnemental, institutionnel et culturel dans la lutte contre la peste à Madagascar », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°31, Février 2020.
- RAZAKAMANANA Marilys Victoire**, « Analyse socio-économique du recours aux soins communautaires à Madagascar », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°28, Février 2020.
- SERVY Alice**, « Les évacuations sanitaires en Polynésie française : comprendre les mécanismes qui contraignent ou facilitent l'accès aux soins, à partir de l'expérience de patients atteints de cancer », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°37, Juin 2022.
- STURMA Aude**, « Vivre avec le risque à Mayotte : une étude de la vulnérabilité sociale au risque de pollution de l'eau dans un quartier précaire de l'île », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°40, Septembre 2022.

3

# Risques & catastrophes





## Risques &amp; catastrophes

13

recherches soutenues

9

territoires



Inscrites au cœur du mandat des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la prévention et la réponse aux catastrophes sont un enjeu humanitaire contemporain majeur du fait notamment des changements climatiques. Mais les catastrophes sont avant tout des phénomènes sociaux et politiques, qu'il importe de mieux comprendre afin de repenser les modalités d'action, et la réponse apportée aux populations touchées.

## UN ENJEU HUMANITAIRE

**Les catastrophes peuvent avoir des effets dévastateurs sur les personnes et les communautés. La fréquence, la complexité et la gravité des effets vont probablement augmenter dans l'avenir du fait de facteurs tels que les changements climatiques, les déplacements, les conflits, l'urbanisation rapide et non planifiée, les aléas technologiques et les urgences de santé publique. À cela s'ajoutent la complexité croissante des contextes, les pays frappés par une catastrophe associée à des aléas naturels pouvant être touchés simultanément par un conflit ou par un déplacement de grande ampleur<sup>1</sup>.**

Selon la *World Disasters Report 2022*<sup>2</sup>, l'augmentation des catastrophes est en grande partie due aux événements climatiques et météorologiques extrêmes. Ce rapport met également en lumière l'impact de la pandémie de COVID-19 sur de nombreux pays déjà soumis aux cyclones, aux inondations, aux sécheresses ou aux vagues de chaleur. Des phénomènes qui ne sont pas isolés et qui, cumulés à l'échelle locale, augmentent les vulnérabilités des populations. Les catastrophes naturelles et les conflits peuvent ainsi se renforcer mutuellement, notamment parce que les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence sont souvent confrontés à des risques accrus de catastrophes en raison d'un affaiblissement des capacités gouvernementales ; par ailleurs, les risques de catastrophe peuvent exacerber des tensions déjà présentes, intensifiant le risque de violence<sup>3</sup>.

Au-delà des sciences dites dures, qui éclairent notre compréhension des phénomènes climatiques ou météorologiques, les sciences humaines et sociales sont ainsi indispensables pour améliorer la compréhension de la gestion des catastrophes mais aussi des capacités de résilience des populations. En effet, « l'évènement climatique ou géologique ne devient une catastrophe que quand des humains se trouvent sur son chemin et en sont affectés »<sup>4</sup>. Ainsi, parce que la catastrophe est avant tout le produit de vulnérabilités sociales, elle ne saurait être contrée qu'avec de seules réponses techniques.

Pour améliorer la compréhension et la réponse aux catastrophes, les sociologues analysent ainsi leurs conséquences sur la cohésion sociale ou encore la santé

mentale. Les anthropologues, eux, nous éclairent sur les systèmes de croyances et les pratiques culturelles qui influencent la perception des risques et la réponse aux catastrophes. La Fondation soutient donc depuis des années des chercheurs en sciences humaines et sociales pour apporter de nouveaux éclairages, ouvrir des pistes d'actions concrètes, mais aussi engager des réflexions sur les politiques publiques et l'importance de la compréhension du contexte local.

**Comment** favoriser concrètement la résilience des populations de l'île de La Réunion aux cyclones, quelles actions mettre en place et sous quelles formes ?

**Quels** soutiens humanitaires permettent aux populations de sortir du piège de pauvreté au Niger après une inondation ?

**Quels** sont les effets des îlots de chaleur urbains sur la santé des populations en Côte d'Ivoire ?

**Quelles** sont les perceptions des risques de crue par les réfugiés syriens et par la population hôte au Liban ?

**Que** nous racontent les populations oubliées, invisibles, pauvres, laissées pour compte des catastrophes et des risques ?

## MIEUX COMPRENDRE

### 1. LES DIMENSIONS SOCIO-POLITIQUES DES CATASTROPHES

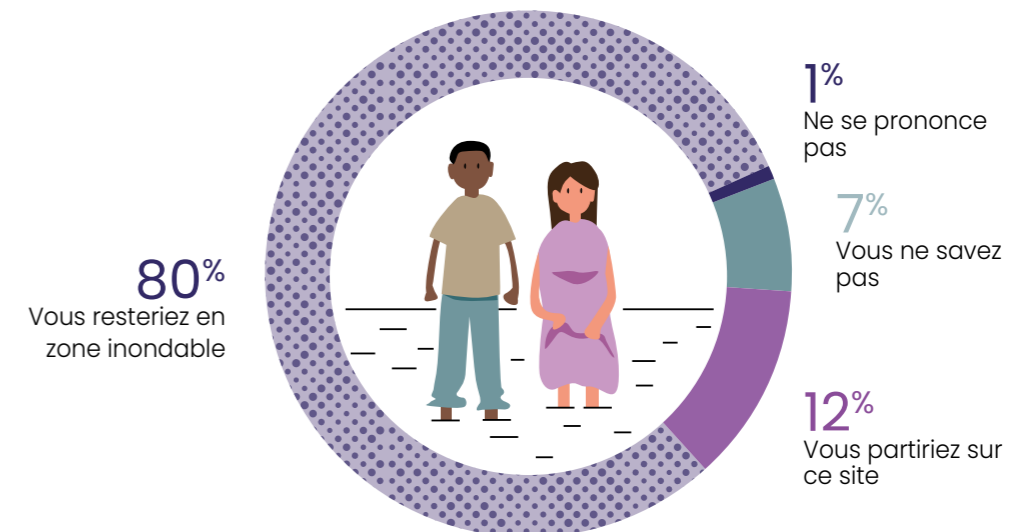
**Les impacts des changements climatiques sur l'humanité sont une réalité déjà perceptible et une menace planétaire. Depuis plusieurs décennies, on observe une augmentation du nombre de catastrophes, avec un plus grand nombre de cyclones, de vagues de chaleur ou de précipitations abondantes. Mais ces phénomènes naturels sont aussi et avant tout des phénomènes sociaux.**

Afin de renforcer la résilience des populations, il est indispensable de mieux comprendre les caractéristiques socioculturelles des territoires concernés. C'est dans ce contexte que s'inscrit la recherche menée par le géographe **Adam ABDOU ALOU** en 2021 au Niger, où les inondations se situent en deuxième

position des catastrophes naturelles les plus importantes, après les sécheresses. À Niamey, elles affectent surtout le cinquième arrondissement communal situé sur la rive droite du fleuve Niger. À partir de nombreux entretiens et d'enquêtes de terrain, le chercheur démontre que les inondations, combinées aux autres facteurs de vulnérabilités de la population, les poussent ou les maintiennent dans des « pièges de pauvreté ».

Son étude s'intéresse également aux actions d'accompagnement menées depuis 2012 par les pouvoirs publics et les acteurs humanitaires. Elle met en évidence que les réponses qui ne s'appuient pas sur les connaissances locales et les besoins réels de la population ne permettent pas à cette dernière de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de développer ses capacités de résilience. La recherche va plus loin et pointe en parallèle les risques sociaux engendrés par l'aide humanitaire qui peut créer de nouvelles vulnérabilités socio-économiques des populations, comme c'est le cas des programmes de relocalisation en zone plus sûre.

À la question posée :  
**Si aujourd'hui l'État, avec l'appui des ONG, vous propose une relocalisation sur un site sûr et bien aménagé ?**



Résultats issus des données recueillies par le chercheur Adam ABDOU ALOU





**Adam ABDOU ALOU**  
Docteur en géographie

*Au moment où les autorités nous ont conduits sur le site de Séno, il n'y avait pas d'eau, d'électricité et d'établissements scolaires pour nos enfants. On nous vendait respectivement le bidon de 25 litres et le tonneau d'eau à 125 et 1000 FCFA (soit 0,19 et 1,53€). Or, le même bidon d'eau de 25 litres se vend à 25 FCFA (soit 0,038€) et le tonneau d'eau à 200 FCFA (soit 0,31€) au niveau des autres quartiers de la ville. Cette situation a obligé la plupart d'entre nous à revenir en zone inondable malgré le fait que chaque famille ait eu une parcelle de 200 m<sup>2</sup> sur ce site. »<sup>5</sup>*

Témoignage issu des entretiens menés par le chercheur Adam ABDOU ALOU

Dans une autre partie du monde, **Annabelle MOATTY** a étudié en 2020 la reconstruction sur l'île de Saint-Martin, à la suite du passage du cyclone Irma en 2017. Son travail interroge notamment les injonctions issues du courant « *build back better* » qui s'est imposé ces dernières décennies. Celui-ci considère que ces périodes de reconstruction à la suite de catastrophes peuvent être des « fenêtres d'opportunité » pour renforcer l'adaptation et la résilience des sociétés. Ainsi, son travail questionne cette dimension « éthique et préventive » de la reconstruction en proposant une analyse des vulnérabilités de l'île couplée à l'étude des mécanismes de solidarité spontanée, notamment chez les adolescents.



**Annabelle MOATTY**  
Docteure en géographie et en aménagement du territoire

*Dans une période post-catastrophe, la recherche permet d'analyser les blocages et les leviers d'action qui sont aux origines de l'ouverture et de la fermeture de la « fenêtre d'opportunité » de la reconstruction. L'idée est de comprendre dans quelle mesure les mécanismes de solidarité permettent d'améliorer la résilience, c'est-à-dire la capacité à faire face à la catastrophe, à rebondir et à se réorganiser. »<sup>6</sup>*

Témoignage issu des entretiens menés par la chercheuse Annabelle MOATTY

Les résultats de cette recherche révèlent une accumulation des vulnérabilités structurelles, organisationnelles et socio-économiques qui ont amplifié les impacts de l'aléa climatique. Ils montrent aussi les limites d'une reconstruction prometteuse, et la réactivation de conflits latents cristallisés autour des inégalités territoriales et du développement économique. L'île connaît aujourd'hui de fortes tensions sociales. En parallèle, Annabelle MOATTY met en lumière les réactions spontanées de solidarité qui ont impliqué de nombreux adolescents. Son travail plaide pour l'élaboration d'outils pédagogiques et la coopération avec des structures associatives existantes afin d'encadrer et de valoriser la solidarité des jeunes et le lien social dans le processus de gestion des risques et des catastrophes.

La géographe **Maimouna YMBA** explore la dimension sociopolitique des catastrophes dans l'étude des effets des îlots de chaleur urbains (ICU) sur la santé des populations qu'elle a menée en 2022 en Côte d'Ivoire. Son enquête épidémiologique sur un échantillon de 1066 personnes vivant à Abidjan permet d'identifier les quartiers les plus à risque et les conséquences sociosanitaires des ICU pour les populations qui y vivent. Les résultats de cette recherche révèlent le lien entre la forte densité du bâti, le risque d'ICU et la santé des habitants : fortes migraines, extrême fatigue, toux sèches, vertiges, pertes de connaissances et douleurs à la poitrine. Maimouna YMBA met en avant des pistes pour la résilience urbaine telles que la revégétalisation, le développement de système d'alerte précoce ou l'application de normes et de standards de construction. Elle précise enfin que la gestion des ordures ménagères et le renforcement de l'assainissement des eaux usées doivent être une priorité dans les débats opérationnels.

Cette dimension environnementale et systémique des catastrophes a par ailleurs été explorée en 2019 par le géographe **Djiby SAMBOU** dans une étude sur la résilience socioécologique des communautés vulnérables du delta du fleuve Sénégal. Le chercheur y met à jour la faiblesse des capacités de prédiction, d'alerte, de réponse et de relèvement tant au niveau des communautés sinistrées que des autorités. Par ailleurs, en remettant en question le concept de résilience socioécologique, il plaide pour une approche systémique afin de réduire l'exposition aux risques et soutenir dans le même temps l'adaptation au climat et la gestion de l'environnement sur le moyen et long terme.

### Au-delà de la théorie : la « résilience » au cœur de l'action humanitaire

Depuis environ une décennie, la notion de résilience suscite un enthousiasme croissant au sein du secteur humanitaire. La résilience est définie comme la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base<sup>7</sup>. De la même manière, la Croix-Rouge française, dans son rapport sur la résilience, définit la notion comme « la capacité d'une personne, d'une organisation, d'une société à prévenir et faire face à des difficultés, des chocs, et à évoluer suite à ceux-ci »<sup>8</sup>. La résilience est donc à la fois une fonction de la vulnérabilité d'un système et de sa capacité d'adaptation.

La notion possède par ailleurs une ambition forte, celle de relier les temporalités de l'urgence et du développement par cette idée de rebond et de transformation. Une porosité qui lui permet facilement de s'intégrer aux politiques et axes stratégiques de multiples acteurs, mais qui pose une limite quant à son évaluation. La résilience de quoi ? La résilience pour qui ?

Des recherches empiriques méritent dès lors d'être menées en complément, pour comprendre la complexité du gouvernement des catastrophes et les facteurs économiques, sociaux, politiques et culturels, qui contribuent autant à la vulnérabilité qu'à la résilience des populations.



© MOATTY - 2017

## 2. PERCEPTIONS, CONCEPTIONS ET MÉMOIRES DES CATASTROPHES

**Pour être efficaces et atténuer les conséquences des catastrophes, les efforts des acteurs publics et de la société civile doivent être fondés sur une solide analyse des risques, mais aussi des perceptions, des conceptions et de la capacité des populations à pouvoir (re)trouver un équilibre.**

Dans cette perspective, le géographe **Modou NDIAYE** a exploré en 2023 la perception du risque sanitaire et l'adaptation au changement climatique des populations de la Langue de Barbarie et des déplacés climatiques dans la région de Saint-Louis au Sénégal. Les résultats de sa recherche mettent en avant les effets négatifs du climat sur la santé des populations. Aujourd'hui plusieurs maladies dont la fréquence diminuait sont récurrentes et persistantes : le paludisme, l'asthme, les maladies diarrhéiques, la malnutrition aigüe due à la rareté des pluies, les rhumatismes, etc. La recherche révèle dans une autre mesure que les populations locales possèdent une solide compréhension de la dynamique du fleuve ainsi que du rôle des zones humides, des lacs et des lagunes dans la préservation de la faune et comme attractions touristiques. Toutefois, la Langue de Barbarie est considérée uniquement comme une entité fonctionnelle à caractère économique et les dynamiques systémiques de l'interface terre-mer sont peu valorisées par les populations locales.

Le chercheur rappelle que pour survivre aux aléas climatiques, les populations ont aussi développé des stratégies d'adaptation multiples comme la reconversion socioprofessionnelle ou encore la migration interne, qui reste une option fréquente. Une nouvelle situation humanitaire préoccupante aussi bien pour ces déplacés climatiques que pour les familles restées sur place.



**Modou NDIAYE**  
Docteur en géographie

*Vous voyez, dans le village il n'y a pas de structure sanitaire et ce n'est que très récemment que nous avons été rattachés à l'hydraulique et l'électricité grâce à nos propres cotisations (...). Cet espace où nous discutons est notre lieu de culte, vous voyez comment il est, c'est une baraque de fortune.»<sup>9</sup>*

Témoignage issu des entretiens menés par le chercheur Modou NDIAYE



Dans le même esprit, le géologue **Yves MAZABRAUD** a étudié en 2021 les conceptions du risque face aux crises et la mémoire des catastrophes dans les Petites Antilles. En effet, ces territoires sont confrontés à des aléas très divers, comme les tremblements de terre, les éruptions volcaniques et les glissements de terrain, les sécheresses, les inondations, la montée du niveau marin, les tempêtes et les cyclones. Le modèle développé dans le cadre de sa recherche vise à identifier les meilleurs leviers d'apprentissage des individus. Les résultats montrent que les actions de prévention devraient tenir compte des différences de conception selon l'âge et le sexe. Par ailleurs, le chercheur constate que la transmission intergénérationnelle de la mémoire des crises et des événements passés est peu développée, ce qui rend difficile la sensibilisation des plus jeunes. De plus, l'auteur rappelle que la possibilité de risques en cascade dans les Petites Antilles est occultée par les populations.

La perception (qui relève des sens) comme la conception (dimension plus abstraite du rapport au monde) du risque sont influencées par des mécanismes de fabrication de la mémoire. À ce titre, **Francisca ESPINOZA**, psychologue et sociologue définit la mémoire des catastrophes comme un ensemble de représentations du passé reliées à un événement catastrophique. Constituée par des souvenirs et des oublis, vécus ou transmis, elle peut être appréhendée de manière individuelle et collective dans un processus de reconstruction permanent. Cette mémoire est porteuse d'enseignements sur les effets et les manières de prévenir ou réduire les impacts liés aux catastrophes contemporaines. Son potentiel d'action dépend des modalités qu'elle adopte : passive, active ou traumatique.

“ Par opposition aux modèles imposés de l'extérieur, la mémoire des catastrophes présente l'intérêt de contextualiser la résilience, en s'appuyant sur la connaissance de l'histoire des événements qui ont frappé les territoires concernés. Ce faisant, elle réconcilie les experts et les habitants, dans une reconnaissance mutuelle, qui dessine les bases d'une résilience co-construite, située et adaptée. »<sup>10</sup>

Parole de chercheuse Francisca ESPINOZA

Les résultats de sa recherche sur l'impact des cyclones à La Réunion en 2019 ont permis de mieux comprendre la mémoire des catastrophes dans sa complexité : sa courte durée, les modalités qu'elle peut adopter et surtout la nécessité de son entretien dans une démarche de prévention et de résilience proactive.

## ZOOM CHERCHEUR

### Pour une mémoire active qui influence le présent

La dimension psychologique semble parfois ignorée dans la gestion des conséquences d'une catastrophe. Le risque étant que ceux qui ont vécu cette expérience traumatique restent avec leur souffrance qui peut les perturber durablement. Or la mémoire de ces expériences traumatiques peut, si elle est entretenue, favoriser la construction d'une vraie résilience collective.

Francisca ESPINOZA, docteure en sociologie et membre de l'Institut pour l'histoire et la mémoire de catastrophes (IHMEC), en est convaincue et réussit à le démontrer en abordant des sujets aussi différents que la transmission de l'histoire du règne d'Augusto Pinochet au Chili dans la génération des enfants de la dictature ou encore la mémoire des catastrophes « naturelles » dans la population de l'île de La Réunion.

En témoignant des expériences traumatiques vécues, on participe à la construction d'une connaissance qui permet à la mémoire de chacun d'être au service de la résilience de tous, d'être un levier pour se préparer et anticiper les prochaines crises. Mais construire une mémoire active qui influence le présent nécessite de la maintenir vivante, de l'actualiser, de la mettre en scène. En cela, Francisca ESPINOZA insiste notamment sur le rôle des artistes, car **« il est primordial que les supports de la mémoire prennent des formes créatives, innovantes qui interpellent la population, et touchent précisément la dimension du sensible à travers l'art et la culture ».**



**Francisca ESPINOZA**  
Docteure en sociologie

# MIEUX AGIR

## 1. LE CLIMAT AU CARREFOUR DES VULNÉRABILITÉS : INSÉCURITÉ, POLLUTION ET CATASTROPHES EN CHAÎNE

**Quand les aléas climatiques touchent des territoires déjà marqués par de multiples facteurs de vulnérabilités, ils produisent des catastrophes « en chaîne », où se conjuguent d'autres formes de crises. L'étude de ces phénomènes est importante pour les professionnels de l'humanitaire et de l'action sociale, afin de mieux se préparer, mais aussi pour agir sur l'ensemble de ces facteurs lorsqu'ils répondent à une crise.**

À ce titre, la géographe **Cassandra REY-THIBAUT** mène en 2023 un projet de recherche qui consiste à réaliser un état de l'art et une analyse documentaire pour comprendre dans quelle mesure la gestion intégrée des catastrophes est présente ou peut être envisagée dans la gestion des épidémies et des pandémies. Son enquête détaille principalement les dispositifs, les pratiques et expériences concrètes de gestion des unes et des autres, pour comprendre comment ils sont susceptibles de s'aligner, voire de fusionner.

Dans le même ordre d'idée, la Fondation a accompagné la recherche menée en 2022 par le géographe **Cheikh FAYE** sur la résilience des populations face aux risques d'inondations à Ziguinchor (Sénégal). Dans un contexte d'explosion démographique, l'exposition des zones urbaines aux extrêmes hydrologiques se double d'une forte incertitude sur les trajectoires climatiques. Les risques deviennent alors multiples et peuvent générer diverses tensions sociales. Cette recherche explore les comportements des populations face aux inondations récurrentes en analysant leurs vulnérabilités et leurs capacités de résilience. Elle démontre qu'à mesure que la fréquence et l'intensité des catastrophes augmentent, le temps dont les personnes touchées disposent pour se relever entre deux épisodes devrait se réduire, et plusieurs catastrophes pourraient se produire en même temps, causant un effet cumulatif. Par ailleurs, l'auteur observe de nombreuses tensions sociales autour des ressources et une insécurité grandissante des familles quant à leur avenir sur ladite zone.

Enfin, la recherche menée en 2022 par **Dima EL KHOURI** sur la perception des risques et la cohésion sociale au Liban entre réfugiés syriens et population locale montre que pour les uns comme pour les autres, l'insécurité et la pollution sont des problématiques centrales qui viennent avant les inondations. Des problématiques qui soulèvent un enjeu sanitaire et de prévention, puisque « les communautés n'ont pas conscience de l'importance de préserver la rivière, ce qui entraîne un manque de gestion des déchets ».

Les résultats de sa recherche renforcent l'idée que les catastrophes ne sont pas seulement la conséquence d'un événement naturel, mais qu'elles sont également le produit de l'environnement socio-économique dans lequel survient cet événement. Les facteurs sociaux qui augmentent la vulnérabilité d'une population face aux catastrophes sont nombreux : la croissance démographique, la composition et la distribution de la population, la diversité sociale, etc. À cet égard, la recherche nous rappelle qu'il est essentiel de considérer le tissu social et économique des communautés dans les zones à risque pour renforcer leurs capacités et leur préparation face aux catastrophes. Les communautés et les individus, en particulier les plus vulnérables, doivent être placés au centre de cette approche holistique de la réduction des risques.

## 2. LOCAUX OU INTERNATIONAUX, PRIVÉS OU PUBLICS : QUI SONT LES ACTEURS DE LA RÉPONSE ?

**Les catastrophes climatiques présentent des problèmes complexes, multidimensionnels qui n'ont pas de solution unique ou définitive. Pour y répondre, il est nécessaire d'avoir une approche holistique qui associe l'ensemble des personnes et institutions concernées.**

C'est dans cette perspective qu'en 2018, l'anthropologue **Georges DJOHY** a mené une recherche sur les dynamiques de l'aide humanitaire dans les territoires inondés de l'extrême nord du Bénin. Une étude qui questionne les limites des actions menées par le gouvernement béninois et ses partenaires (agences de développement, ONG) pour aider les populations confrontées aux inondations survenues dans la zone agroécologique de cette région. Car, malgré les nombreux projets et ressources déployés, la situation s'aggrave, laissant une part croissante de la population locale dans la marginalité et la pauvreté.



Ce travail interroge notamment la pertinence de la localisation de l'aide humanitaire, au regard de la légitimité des acteurs impliqués. À travers l'exemple de deux villes régulièrement soumises à des inondations, le chercheur montre dans quelle mesure l'aide humanitaire est structurée autour des collectivités décentralisées, des ONG humanitaires et des bénéficiaires.



© Camille RALLON - Bangladesh

L'aide est ici envisagée à la fois comme une source de résilience pour les populations sinistrées, mais aussi comme un outil pouvant être détourné et drainé vers des espaces de pouvoir. Dans un contexte de transition humanitaire, et à la suite des engagements pris lors du sommet humanitaire mondial de 2016, l'auteur met en exergue les conséquences que pourrait susciter une localisation aveugle de l'aide, notamment avec l'émergence de « nouveaux pouvoirs au village » dans le Bénin rural.

À travers l'étude des perceptions des bénéficiaires sinistrés par les inondations, il s'attache à décrire comment certaines situations d'assistance peuvent donner lieu à une négociation d'espaces de liberté et de réappropriation de l'aide. Pour les bénéficiaires, les collectivités locales sont considérées comme des entités politiques et partisanes ne pouvant garantir des valeurs et une autonomie d'action propres aux « professionnels de l'humanitaire ».

Enfin, cette recherche met en avant que les sinistrés ne sont pas nécessairement réceptifs à l'idée d'une résolution définitive des problèmes d'inondations qui signifierait la fin de la distribution de l'aide ; d'où l'importance de coupler les interventions d'urgence à des projets de développement sur le long terme.

## ZOOM CHERCHEUR

### Le premier « agropologue »

Rapidement après la fin de son cycle d'ingénieur agronome, Georges DJOHY a ressenti le besoin de compléter sa formation, qu'il a satisfait par son grand intérêt pour les sciences humaines et sociales. **« Je me suis d'abord spécialisé en sociologie et économie rurales, avant de me passionner pour l'anthropologie, son objet, ses approches, ses méthodes, et d'avoir l'opportunité de faire une thèse à l'Institut d'anthropologie sociale et culturelle de l'Université de Göttingen en Allemagne ».**

Aujourd'hui, Georges DJOHY est convaincu des bienfaits de « dépasser le cloisonnement des disciplines pour avancer ». D'un point de vue scientifique d'abord, pour « mieux comprendre la situation des territoires ruraux confrontés aux risques climatiques, où l'agriculture et l'élevage sont les principales activités socio-économiques, et qui font face parfois à une convergence de risques et d'incertitudes (inondations, sécheresses, vents violents, incendies...) ». Mais aussi du point de vue de l'action humanitaire, « je veux être à la fois agronome et anthropologue », dit-il, « pour donner un visage humain, social à mes recherches sur les pratiques de l'aide humanitaire et les perceptions qu'en ont les populations à qui elles sont destinées ». « Pour cela je peux être considéré comme un "agropologue" ou un "anthroponome", je suis preneur ».



**Georges DJOHY**  
Docteur en anthropologie

En 2017, **Christiane RAFIDINARIVO**, politiste, s'est intéressée quant à elle à l'étude d'un autre acteur local, étatique cette fois, à travers un projet de recherche portant sur le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes de Madagascar. Les résultats de sa recherche mettent en avant le fait que les familles, les communautés et les organisations locales sont non seulement les premières à réagir, mais qu'elles jouent aussi un rôle vital dans l'adaptation à des risques croissants. Il est essentiel de comprendre les dirigeants locaux et d'intégrer les points de vue des communautés dans les processus locaux et nationaux de planification, en particulier ceux des groupes les plus vulnérables aux risques climatiques. Cependant, si le recueil des connaissances locales est primordial, il ne doit pas occulter une réflexion plus globale sur la localisation de l'aide dans un contexte de crise mondiale comme celle du climat dont les phénomènes extrêmes frappent des régions encore plus durement qu'auparavant.

Poursuivant le même objectif d'étudier les nouvelles manières « de faire » de l'humanitaire, **Mariama NOUHOU KOUTCHA** a étudié en 2018 un dispositif innovant mis en œuvre en Afrique de l'ouest pour assurer les populations face aux aléas climatiques. S'intéressant aux conséquences des sécheresses récurrentes au Niger, sa recherche nous rappelle que l'assurance reste le mécanisme de gestion des risques climatiques qui a été le plus étudié dans la littérature. Elle démontre que les attributs de l'aide d'urgence les plus importants pour les agriculteurs sont ses caractéristiques quantitatives : somme d'argent et quantité de céréales. De façon plus surprenante, la rapidité avec laquelle l'aide est apportée est aussi valorisée, la relative modestie d'une quantité d'argent ou de vivres pouvant être compensée par la vitesse de sa distribution. Par ailleurs, les agriculteurs semblent aussi préférer les organismes internationaux (ONG internationale et UN) à l'État et aux ONG nationales.

Les travaux de Mariama NOUHOU KOUTCHA nous éclairent aussi sur d'autres réalités : les agriculteurs interrogés sont en majorité favorables à une assurance contre le risque de sécheresse, leur intérêt augmente avec ce risque et ils perçoivent ce risque en fonction de leur niveau d'éducation. Cependant une telle assurance est encore trop chère pour eux et ils ne sont pas prêts à s'acquitter des prix demandés sur le marché. La chercheuse explore alors la possibilité d'une aide humanitaire spécialisée dans l'accès à l'assurance.

## ET DEMAIN ?



### Entretien avec...

**Sandrine REJET**  
Docteure en anthropologie

**S**andrine REJET est docteure en anthropologie de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine. Lauréate d'un prix de recherche de la Fondation en 2019, elle est aujourd'hui membre de son conseil scientifique. Elle est spécialiste de l'étude des acteurs et des dynamiques sociales ou politiques à l'œuvre dans le processus des catastrophes « naturelles ».

#### Comment l'anthropologie des catastrophes se différencie-t-elle des autres approches de l'étude des catastrophes ?

L'anthropologie a permis historiquement de questionner la qualification même de ce qu'est une catastrophe. Les anthropologues se sont intéressés à la façon dont les sociétés qualifient certains événements comme des catastrophes, sans se limiter à des critères purement quantitatifs comme le nombre de victimes ou l'ampleur des dégâts. Ainsi, ils ont permis de sortir d'un bilan purement chiffré, pour prendre en compte la diversité des perceptions et des interprétations que les sociétés et les groupes ont de l'événement. L'anthropologie permet également d'élargir le spectre des recherches en incluant non seulement les populations et acteurs locaux, mais aussi la diversité des acteurs de l'humanitaire, les médias, les entreprises, les acteurs politiques, etc.



### Comment l'anthropologie des catastrophes utilise-t-elle les perspectives culturelles pour comprendre les réponses des communautés aux catastrophes ?

Certains anthropologues utilisent une lecture culturaliste pour comprendre les réponses que les personnes et les communautés mettent en œuvre face aux catastrophes. Cependant, cette approche par la « culture du risque » ne doit pas occulter les questions politiques, économiques et sociales. Il est important de ne pas réduire les réponses des communautés à leur culture, car cela peut masquer des problèmes de choix ou de non-choix, d'inégalités ou encore de ressources. La place de l'État est ainsi également cruciale dans la compréhension des réponses des sociétés aux catastrophes. Les ressources disponibles et l'organisation de la société ont un impact important sur les réponses des communautés.

Il est important de comprendre que les personnes peuvent à la fois s'appuyer sur des ressources culturelles pour donner du sens à ce qu'ils traversent et mettre en place des mesures qui réduisent les risques à l'avenir. Par exemple, on peut tout à fait expliquer la catastrophe comme étant le résultat d'une punition divine et en même temps prendre des mesures de prévention, construire des ouvrages de protection ou participer à des exercices de préparation. C'est justement ce que montrent les travaux des anthropologues qui décrivent finement la complexité des situations locales.

### Selon vous, quels sont les grands défis et enjeux auxquels les chercheurs en sciences sociales devront apporter des réponses dans les années à venir ?

Les chercheurs en sciences sociales sont, comme tout le monde, face à de grands défis. Tout d'abord, il est important de se pencher sur la matérialité des événements, notamment en ce qui concerne les catastrophes. Les sciences sociales ont eu tendance à ne considérer ces événements que comme des phénomènes sociaux, mais il est crucial de comprendre aussi la manière dont la matérialité des phénomènes influence les réponses des acteurs de l'aide ou les perceptions des personnes.

La matérialité des catastrophes fait référence à la façon dont les événements catastrophiques, tels que les catastrophes naturelles ou technologiques, ont un impact tangible sur les personnes, les

communautés et les environnements physiques. Cela comprend les pertes matérielles, les dommages aux infrastructures, la destruction des habitats naturels et les changements dans les conditions environnementales. Pour y parvenir, les chercheurs en anthropologie des catastrophes pourraient s'inspirer du tournant actuel que prennent certaines sciences sociales, en étant attentives à cette matérialité. Prendre en compte la façon dont l'eau se comporte lors d'une inondation ou la coulée de lave se répand lors d'une éruption volcanique est important pour comprendre ce qui se produit sur le territoire.



## RÉFÉRENCES

<sup>1</sup> International Institute of Social Studies, When disaster meets conflict, Projet de recherche 2015-2020. Consulté sur <https://www.iss.nl/en/research/research-projects/when-disaster-meets-conflict>.

<sup>2</sup> FICR, World Disasters Report, 2022 (rapport sur les catastrophes dans le monde) <https://www.ifrc.org/fr/document/rapport-sur-les-catastrophes-dans-monde-2022>.

<sup>3</sup> Banque Mondiale, « Gestion du risque de catastrophe », Comprendre la pauvreté. 2023. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/disasterriskmanagement/overview>.

<sup>4</sup> REVET, Sandrine « La résilience ne doit pas servir à exonérer l'action publique de ses responsabilités ». Entretien Fondation Croix-Rouge Française. Décembre 2021. <https://www.fondation-croix-rouge.fr/%E2%80%89la-resilience-ne-doit-pas-servir-a-exonerer-laction-publique-de-ses-responsabilites%E2%80%89/>.

<sup>5</sup> ABDU ALOU, Adam, « S'appuyer sur les caractéristiques socioculturelles pour éviter les pièges à pauvreté et renforcer la résilience de la population de la ville de Niamey aux inondations ». Rapport final. Fondation Croix-Rouge française. 2021, pp.21.

<sup>6</sup> MOATTY, Annabelle, « La reconstruction comme opportunité ? Vulnérabilités et solidarités après le cyclone Irma à Saint-Martin (Antilles françaises) ». Paroles de chercheurs - 2022. Fondation Croix-Rouge française. 2022.

<sup>7</sup> Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (UNISDR), Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe, 2009.

<sup>8</sup> Croix-Rouge française et CREDOC, Rapport annuel sur la résilience, 2023.

<sup>9</sup> NDIAYE, Modou « Perception du risque sanitaire et adaptation au changement climatique des populations de la Langue de Barbarie (Saint-Louis du Sénégal) ». Les papiers de la Fondation. En cours de publication. 2023, pp.19.

<sup>10</sup> ESPINOZA, Francisca « La mémoire des catastrophes, un levier pour la résilience collective ? Perspectives psychosociales de la résilience à La Réunion ». Paroles de chercheurs - 2022. Fondation Croix-Rouge française. 2022.

■ Références issues de la Fondation Croix-Rouge française

## LISTE DES PAPIERS DE LA FONDATION

**DJOHY Georges**, « Transition humanitaire et localisation de l'aide au Bénin : enjeux des perceptions et pratiques des bénéficiaires », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°23, Avril 2019.

**ESPINOZA Francisca**, « La mémoire de catastrophes un levier pour la résilience collective ? Perspectives psychosociales de la résilience à La Réunion », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°45, Décembre 2022.

**NOUHOU KOUTCHA Mariama**, « Évaluation par les populations des dispositifs de gestion des risques climatiques : le cas de la sécheresse au Niger », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°26, Septembre 2019.

**MOATTY Annabelle**, « La reconstruction comme opportunité ? Vulnérabilités et solidarités après le cyclone Irma à Saint-Martin (Antilles françaises) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°44, Décembre 2022.

**RAFIDINARIVO Christiane, RALAMBOSON Hantsa et RANAIVOARIVELO Marie-Donna**, « Transition politique et transition humanitaire : analyse politique comparée de la transition financière », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°10, Février 2017.

**SAMBOU Djiby, FALL Aïdara Chérif Amadou Lamine, MBAYE Mamadou Lamine, DIALLO Mamadou Aguibou**, « Résilience socio-écologique des communautés vulnérables du delta du fleuve Sénégal face aux changements climatiques », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°29, Février 2020.

**YMBA Maïmouna**, « Analyse des effets des îlots de chaleur urbains sur la santé des populations de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°46, Décembre 2022.



4

# Migrations & déplacements





## Migrations &amp; déplacements

19

recherches soutenues

6

territoires



Les migrations et les déplacements de populations représentent un défi humanitaire majeur, à l'intérieur et entre les États, mobilisant de nombreuses organisations de solidarité, mais également des initiatives plus spontanées. Les parcours et situations d'exil se sont complexifiés ces dernières années, du fait de politiques migratoires plus restrictives, créant de nouveaux espaces de vulnérabilité. Les sciences sociales se sont largement engagées pour mieux comprendre et documenter ces expériences, mais aussi les réponses publiques ou privées qui y sont apportées.

LES PARCOURS D'EXIL :  
UN ENJEU HUMANITAIRE

L'espace médiatique est saturé de mots et d'images sur les migrations. Ces dernières années, de nombreuses « crises migratoires » ont défrayé l'actualité, alimentant parfois les représentations négatives associées aux déplacements massifs. En effet, que ce soit en Europe à partir de 2015, lors d'un épisode requalifié de « crise de l'accueil », en Afrique subsaharienne, ou bien plus récemment en Ukraine et dans les pays alentours, les situations d'exil augmentent.

Depuis les années 2000, environ 3% de personnes dans le monde sont des migrants internationaux, et vivent dans un pays où ils ne sont pas nés<sup>1</sup>. L'IDMC (*Internal Displacement Monitoring Center*) estime qu'en 2022, 103 millions de personnes ont subi un déplacement forcé dont 60 millions dans leur propre pays<sup>2</sup>. Elles ont fui leur foyer pour échapper aux conflits, à la violence, aux violations des droits fondamentaux, aux persécutions ou aux catastrophes naturelles.

Les migrations et les déplacements posent certains des plus grands défis humanitaires de notre époque. Pour y répondre, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge se mobilise au quotidien, dans le but de prévenir la souffrance et pour aider les personnes à faire face aux risques liés à la migration. Fort de son réseau constitué de 191 Sociétés nationales, le Mouvement fournit ainsi une aide humanitaire à des millions de migrants dans leur pays de départ, de transit ou d'accueil.

« Immigré », « étranger », « réfugié », « migrant » : de nombreux termes sont utilisés pour catégoriser celles et ceux qui se déplacent. Pour s'affranchir des catégories institutionnelles et légales ainsi que des représentations qui y sont associées, de nombreux chercheurs choisissent d'utiliser la notion d'exilé. Parler d'exil permet de prendre en compte la dimension subjective de celles et ceux qui quittent leur territoire, puisqu'il s'agit d'une expérience du déracinement, de la perte d'un environnement connu. Les parcours migratoires sont pluriels et prennent des temporalités et des formes différentes selon les contextes.



Certains discours conduisent à effacer les réalités et voix de celles et ceux qui sont en exil ou à les stigmatiser. Les sciences humaines et sociales s'attachent à fournir des analyses et des éclairages à partir de données probantes. C'est pourquoi la Fondation soutient depuis 2014 des recherches permettant de mieux comprendre les trajectoires de (sur)vie des exilés, afin de mieux agir à leurs côtés. Sociologues, géographes ou politistes apportent des regards croisés, nécessaires pour saisir les diverses facettes entourant le phénomène migratoire.

**Comment** le régime d'asile et les modalités d'accueil (ou de non-accueil) produisent des formes genrées de violences ?

**Quelles** représentations les réfugiés présents dans des camps ont des différentes associations présentes et de leurs pratiques ?

**Comment** une situation de dépendance affecte les pratiques alimentaires et quel rôle joue l'alimentation en situation migratoire ?

**Comment** les questions de sécurité et d'insécurité modifient et façonnent les représentations des réfugiés sur l'offre humanitaire ?

**Quelles** sont les logiques, pratiques et éthiques des acteurs citoyens engagés dans des actions humanitaires auprès des exilés vivant en camps ?

**Comment** l'économie sociale et solidaire est investie par les personnes issues de l'immigration et comment participent-ils à une « alter citoyenneté » ?

**Dans quelle mesure** l'insertion urbaine, comme alternative à l'encampement, génère-t-elle de nouvelles formes de solidarités et quelles en sont les limites ?

## MIEUX COMPRENDRE

### 1. LES TRAJECTOIRES DE SURVIE

**Les conditions d'accueil se durcissent dans de nombreuses zones géographiques et le parcours des exilés est souvent semé d'expériences violentes. Face à ces difficultés et aux politiques migratoires parfois restrictives ou excluantes, les acteurs humanitaires tentent de répondre à leurs besoins essentiels.**

De nombreux chercheurs soutenus par la Fondation ont enquêté aux côtés des personnes déplacées et des acteurs humanitaires afin d'analyser les trajectoires de (sur)vie. À Paris, l'anthropologue **Estelle FOURAT** a accompagné les associations distribuant de l'aide alimentaire aux exilés pour mieux comprendre les conditions de survie et d'accès à la nourriture. Au Cameroun, **Joséphine LEMOUOGUE** a témoigné des conditions de pauvreté matérielle qui impactent significativement la santé des réfugiés centrafricains. Enfin, les travaux de la géographe **Nicole TABET** dans la localité de Bar Elias au Liban renseignent sur les conditions de vie des exilés syriens, présents depuis plus de 10 ans en raison de la guerre et de l'instabilité politique de leur pays d'origine.

Les contextes d'accueil aggravent souvent les vulnérabilités des exilés. La précarité, la marginalisation, l'instabilité, les difficultés d'accès à la sécurité augmentent leurs risques d'être atteint physiquement ou moralement. Au cours de ses enquêtes à Calais, **Marjorie GERBIER-AUBLANC** a rencontré un nombre important de personnes, qui dans l'attente de poursuivre leur trajectoire migratoire, s'établissent dans des camps informels. Elles vivent dans ces espaces en dépit de leurs destructions ou leurs démantèlements et de ressources précaires.

“ J'ai le ventre serré. C'est bien de quitter la « jungle » car je vais apprendre le français correctement. Je vais aller dans une ville pour faire une formation professionnelle. Je suis content. Aujourd'hui, je vais préparer ma valise pour partir dans une ville. Je suis triste de quitter mes amis et de ne pas savoir où je vais. Je suis triste de quitter la Jungle, mes amis, mes professeurs. »

Propos recueillis dans un espace de cours donné par les bénévoles à Calais par la chercheuse Marjorie GERBIER-AUBLANC.

Ils font écho à la question « comment vous sentez-vous ? »<sup>3</sup>

### Documenter la « condition migrante »

La « condition migrante »<sup>4</sup> rend compte des conditions dans lesquelles les parcours de l'exil se déroulent. Les personnes qui les suivent peuvent être plongées dans une situation où leurs conditions de vie, sociale, économique et politique se transforment en conditions de survie. Mis en position d'attente, de précarité et d'incertitude face à leurs options et à leur avenir, les exilés vivent cette « condition migrante » qui dépend des politiques d'accueil, humanitaires et sociales rencontrées au cours de leur parcours, de manière très différente.

« En 2012, j'ai été enregistré depuis la frontière comme réfugié et une fois en ville, on m'a conduit au stade où se trouvaient déjà plusieurs réfugiés. J'ai trouvé ma tante là-bas. Dans le stade, nous avons fait huit mois et nous avons été pris en charge par le HCR et l'Action sociale. Ils nous ont donné des tentes et des vivres. J'ai trop souffert au stade avec ces conditions car c'était ma première fois d'être réfugié. »

Extrait d'un entretien avec un réfugié mené par la chercheuse **Sadio SOUKOUNA**<sup>5</sup>



© Suomen Punainen Risti - Finnish Red Cross 2012

## 2. LES ESPACES DE LA CONDITION MIGRANTE

Dans le monde, plus 6,6 millions de personnes vivent dans des camps de déplacés, en majorité gérés par des organisations internationales, ou des ONG. Les chercheurs documentent la multiplication de ces lieux qui, dans un premier temps, ont été pensés comme des réponses à des situations de crise. Mais l'installation des exilés s'y prolongeant souvent, ces camps sont devenus des espaces de la condition migrante.

L'anthropologue **Pierre Boris N'NDE**, dans une recherche sur les réfugiés au Cameroun conduite en 2018, examine les conditions de survie dans l'espace camp. En 2017, le Cameroun a accueilli une grande partie de la population de Centrafrique qui fuyait les affrontements armés. Le site de Gado Badzéré a reçu plus de 10% de ces réfugiés. Alors que le camp peut être a priori considéré comme un lieu de mise en sécurité, Pierre Boris N'NDE montre au contraire que les exilés y connaissent un sentiment d'insécurité.

Si le camp offre un accès à l'alimentation et aux besoins primaires, il est aussi l'espace d'une mise en attente subie et de possibles violences. L'auteur rappelle que c'est par l'acquisition de plus d'autonomie que les réfugiés peuvent sortir de cette mise en attente et dépasser cette condition de migrant marquée par l'insécurité. En éclairant différentes expériences de l'encampement, Pierre Boris N'NDE remet ainsi en question les représentations du camp comme espace d'accueil et de sécurité des personnes en exil.

**Sadio SOUKOUNA** documente aussi cet état de mise en attente dans son analyse des trajectoires de (sur)vie des réfugiés maliens au Burkina Faso. Depuis 2012, le Mali subit de nombreuses perturbations politiques et une instabilité chronique qui ont généré de nombreux mouvements de population dans les pays limitrophes, notamment au Burkina Faso, où les déplacés vivaient principalement en camps.



« Comme l'a exprimé l'une des personnes que j'ai rencontrées, on ne peut pas vivre dans les camps, juste survivre. »

Interview de la chercheuse Sadio SOUKOUNA rapportant les propos recueillis dans un camp de réfugié au Burkina Faso<sup>6</sup>

**Sadio SOUKOUNA**  
Docteure en science politique



Dans son article écrit à la suite d'une enquête de terrain à Ouagadougou, la chercheuse analyse les restrictions à la mobilité causées par la vie en camp. S'ils sont des lieux d'accès aux ressources, ces camps contraignent à un immobilisme physique mais aussi temporel et sont donc vécus comme des lieux d'enfermement et de dépendance. Sadio Soukouna montre comment certains réfugiés échappent à cette « mise en attente contrainte », en adoptant des stratégies d'autonomisation pour s'insérer en ville. Ils s'appuient alors sur leur capital social, mais aussi leurs savoir-faire et leur savoir-être et développent un ensemble de réseaux et de liens de solidarité en marge du système humanitaire.

Les recherches soutenues par la Fondation démontrent l'importance de l'espace camp, dont l'expérience se multiplie dans les parcours migratoires. Elles montrent aussi comment le camp, initialement pensé comme un espace d'accueil d'urgence en réponse aux crises, est devenu un espace spécifique de mise à l'écart.

La sociologue **Émeline UWIZEYIMANA** a conduit en 2015 une recherche sur les camps de réfugiés burundais au Rwanda, au cours de laquelle elle s'est notamment intéressée aux représentations des réfugiés sur l'aide humanitaire d'urgence dont ils bénéficient. Elle montre que s'ils reconnaissent la nécessité de cette aide pour soulager leur situation de précarité, ils n'en réclament pas moins l'accès à leur autonomie. Alors que l'asymétrie dans l'intervention et la coopération ne permet pas aux ONG internationales de répondre à cette demande, les ONG locales, dont les personnels entretiennent une plus grande proximité culturelle avec les bénéficiaires, sont plus susceptibles de le faire et sont donc mieux perçues par les populations aidées.



© Juozas CERNIUS - IFRC - Rwanda - 2016

## De réfugiée à chercheuse dans un camp de réfugiés

ZOOM CHERCHEUR

Selon les mots de la chercheuse, c'est « la frustration des populations bénéficiaires de l'aide humanitaire » qui a incité Émeline Uwizeyimana à proposer à la Fondation son projet de recherche sur l'appréciation de l'aide humanitaire par les réfugiés burundais du camp rwandais de Mahama. Un constat tiré de son expérience personnelle.

« J'ai été bénéficiaire de l'aide internationale dans un camp de déplacés en 1994. J'ai vécu le rapport aux acteurs de l'humanitaire et la frustration des bénéficiaires de l'aide. Ensuite, dans le cadre de mon travail au service d'une ONG, les rôles ont été inversés... Mais, j'ai à nouveau été le témoin privilégié du décalage entre les bonnes intentions des acteurs humanitaires et les attentes déçues des populations. Nous avons sélectionné un projet d'élevage. Il s'agissait de donner 18 vaches à des femmes dans un village du Rwanda. Après un long voyage, une nuit passée dans le camion, et la cérémonie organisée par les autorités villageoises, nous avons pu procéder à la distribution par tirage au sort. Tandis que 13 vaches ont été données, cinq ont été catégoriquement refusées. La couleur des vaches était incompatible avec celle du clan. Une journée entière de négociation n'y a rien changé. Que fallait-il y voir ? De l'ingratitude ? Une exigence futile ? Une des femmes était veuve, pauvre, elle n'avait rien... Mais, la pauvreté est une notion relative. Quelque chose est plus fort que le manque de biens matériels : le capital social, source d'entraide et d'appartenance culturelle. Quand un don vous amène à renier ce qui vous paraît fondamental, c'est un cadeau empoisonné qui, avant tout, souligne votre dénuement et vous humilie. »

En mettant en avant l'importance de la proximité culturelle et identitaire de celui qui prodigue l'aide avec celui qui la reçoit, la recherche d'Émeline s'inscrit pleinement dans le débat sur la transition humanitaire. Elle montre en effet comment les acteurs locaux contribuent à optimiser les bienfaits de l'aide humanitaire pour les bénéficiaires.



**Émeline UWIZEYIMANA**  
Docteure en sociologie

## L'encampement

Développée par l'anthropologue **Michel AGIER**<sup>7</sup>, lauréat d'un prix de recherche de la Fondation en 2022, la notion d'encampement met à jour les logiques de gestion des personnes en exil. Le renforcement sécuritaire des frontières a engendré la multiplication des lieux d'enfermement et de mise à l'écart des personnes migrantes. À Calais et à Paris, les camps informels se sont développés ces dernières années. À Lesbos ou à Lampedusa, les gens arrivés en situation irrégulière peuvent rester plusieurs semaines, voire des mois, enfermés aux portes de l'Europe. Au Liban, des générations de Palestiniens ont grandi dans des camps mis en place pour accueillir les populations en exil. Ces multiples situations s'inscrivent dans des contextes politiques, historiques et géographiques variés. La recherche constate cependant l'importance croissante de l'espace camp, dont de plus en plus de réfugiés font l'expérience, et détermine les caractéristiques communes de ses différentes formes.

Ainsi, cet espace se distingue par son extraterritorialité et se définit comme une suspension de circulation pour une durée indéterminée. La mise à distance de la communauté et l'expérience du provisoire sont donc, pour ceux qui y vivent, les marqueurs d'identification de cet espace. Selon Michel AGIER, l'encampement est une réponse politique et humanitaire qui se généralise. Étudier l'encampement et les formes variées qu'il prend dans les différents contextes est un vaste chantier scientifique qui permet de comprendre les expériences de celles et ceux qui sont sur les routes de l'exil.

« Parler d'espace suppose de discuter des logiques d'encampement, mais aussi établir la relation que les camps entretiennent avec le territoire et les communautés d'accueil. Il s'agit également de voir les modalités de développement des camps, les différentes transformations et ce qu'ils produisent sur le plan structurel, socio politique, culturel, économique et même stratégique. »

**Pierre-Boris N'NDE**, chercheur, à propos de son terrain de recherche au Cameroun<sup>8</sup>

## 3. LES EXPÉRIENCES DE L'EXIL

**Les personnes en exil se trouvent souvent dans des situations de précarité économique, administrative, sociale et émotionnelle. Des situations qui ne font que s'aggraver dans un contexte de non-accueil, quand l'attente, l'incertitude du lendemain et l'urgence de se nourrir, se loger et se mettre en sécurité se prolongent.**

Dans une enquête menée en 2020 en Ile-de-France, la sociologue **Nina SAHRAOUI** a démontré l'existence d'un risque accru de violences sexuelles et de genre pour les femmes exilées et questionné le rôle des associations d'aide et d'accompagnement.

En France, de nombreuses femmes exilées sont dans une situation préoccupante et près de 40% d'entre-elles n'arrivent pas à obtenir de mises à l'abri d'urgence<sup>9</sup>. La précarité dans laquelle ces dernières peuvent se trouver augmente les risques de violences qu'elles peuvent subir sur leur parcours migratoire et à leur arrivée dans leur pays d'accueil. Résultat d'un abandon social, les situations d'insécurité et de violence se multiplient.



**Nina SAHRAOUI**  
Docteure en sociologie

Extrait d'un entretien réalisé par Nina SAHRAOUI avec Inaya, une militante ayant fui la répression politique en Guinée Conakry

*Je ne savais pas que les gens dormaient dehors en France », dit-elle.*

*Sa première nuit en Ile-de-France, Inaya la passe à la Gare du Nord. Elle appelle le 115 mais personne ne décroche. Elle se fait voler sa valise. Le lendemain elle réussit à avoir quelqu'un au téléphone mais on l'informe qu'il n'y a pas de place. Elle vit comme un choc sa situation de rue en France: « Ici c'est pire car on ne s'y attend pas. » Survivre à des conditions matérielles très difficiles, Inaya y a été confrontée tout au long de son parcours, tout en gardant l'espoir d'une amélioration significative une fois qu'il lui aura été possible de déposer sa demande d'asile. [...] Elle se retrouve à la rue pendant de longues semaines et n'obtient une place en CHUM (Centre hospitalier de l'Université de Montréal) qu'au bout de 6 mois, alors qu'elle est déjà dans un état de grossesse avancée. »<sup>10</sup>*



Les politiques de non-accueil et le manque de prise en charge sociale et matérielle précarisent les femmes primo-arrivantes en Ile-de-France. Dans des situations de grande vulnérabilité et face à des procédures longues, rigides et non adaptées aux questions des violences sexistes et sexuelles, « les femmes rencontrées [par Nina SAHRAOUI] ont vécu dans leur chair l'hostilité d'un régime d'asile restrictif ». La violence institutionnelle a contribué à aggraver leur vulnérabilité, qui doit être prise en compte par les intervenants sociaux et humanitaires. Son enquête montre que la crise de l'accueil en France participe à l'exposition croissante des femmes en exil à la violence dont elles tentaient de se protéger en fuyant leur pays d'origine.

L'expérience de la précarité et de l'isolement n'est pas limitée aux primo-arrivants. C'est ce que démontre la recherche de l'anthropologue **Gloria FRISONE**, sur les personnes immigrées âgées en Seine-Saint-Denis. Partant du constat que les immigrés en France subissent des inégalités de santé et d'accès aux soins malgré l'ouverture des services de prévention à toute la population âgée, sans aucune distinction de nationalité ou origine, l'anthropologue interroge les facteurs de (non-) accès à ces programmes de prévention et de promotion de la santé.

Son enquête lui permet de saisir l'influence de l'histoire migratoire sur les modes et conditions de vie et de vieillissement dans la société. Les personnes rencontrées par la chercheuse cumulent des désavantages sociaux et économiques qui dégradent leur condition physique et psychologique.

“ Madame T. est une femme de 63 ans d'origine congolaise arrivée en France en 2002. Sans cuisine, elle ne se nourrit pas correctement : « *je mange des biscuits le soir et c'est tout. S'il n'y a pas, il n'y a pas.* » Madame T. doit suivre un traitement de prévention prescrit par son médecin. Dépourvue de mutuelle et de la complémentaire santé solidaire, elle ne peut pas l'acheter.  
« *C'est quelque chose que je ne maîtrise pas bien [la santé]. Je galère, mais si tu as où dormir, même si tu n'as pas à manger ce n'est pas grave.* »<sup>11</sup>

La précarité et l'isolement social limitent l'accès aux dispositifs et aux actions de prévention et de promotion de la santé tout en participant aux inégalités de santé et de soin. Ainsi, en prenant en compte les spécificités de la condition migrante, le travail de Gloria FRISONE permet de comprendre l'inefficacité des plans de prévention en santé par une approche territoriale. Son travail prône une approche adaptée aux spécificités des besoins de la population et de ses envies de « mieux vieillir. »



© ERCS - IFRC - Éthiopie

## FOCUS CRISE UKRAINE



**Tetiana STOIANOVA**  
Docteure en droit

*Mon intérêt pour l'étude des questions relatives aux réfugiés en Ukraine tient au fait que je suis moi-même une réfugiée ukrainienne [...] je connais directement les problèmes de solitude, les craintes des réfugiés dans leur pays d'accueil, les obstacles linguistiques et culturels qu'ils rencontrent. »<sup>12</sup>*

En 2022, le conflit armé en Ukraine a bouleversé la scène européenne. Les conséquences de cette guerre sur la vie des civils et leur condition ont engendré des mouvements de populations importants. Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de 14 millions de civils ont été déplacés par la guerre. En janvier 2023, 5,4 millions d'entre-eux sont des déplacés internes, 5 millions ont fui vers les pays européens et 2,8 millions sont allés en Russie et en Biélorussie.<sup>13</sup>

Face à cette situation, le Conseil de l'Union européenne a mis en place le statut de protection temporaire permettant pour les ressortissants ukrainiens et les personnes bénéficiaires d'un titre de séjour et n'étant pas en mesure de rentrer dans leur pays d'origine ou les personnes bénéficiaires d'une protection octroyée par les autorités ukrainiennes de se voir délivrer une autorisation provisoire de séjour. Celle-ci permet le versement d'une allocation, l'autorisation d'exercer une activité professionnelle, l'accès aux soins, la scolarisation des enfants mineurs, ainsi qu'un soutien dans l'accès au logement.<sup>14</sup> En France, en 2022, plus de 100 000 personnes réfugiées d'Ukraine ont bénéficié d'une protection administrative des autorités.<sup>15</sup> Un ensemble de dispositifs important a été mis en place afin d'assurer l'accueil des Ukrainiens et Ukrainiennes.

En prenant en compte ces événements mais aussi les réponses exceptionnelles mises en place, les chercheurs et chercheuses en sciences sociales ont interrogé les multiples facettes de cet exil lié à la guerre et ses conséquences. En coordination avec son Conseil scientifique, la Fondation a souhaité soutenir

des travaux de recherche menés au coeur de la crise, et à lancé plusieurs appels à candidatures dès mars 2022, sur trois thématiques principales.

Un premier axe questionne l'accueil des exilés d'Ukraine en France en prenant en compte la spécificité de la protection temporaire dont ils et elles bénéficient. Les recherches financées interrogent ainsi le traitement différentiel, avec notamment le travail du sociologue **Ludovic JOXE** mais aussi la question de la pérennisation et des évolutions de l'accueil et l'exil. **Tetiana STOIANOVA** s'intéresse quant à elle à la question de l'intégration des réfugiés ukrainiens en France et de la réduction des violences psychologiques. Enfin, un projet dirigé par la géographe **Camille SCHMOLL** s'intéressera aux évolutions du projet migratoire, les trajectoires, les recompositions familiales et les processus d'installation des Ukrainiens et Ukrainiennes en France, en prenant en considération la question du genre.

Le deuxième axe de recherche se focalise sur des personnes moins visibles, les personnes âgées exilées. Dans le cadre de l'exil forcé, les recherches démontrent des besoins spécifiques et une situation de vulnérabilité importante pour cette population. Le projet de la sociologue **Armelle KLEIN** permet de récolter leurs points de vue, à travers des méthodes d'enquêtes ethnographiques. Les travaux du sociologue **Giovanni MATERA** complètent cette approche en interrogeant les caractéristiques de l'hospitalité des personnes assistées. Il permet ainsi de saisir la façon dont le système d'accueil des migrants en France fait place aux personnes âgées ukrainiennes en recueillant les expériences des soignants et des personnes concernées.

Enfin, le troisième axe s'intéresse aux acteurs humanitaires et sociaux engagés dans le soutien aux exilés d'Ukraine, qu'il s'agisse d'ONG, d'associations ou de mouvements diasporiques. L'historienne **Isabelle DELORME** observe depuis février 2023 ces différentes catégories d'acteurs et leur évolution face à la situation mouvante des exils d'Ukraine. De la même manière, le géographe **Jordan PINEL** mène une recherche sur les solidarités citoyennes à l'attention des migrants. Dans plusieurs villes françaises, il analyse les conséquences de la gestion étatique et du traitement médiatique sur l'accueil et les engagements citoyens.

Ainsi, ce sont au total huit projets qui ont été soutenus pour interroger et éclairer la situation de crise dans le temps de son évolution rapide. Les chercheurs et chercheuses rendent compte des spécificités et évolutions de ces exils en croisant les regards, questions et temporalités. L'ensemble de ces recherches se complètent et composent une réflexion sur la question de l'exil d'Ukraine. Dans l'urgence mais imposant le temps réflexif de la recherche, les chercheurs et chercheuses remettent en question les pratiques et discours qui ont émergé en France face à cette crise.





© Johannes CHINCHILLA - IIRC



# MIEUX AGIR

## 1. SUR LES TRAJECTOIRES D'INSERTION

Les trajectoires et expériences des personnes en exils mettent les mesures d'inclusion et d'insertion en question. En étudiant ces parcours, les chercheurs et chercheuses soutenus par la Fondation permettent de repenser les stratégies d'accueil et de mieux agir aux côtés des exilés.



© Stephen RYAN - IFRC

Les recherches soutenues par la Fondation participent à reconsidérer la dimension de l'accueil et à améliorer les conditions de vie des personnes migrantes. Elles offrent des analyses sur les pratiques humanitaires afin que la survie, l'attente, l'incertitude, la dépendance, l'isolement et la précarité ne caractérisent plus le quotidien des exilés et leurs trajectoires.

**Nicole TABET**, géographe, s'est particulièrement intéressée aux solutions mises en place par les institutions publiques. Son enquête au Liban sur les aides au logement et à l'abri pour les locataires-réfugiés syriens rend compte de la portée d'un programme améliorant les conditions de vie et le sentiment de sécurité des réfugiés syriens. Elle met en valeur les décalages entre des politiques d'aide humanitaire de courte durée et les réalités des réfugiés, contraints à des exils de plus en plus longs.

Dans d'autres contextes, les recherches questionnent l'éthique humanitaire à l'épreuve des politiques migratoires restrictives. Le travail de l'anthropologue **Chiara BROCCO** interroge l'accueil des étrangers en région parisienne dans un contexte de précarité et d'instabilité. Elle montre notamment que l'intervention publique centrée uniquement sur le logement ne répond pas aux besoins d'autonomie et de stabilité de ces migrants.

## 2. RÉPONDRE AUX BESOINS

Se mettre à l'abri, se nourrir, se loger sont des besoins primaires que les conditions d'exil et d'accueil ne permettent pas toujours de satisfaire pleinement. Dès lors, de nombreuses initiatives de solidarité se développent, qu'elles soient organisées ou spontanées.

En 2019, la sociologue **Estelle FOURAT** a conduit une recherche consacrée à l'aide alimentaire en France pour les personnes qui y sont exilées dans des conditions de précarité et de difficultés d'accès à l'alimentation. Les politiques de non-accueil, l'allongement des procédures administratives et celui des situations d'attente aggravent ces conditions. Ainsi, elle observe que depuis 2017, la demande alimentaire de la part de populations migrantes augmente.

Comment se nourrissent les migrants ? Quel rôle joue l'alimentation en situation migratoire ? Et l'offre est-elle adaptée à leurs besoins ? Dans une recherche co-construite avec plusieurs associations d'aide humanitaire, la recherche d'Estelle FOURAT éclaire les pratiques alimentaires des personnes en exil et leur vécu. Surtout, elle préconise le passage d'une « aide alimentaire » à un « accueil alimentaire ».



**Estelle FOURAT**  
Docteure en sociologie

« Une dame afghane venue seule et parlant très peu le français malgré un niveau d'étude élevé chez elle, se rend tous les soirs à la même distribution qui est loin de son lieu d'hébergement (30 minutes de métro) et elle attend près d'une heure avant de pouvoir recevoir de la nourriture. Cette solution l'épuise, mais c'est la seule qu'elle connaisse durant les premiers mois de son arrivée. »<sup>16</sup>

Parcours de vie d'une exilée, rapporté par la chercheuse Estelle FOURAT



En montrant que le quotidien de ces populations est rythmé par la recherche d'hébergement et de nourriture, que les déplacements et la situation d'attente abîment le rapport au temps des individus ainsi que leur santé, elle propose des alternatives. Elle recommande par exemple de valoriser le choix individuel, favoriser le bénévolat et l'inclusion des personnes concernées, coupler l'aide alimentaire avec des activités de solidarité et de convivialité. En concevant l'alimentation au-delà de son aspect nutritionnel, elle met en lumière une pluralité des manières d'accueillir dans un contexte restrictif.

**Marjorie GERBIER-AUBLANC** s'est quant à elle interrogée sur les stratégies d'accueil dans un contexte d'encampement. Au cours d'une longue enquête menée en 2017, elle s'est rendue dans les régions de Calais et de Paris pour observer l'émergence et les potentialités des solidarités citoyennes. Depuis 2015, ces deux régions ont vu se développer des camps dans lesquels les personnes en exil sont dans l'attente de continuer leur parcours migratoire et de pouvoir obtenir un logement, une situation administrative stable etc. Face à cette situation, de nouveaux réseaux associatifs et militants issus d'initiatives citoyennes sont apparus et ont pris de l'ampleur. La chercheuse analyse leur mise en œuvre pratique. Elle montre que ces initiatives, situées à l'interstice de l'action humanitaire spécialisée et de l'(in)action publique, sont généralement portées par « des citoyens ordinaires ». Ses travaux alertent sur la pérennisation complexe et difficile de ces initiatives marquée par « l'improvisation collective ». Mais ils mettent en valeur les nouvelles formes du fait humanitaire et « l'éthique de la reconnaissance » qui guide ces initiatives. Au travers de celle-ci, l'auteure permet de penser la co-construction des espaces d'hospitalité :

“ **E**n reconnaissant leurs capacités d'agir, ils tentent de revaloriser leur estime sociale et leurs identités blessées. Cette éthique de la reconnaissance dépasse donc de loin le soutien à la survie biologique des migrants en alimentant quotidiennement leur besoin d'existence sociale et politique. »<sup>17</sup>

Ainsi, les chercheurs et chercheuses soutenus par la Fondation analysent les réponses humanitaires et associatives à la grande précarité. Leurs travaux documentent les stratégies d'insertion et de réponses aux besoins et proposent un regard réflexif pour les penser avec les personnes en exil.

## ZOOM CHERCHEUR

### Quand le terrain disparaît

La chercheuse **Marjorie GERBIER-AUBLANC** est accoutumée aux terrains difficiles. Au cours de ses recherches de Master et de Doctorat sur les conditions de survie sociale et sanitaire des populations migrantes, elle s'est rendue sur différents lieux (en France et en Colombie) où les conditions d'investigation peuvent être ardues, comme par exemple aux Altos de Cazuca, l'un des quartiers les plus dangereux de Bogota, où elle a réalisé un travail de terrain de 8 mois.

C'est forte de ces expériences et dans la continuité de ses premiers travaux que Marjorie GERBIER-AUBLANC a proposé à la Fondation un projet portant sur la pluralisation des acteurs de l'aide humanitaire et de l'action sociale dans les camps de migrants du Nord de la France, notamment dans la « Jungle » de Calais. Elle n'avait néanmoins pas prévu une chose : le démantèlement de ce camp en octobre 2016, et donc la disparition de son terrain d'enquête.

« J'étais immergée totalement au sein d'une association pendant deux mois au sein du camp de Calais. J'accompagnais les bénévoles au quotidien sur le terrain. Donc j'observais le fonctionnement de ce collectif de l'intérieur jour et nuit, et par moments je m'extrayais un petit peu de ce collectif pour aller dans d'autres associations observer d'autres actions. »

« En raison des contingences politiques, de la destruction du camp, le camp n'existait plus, mon terrain avait disparu. Je suis partie de Calais. J'aurais pu rester mais... c'était compliqué. Je n'avais jamais imaginé une situation pareille. Je ne l'avais donc pas anticipée. J'ai dû m'adapter, repenser tout ce que j'avais prévu. Et assez rapidement je me suis intéressée à ce qui se passait à Paris, car c'était le moment où le camp humanitaire de la Chapelle avait ouvert. »



**Marjorie GERBIER-AUBLANC**  
Docteure en sociologie

### 3. REPENSER L'INSERTION

**Au-delà des stratégies de survie, les personnes en exil sont amenées à s'installer sur des territoires de manière plus durable. Pour penser l'accueil, il faut ainsi penser l'insertion de ces lieux dans la vie sociale, économique et administrative.**



© Ukrainian Red Cross - 2022

Le travail de la sociologue **Florence IHADDADENE** porte sur les effets d'un dispositif d'insertion pensé par l'État : le service civique « Volont'R ». Développé en 2018 – sous l'impulsion de l'Agence du service civique et de la Délégation interministérielle pour l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR) – ce programme est pensé pour l'insertion des jeunes réfugiés ou ayant un statut apparenté. Le travail de terrain de la chercheuse auprès des différents acteurs rend compte des effets de cette politique publique. Elle montre que l'idéal utopique défendu par les associations se confronte aux enjeux économiques réels et à « l'urgence » matérielle de ces jeunes. Elle constate que les jeunes se voient surtout attribuer les tâches manuelles mais aussi que l'hospitalité est déléguée aux associations participant aux programmes qui, ainsi, la « privatisent ». De ce fait, la politique d'intégration individualisée du programme Volont'R participe à une dépolitisation de la question de l'accueil et cette situation reproduit les discriminations et les inégalités d'emplois.

Son travail permet de questionner l'intégration et la citoyenneté ainsi que les discriminations que les personnes en exil subissent. La trajectoire d'Ahmed rencontré lors de sa recherche illustre les effets du programme Volont'R identifiés par l'auteure.



**Florence IHADDADENE**  
Docteure en sociologie

**A**hmed, qui est en mission dans un centre de loisirs, a ainsi pu passer son BAFA. Il ne se destine cependant pas du tout à une insertion professionnelle comme animateur. Alors qu'il étudiait les Droits humains au Soudan, il espère pouvoir reprendre bientôt ses études en France. Pourtant, pour obtenir un revenu, il compte plutôt sur sa longue expérience dans la restauration. Dans son cas, le souhait d'insertion de la structure est quasi un déni de projet professionnel : puisqu'il faut qu'il s'insère au plus vite, il est invité à reconsidérer ses projets pour les faire correspondre à ses « chances objectives » d'insertion. L'intégration dans la société française se fait alors parfois en dépit de la subjectivité de ces jeunes réfugiés. »<sup>18</sup>

Propos extraits de l'article de  
Florence IHADDADENE

Pour mieux agir auprès des exilés et favoriser leur insertion, les travaux de la politiste **Cristèle BERNARD** mettent en lumière l'apport de la construction de savoir par les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS). En analysant leur travail, elle s'interroge sur les indicateurs qu'ils construisent et leurs différences avec ceux que construisent et favorisent les institutions publiques.

Son enquête a été menée à Grenoble et Briançon, municipalités participant à l'Association des villes et territoires accueillants. La chercheuse analyse les savoirs et indicateurs construits par les acteurs de l'ESS intervenant sur le droit des migrants. De l'inconditionnalité de l'aide, en passant par l'autonomisation, la réciprocité des apports, la sécurité de l'aide et la stabilisation, les acteurs de l'ESS revendiquent des politiques d'intégration et de participation.

Ces revendications peuvent entrer en opposition avec les politiques publiques et les évaluations des institutions étatiques. En se fondant sur la conditionnalité de l'aide, la redevabilité des bénéficiaires et la primauté de la sécurité nationale, l'approche de l'État « limite l'entraide et l'accueil »<sup>19</sup>. Dans ce contexte, Cristèle BERNARD insiste sur le rôle politique des acteurs de l'ESS et leur apport à la connaissance des populations en exil et de leur problématique.





© Miné GODANCA - European Union - 2019

Dans un autre contexte, le travail de la politiste **Fanny CHRISTOU** interroge les modèles alternatifs d'insertion et les savoirs élaborés par les acteurs de la migration. Son enquête porte sur l'investissement de l'ESS par les Palestiniens à Berlin. Elle montre la double dynamique de cet investissement qui permet d'un côté à ces exilés de trouver un soutien et une aide au sein de nombreuses organisations de l'ESS, et de l'autre d'y développer des pratiques qui favoriseront leur intégration dans leur société d'accueil.

À Berlin, l'auteure rencontre un Palestinien de Syrie investi dans les activités artistiques et socioculturelles dans la ville de Berlin. Arrivé en 2015 en Allemagne, il est le créateur du court métrage « *We will not forget* », impliquant sa famille. Son initiative a pour but de renforcer les liens entre intégration auprès de la société berlinoise et mémoire du camp de réfugiés, Yarmouk, dont il est originaire.<sup>20</sup>

Elle souligne notamment l'importance de la diversité des initiatives mises en place par les acteurs palestiniens de l'ESS, qui contribue à redéfinir les modèles d'intégration et de citoyenneté de l'Europe. En créant des espaces de solidarité et de sociabilité, les migrants sont à l'initiative de trajectoires d'autonomie et du développement de l'alter-citoyenneté. L'auteure démontre la dimension subjective de la citoyenneté et propose trois axes d'action pouvant redéfinir les processus d'intégration au sein des sociétés européennes.

## ET DEMAIN ?



### Entretien avec...

**Yasmine BOUAGGA**  
Docteure en sociologie

**Yasmine BOUAGGA** est docteure en sciences sociales. Chargée de recherche au CNRS, elle est spécialiste de la sociologie du droit, des migrations, et de l'asile. Ses recherches portent sur les usages du droit en prison et les questions d'immigration. Au-delà des problématiques sociales qu'elle étudie, elle s'efforce de rendre les sciences sociales accessibles à un plus large public par le biais de la bande dessinée. Elle a été lauréate en 2020 d'un prix de recherche de la Fondation.

**Selon vous, quels sont les grands défis et enjeux liés aux migrations auxquels les chercheurs en sciences sociales devront apporter des réponses dans les années à venir ?**

Les migrations font partie de l'histoire de l'humanité et leurs formes actuelles, liées à un stade de la mondialisation économique, ne cessent de se transformer avec l'évolution des transports et des technologies de l'information et de la communication notamment. Les plus grands défis et enjeux liés aux migrations pour les 10 à 20 ans à venir sont ceux relatifs aux impacts du changement climatique : quel impact sur les causes de départ, sur les conditions d'accueil ? Les rapports du Groupe International des Experts sur le Climat (GIEC) anticipent une augmentation des déplacements de population, tout en soulignant que l'imbrication croissante des facteurs environnementaux, sociaux et politiques pose des difficultés d'analyse et d'interprétation. Les situations actuelles de migrations liées à des conflits armés soulèvent déjà ces difficultés : fragilisation des sociétés quant à leur subsistance, faiblesses institutionnelles, compétition sur les ressources...

### Quelles sont les grandes tendances d'évolution, les nouveaux phénomènes associés aux mouvements migratoires ?

On observe des tendances imbriquées, de repli des États qui referment des frontières, y compris dans les espaces de libre-circulation comme l'Union européenne ; et, dans le même temps, des formes de « sous-traitance » par lesquelles le contrôle des frontières ou la gestion de l'accueil des migrations non admises sont délégués à d'autres pays, comme le fait l'UE avec ses voisins du sud de la Méditerranée. Ces tendances révèlent une accentuation des enjeux géopolitiques des migrations. Dans le même temps, elles ont des conséquences très concrètes sur l'expérience des personnes en migration, sur la violence des parcours, les traumatismes subis et le nombre de décès. Cela amène aussi un questionnement sur les conditions de réalisation de la recherche, dans des zones de transit ou de blocage qui peuvent être des zones de très forte instabilité sécuritaire, comme au Sahel.

Par ailleurs, on observe une amplification des déplacements intérieurs ou des migrations régionales, et ces migrations sont plus difficiles d'étude, pourtant elles posent aussi des questions relatives aux secours humanitaires, aux protections juridiques, à l'accès aux services publics, à la transformation des sociétés.

### Peut-on espérer que les camps disparaissent ?

Le camp est un espace qui pose problème, que l'on considère les lieux organisés pour secourir dans l'urgence des populations (camps de réfugiés) ; les centres créés pour contrôler et enfermer (comme les « hotspots ») ; ou bien les campements et bidonvilles dans lesquels vivent des populations migrantes précaires qui n'ont pas accès à un habitat digne. Ce sont des espaces qui posent problème et il faut poursuivre l'utopie de leur disparition. On peut toutefois s'attendre à ce que les pratiques qui en sont à l'origine perdurent : certes le Haut-commissariat des Nations Unies a une stratégie de résorption des camps et s'efforce d'organiser les secours aux populations en évitant ces formes de regroupement forcé ; toutefois, les États, eux, continuent d'utiliser

des lieux de regroupement pour le contrôle des frontières et des populations. Par ailleurs, pour ce qui est des campements et bidonvilles, l'attractivité des grandes métropoles perdure alors que l'accès au logement est particulièrement difficile : on ne peut pas présager que les mouvements migratoires à venir soient mieux répartis territorialement, mais continuent de se concentrer en fonction de certaines ressources (liées au dynamisme économique, à la présence antérieure de communautés migrantes, à la disponibilité de services publics) et non de la disponibilité de logements.

### Sur quoi travailleront les chercheurs spécialistes des migrations dans 10 ou 20 ans ?

Une question qui ne manquera pas de se poser est celle de la transformation des cadres juridiques de la protection et de l'accueil, en particulier dans le contexte de déplacements de population importants : on l'a vu avec la crise ukrainienne, pour laquelle l'Europe a adopté un mécanisme de protection simplifié, permettant l'accès au travail. Cette transformation ne manquera pas d'être interrogée aussi au regard des échelles de sa mise en œuvre : celle des organisations internationales, des États, mais aussi des collectivités locales, et en particulier des municipalités, grandes métropoles ou communes rurales. Cela amène à interroger les politiques publiques (relatives à l'aide aux sans-abris par exemple) et leurs logiques d'adaptation ou de spécialisation sur la question migratoire.

Des questions tout aussi intéressantes se posent sur l'informalité, sur laquelle la recherche se penche d'ores et déjà : non pas seulement en ce qui concerne la migration irrégulière et les pratiques de ceux qu'on appelle les « passeurs », mais aussi l'informalité dans les pratiques économiques, et même l'informalité dans les parcours administratifs pour lesquels des intermédiaires qui ne sont pas toujours des traducteurs ou des juristes officiels jouent un rôle important. Enfin, et il faut le souligner, le rôle de l'informalité aussi dans les pratiques de l'aide et de la solidarité : après une période marquée par la forte professionnalisation des métiers du social et de l'humanitaire, on assiste depuis 2015 à un



renouveau de l'engagement solidaire dans des pratiques moins formalisées, des associations bénévoles, des collectifs ou des initiatives individuelles.

Enfin, je pense que les questions relatives à l'intégration vont continuer de mobiliser la recherche – et notamment la définition de cette « intégration » : comment on fait société dans la diversité ? Quelles sont les ressources facilitant l'installation (ressources financières, éducation etc.) ? Quelles politiques sociales et, à l'inverse, quels sont les facteurs de repli des pays d'accueil ? Il ne faudrait alors pas se focaliser uniquement sur la dimension humanitaire de la migration, et mieux inclure les aspects familiaux, économiques, l'expérience et les aspirations des individus.

**Comment voyez-vous évoluer le métier de chercheur et les conditions de la recherche sur les phénomènes migratoires dans les 10 ou 20 ans à venir, en France et dans le monde ?**

La recherche évolue avec les outils, les réglementations et les financements. S'agissant des outils, on peut mentionner le développement majeur du numérique, et de fait les outils numériques sont de nouveaux terrains de recherche, avec leurs avantages et leurs contraintes ; mais ils ne remplaceront pas les savoirs acquis auprès des personnes concernées, y compris dans l'observation de leurs usages de ces outils dans la migration (sur le parcours, dans les pays de transit ou dans les pays d'arrivée, dans les liens avec leurs communautés d'origine).

S'agissant des réglementations, celles concernant la protection des données personnelles constituent une contrainte plus stricte mais tant qu'elles n'entravent pas la recherche, elles apportent un cadre éthique important.

Enfin, pour ce qui concerne les conditions matérielles de la recherche, la forte politisation du sujet des migrations en a fait un enjeu aussi pour la recherche qui a bénéficié ces dernières années de financements importants. En France, l'Institut Convergence Migrations est ainsi devenu un véritable pôle national pour la recherche sur les migrations, favorisant les projets communs de chercheuses et chercheurs de différents points du territoire mais

aussi les coopérations internationales. Le travail des fondations, comme la Fondation Croix-Rouge et d'autres, est extrêmement important aussi pour rendre possible cette recherche-là dans un contexte où la recherche publique est de moins en moins financée sur des crédits pérennes. Le sujet des migrations intéresse beaucoup les étudiantes et les étudiants, et leurs engagements militants est souvent une première expérience de terrain permettant ensuite le développement d'un parcours de recherche. Toutefois certaines zones sont moins étudiées (souvent car plus difficiles d'accès pour des raisons de sécurité), et il y a un enjeu fort à renforcer les coopérations avec ces pays pour que puissent s'y développer des recherches en sciences sociales sur les migrations.



© Julie ANDRÉ

## RÉFÉRENCES

- 1** MCAULIFFE, Marie, TRIANDAFYLIDOU, Anna (éd.), 2021. Rapport état de la migration dans le monde 2022. Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève. Voir p.3.
- 2** IDMC, 2023 Global Report on Internal Displacement, GRID 2023 [en ligne].
- 3** Ibid. p.18.
- 4** Le terme est notamment utilisé par le collectif BABELS.
- 5** SOUKOUNA, Sadio « De l'assistance à l'autonomisation : les trajectoires de (sur-)vie des réfugiés maliens au Burkina Faso », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°32, Février 2020, p.6.
- 6** Fondation Croix-Rouge française, Interview Sadio Soukouna, Consulté sur « On ne peut pas vivre dans les camps, juste survivre » – Fondation Croix-Rouge (fondation-croix-rouge.fr).
- 7** AGIER, Michel (dir.), Un monde de camps. La Découverte, 2014, p.424.
- 8** N'NDE, Pierre-Boris, « Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°17, Mai 2018, p.9.
- 9** SAHRAOUI, Nina « Les associations face à une production structurelle de la vulnérabilité : comprendre la construction du risque de violences sexuelles et de genre pour les femmes exilées en Ile-de-France », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°36, Mars 2022, p. 9.
- 10** Ibid
- 11** FRISONE, Gloria « L'isolement des immigrés vieillissants en Seine-Saint-Denis », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°43, Novembre 2022, pp. 17-18.
- 12** Présentation STOIANOVA, Tetiana, Fondation Croix Rouge Française [en ligne].
- 13** International Organization for Migration (IOM), Feb 02 2023. DTM Ukraine – Internal Displacement Report – General Population Survey Round 12 (16 – 23 January 2023). IOM, Ukraine.
- 14** Décision d'exécution (UE) 2022/382 du Conseil de l'Europe du 4 mars 2022.
- 15** « Une aide financière pour les familles accueillant des réfugiés ukrainiens », Direction de l'information légale et administrative (Première ministre), publié le 23 novembre 2022. Chiffres issue de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii).
- 16** FOURAT, Estelle, « Les dimensions de l'accueil alimentaire : comment mieux nourrir les migrant.e.s », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°27, Février 2020, p. 13.
- 17** GERBIER-AUBLANC, Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°15, Mai 2018, p.20.
- 18** IHADDADENE, Florence « Le service civique par et pour les réfugié-es : l'intégration par le volontariat ? », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°42, Juillet 2022, p.16.
- 19** BERNARD, Cristèle « L'accès des migrants aux droits vu par les acteurs de l'ESS », Fondation Croix-Rouge française, Pratiques & Humanités, n°10, Octobre 2022, p.3.
- 20** CHRISTOU, Fanny « L'investissement de l'économie sociale et solidaire par les Palestiniens à Berlin : nouveau regard sur l'intégration et la citoyenneté », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°30, Février 2020, p.13.

■ Références issues de la Fondation Croix-Rouge française

## LISTE DES PAPIERS DE LA FONDATION

- BASKA TOUSSIA Daniel Valérie**, « Minawao : un espace de prise en charge et de résilience sanitaire des réfugiés nigériens dans le Mayo-Tsanaga (Extrême-Nord, Cameroun) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°55, Juin 2023.
- CHRISTOU Fanny**, « L'investissement de l'économie sociale et solidaire par les Palestiniens à Berlin : nouveau regard sur l'intégration et la citoyenneté », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°30, Février 2020.
- FOURAT Estelle**, « Les dimensions de l'accueil alimentaire : comment mieux nourrir les migrant.e.s », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°27, Février 2020.
- FRISONE Gloria**, « L'isolement des immigrés vieillissants en Seine-Saint-Denis », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°43, Novembre 2022.
- GERBIER-AUBLANC Marjorie**, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°15, Mai 2018.
- IHADDADENE Florence**, « Le service civique par et pour les réfugié-es : l'intégration par le volontariat ? », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°42, Septembre 2022.
- N'NDE Pierre Boris**, « Environnement sécuritaire et transition humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°17, Mai 2018.
- SAHRAOUI Nina**, « Les associations face à une production structurelle de la vulnérabilité : comprendre la construction du risque de violences sexuelles et de genre pour les femmes exilées en Ile-de-France », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°36, Mars 2022.
- SOUKOUNA Sadio**, « De l'assistance à l'autonomisation : les trajectoires de (sur-)vie des réfugiés maliens au Burkina Faso », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°32, Février 2020.
- TABET Nicole**, « La sécurité d'occupation des logements de réfugiés syriens au Liban : étude du cas du programme d'aide à l'abri humanitaire Occupancy Free of-Charge dans la localité de Bar Elias (Bekaa) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°47, Décembre 2022.
- UWIZEYIMANA Émeline**, « La transition humanitaire dans un camp de réfugiés burundais », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°11, Février 2017.



# 5

## Favoriser le lien social

**Le lien social est au cœur des missions des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La Fondation ne l'aborde pas comme un objet de recherche spécifique mais l'appréhende dans une approche transversale pour l'ensemble de ses travaux. C'est en effet une notion incontournable pour les chercheurs qui travaillent sur l'action sociale et humanitaire. Ils l'exploitent dans leur analyse des facteurs de rupture, d'exclusion ou d'isolement, ainsi que dans leur observation des leviers de cohésion et les mécanismes de solidarité.**

Le lien social est un objet central de la sociologie depuis la création de la discipline, mais sa signification a évolué dans le temps. L'expression est « aujourd'hui employée pour désigner tout à la fois le désir de vivre ensemble, la volonté de relier les individus dispersés, l'ambition d'une cohésion plus profonde de la société dans son ensemble »<sup>1</sup>. Ces dernières années, il est pourtant davantage question de crises ou de ruptures des liens sociaux que de leur renforcement. De nombreuses études alertent sur la solitude et les situations d'isolement social, qui touchent un nombre croissant de personnes, jusqu'à près de 20% de la population française<sup>2</sup>. Ces mécanismes de rupture sont étroitement associés aux situations de précarité susceptibles d'affecter tous les publics (jeunes, familles monoparentales, enfants, personnes âgées ou malades). Le manque de relations, la difficulté d'accéder aux droits ou les inégalités peuvent abîmer les liens de confiance et de reconnaissance que les individus tissent entre eux et avoir des conséquences sur la santé des populations. Ces ruptures conduisent parfois aussi à des situations de grande exclusion, tel le sans-abrisme, qui demeurent difficiles à quantifier<sup>3</sup>.

Si la crise sanitaire et les confinements liés à la pandémie de COVID-19 ont récemment mis au jour l'importance du lien social, agir pour le maintenir ou lutter contre les conséquences de sa rupture n'est pas toujours une priorité des acteurs humanitaires ou sociaux. Or, le lien social peut être un rempart efficace à beaucoup de problèmes sociaux et sanitaires et un levier pour sortir des situations de vulnérabilité. Le renforcer amène à imaginer des nouvelles formes de solidarité, d'engagement et d'intégration qui s'opposent directement aux phénomènes d'isolement et d'exclusion. De plus, comme le démontrent les travaux du sociologue Serge PAUGAM, les liens sociaux n'apportent pas seulement une protection aux individus, mais également de la reconnaissance<sup>4</sup>. Dès lors, de nouvelles questions se posent : Comment repenser la relation d'aide pour recréer du lien ? Comment protéger tout en apportant de la reconnaissance ? Par quelles pratiques concrétiser ces notions ?

Enfin, au-delà des actions menées par les associations d'aide sociale ou humanitaire auprès d'un public extérieur, la notion de lien social s'applique aussi aux volontaires eux-mêmes. Leur bénévolat est pour eux créateur de lien social et la recherche de ce lien peut même être à l'origine de leur engagement. La crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 a vu un grand nombre de personnes s'engager dans des associations, notamment durant les confinements, et a confirmé, à l'instar d'autres crises, tout le bien-être social que le bénévolat peut apporter aux volontaires. Mais comment cet aspect de l'engagement évolue-t-il dans le temps ? Comment est-il vécu dans différents pays ? Et comment les organisations humanitaires tiennent-elles compte de ces enjeux en temps de crise pour autant répondre aux besoins des personnes accompagnées que des volontaires ?

## MIEUX COMPRENDRE : les situations de rupture du lien social

### 1. ISOLEMENT ET « BIEN VIEILLIR »

« **A**ujourd'hui, je le vois bien, les matahiapo [« aînés », en tahitien], ce sont les oubliés. Souvent, ils sont abandonnés par les familles. Quand je vois ça, je me dis... et moi ? Qui va s'occuper de moi ? »<sup>5</sup>

Asther, 58 ans, habitante des îles Australes,  
interrogée par la chercheuse **Lauriane DOS SANTOS**

**E**n France, les personnes âgées sont particulièrement touchées par l'isolement social, un phénomène mis en avant durant la crise du COVID-19. La Fondation a abordé ce sujet à plusieurs reprises avec des programmes de recherche dédiés. Ainsi, en Polynésie française, la chercheuse **Lauriane DOS SANTOS** a questionné l'expérience de la vieillesse dans le cadre des politiques de prise en charge élaborées par les pouvoirs publics. Depuis 1980, ce territoire est confronté au vieillissement continu de sa population et des mesures sont prises pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et leur aide par la famille. Lauriane DOS SANTOS relève trois risques sociaux inhérents à ce care familial : le confinement au foyer et à la famille augmente la précarité sanitaire ; les personnes âgées peuvent être délaissées au sein des logements familiaux ; et dans un contexte de précarisation, les familles peuvent exercer « une prédation économique » en accaparant les revenus sociaux de la vieillesse.

La chercheuse souligne aussi l'importance de la figure de l'aîné perçue comme une ressource sociale, économique et symbolique au sein de la famille. Associé à la transmission intergénérationnelle, participant à l'économie familiale et à la société en dehors de la famille, l'aîné a un rôle social qui permet d'assurer une protection face à la précarité et le maintien de liens sociaux multiples. En recueillant le point de vue des personnes âgées mais aussi des acteurs institutionnels et des aidants familiaux, cette recherche plaide donc pour la prise en compte du bien vieillir polynésien.

Le bien vieillir, c'est aussi ce que prône le sociologue **Louis BRAVERMAN**. Constatant les conséquences du manque de relations sociales chez les personnes âgées, le chercheur a étudié l'expérience « EHPAD hors les murs » et questionné les dispositifs de soutien à domicile et leur efficacité dans la lutte contre l'isolement. À travers l'analyse de deux dispositifs médico-sociaux d'accompagnement aux personnes âgées à domicile, il met en exergue les facteurs du bien-vieillir, notamment le maintien résidentiel, très important pour le sentiment de sécurité et de bien-être. En effet, ce maintien favorise l'ancrage des bénéficiaires dans leur environnement tout en permettant d'assurer un continuum de services de santé (qu'elle soit physique ou morale) qui crée du lien social. Pour conclure, le chercheur souligne que « bien vieillir chez soi » doit amener à renforcer des politiques publiques centrées autour de la participation sociale des personnes âgées.

Plus récemment, la Fondation a soutenu des projets portant sur l'isolement social en conditions d'exil, qui s'intéressent notamment aux personnes ayant dû quitter l'Ukraine. Dans la ligne de cette réflexion sur le « bien vieillir », le sociologue **Ludovic JOXE** analyse les continuités de soin en période de crise et les spécificités



de cette situation. Son objectif est d'interroger les dispositifs de prévention des risques sanitaires et la pertinence des « parcours de soin » lors de migrations internationales. Si l'expérience de la vieillesse se modifie selon les contextes et les modes de prise en charge, elle varie aussi selon les populations. **Armelle KLEIN**, dont la recherche a également été soutenue en 2022, éclaire l'expérience spécifique des réfugiés ukrainiens âgés. Son travail en contexte de crise se centre sur l'expérience du déracinement et de la vulnérabilité à ce moment de la vie.



**Armelle KLEIN**  
Docteure en sociologie

*La diversité des situations saute aux yeux après mes premiers entretiens. Mais tous ressentent une perte de repères et une forme de confusion. C'est pourquoi la question du lien social apparaît particulièrement sensible : comment la personne se saisit-elle des liens existants - famille, amis, compatriotes ? Quand on vient en famille, y a-t-il une place pour le développement d'une nouvelle sociabilité ? Les personnes trouvent-elles les ressources et les outils pour garder un contact avec le pays ? »<sup>6</sup>*

C'est pour répondre à cette dernière question que le sociologue **Emmanuel NIYONSABA** a mené une recherche sur l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les personnes âgées immigrées. En prenant en compte les spécificités de cette population, il montre que l'usage quotidien des TIC procure de nombreux avantages, en particulier le maintien des liens affectifs personnels mais aussi des liens culturels et, plus largement, des liens avec le pays.

*« J'ai mon neveu qui a toujours un téléphone avec lui, quand j'ai besoin, j'appelle et je lui dis de me passer ma mère. Elle [ma mère] dit souvent « mets la télévision pour que je te voie » (rires), en fait c'est la vidéo c'est ça qu'elle appelle la télévision. »<sup>7</sup>*

Monsieur L.S, 66 ans, raconte sa communication avec sa mère résidant en Côte d'Ivoire. Témoignage recueilli par Emmanuel NIYONSABA

Les TIC apparaissent ainsi comme une ressource pour le soutien et de bien-être. Cependant l'inégalité numérique, économique et les contraintes telles que les conditions précaires d'hébergement en limitent l'accès. Les migrants âgés doivent alors élaborer des stratégies et développer des astuces pour contourner ces difficultés et éviter l'isolement social.

## 2. EXCLUSION SOCIALE ET SANS-ABRISME

**Les conditions d'extrême précarité, comme l'absence d'abri ou d'hébergement permanent, exposent ceux qui les vivent à des situations d'exclusion et compromettent la satisfaction des nécessités de base telles que l'hygiène, une alimentation équilibrée ou les soins médicaux. Il existe un nombre limité de travaux analysant les mécanismes conduisant à ces situations et leurs conséquences sociales et sanitaires, mais l'on sait cependant que l'altération du « maintien de soi » engendre une exclusion sociale toujours plus importante.**

Partant de ce constat, le sociologue **Thibaut BESOZZI** s'est intéressé aux enjeux identitaires liés à l'expérience du sans-abrisme. La marginalisation et la stigmatisation que les sans-abris subissent de la part des personnalités politiques, des médias, de la société « bien-portante » et même des travailleurs sociaux et bénévoles affectent leur rapport au corps et leur santé. Dans un village de réinsertion à Nancy, le chercheur a observé et documenté la mise en œuvre de séances de soins esthétiques s'inscrivant dans un accompagnement social. Si ces soins répondent d'abord à des demandes de prise en charge physique par les personnes sans-abris, ils agissent en même temps sur leur rapport au corps, à leur apparence et à leur identité. Cette enquête souligne ainsi les apports de ce travail psychocorporel sur l'estime de soi et la dignité.

Comprendre les dispositifs à destination de ces publics, leurs apports et leurs limites est également l'objectif de **Julie DUFLOS**, docteure STAPS. Elle s'intéresse aux activités physiques et sportives comme moyen de lutte contre l'isolement social des jeunes sans-abris. Sa recherche analyse ce dispositif socio-sportif municipal innovant à Arras en France, et questionne sa capacité à participer à la quête de soi et d'un mieux-être de ces publics marginalisés et sans-abris. La question de la construction identitaire apparaît donc centrale dans ces conditions de survie physique et sociale. De son côté, **Ayoko Akouavi DOGBE FOLI** interroge l'expérience singulière des mineurs non-accompagnés (MNA) qui ont immigré sur le territoire français et n'ont ni référent parental ni représentant légal dans leur nouveau pays de vie. Pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) lorsque l'institution reconnaît leur minorité, ils et elles peuvent également se retrouver en situation de sans-abrisme. Ce projet de recherche documente la construction de leur personne dans ce contexte en s'interrogeant sur les réalités psychosociales et les représentations de soi (passées, présentes et futures) qu'ils développent.

L'accompagnement au logement et à la réinsertion est un sujet au cœur de cette dernière question. Prenant en compte les spécificités et la pluralité des situations des sans-abris, **Stéphanie ESPEJO ZEBALLOS** a étudié les effets de leur hébergement de longue durée pendant les confinements. Sa recherche ethnographique au Centre d'hébergement et d'assistance aux personnes sans-abris (CHAPSA) de Nanterre vise à analyser la manière dont les restrictions liées au COVID-19 ont transformé l'activité du centre. Elle souligne les bénéfices d'une prise en charge de longue durée, qui permettent un suivi médical continu et des activités socio-éducatives. Ce dispositif, développé durant la crise du COVID-19, a également donné aux hébergés le temps de se poser un temps nécessaire pour envisager des projets personnels et entamer les diverses démarches administratives préluces à leur réinsertion. La recherche de Stéphanie Espejo ZEBALLOS démontre l'importance centrale de l'écoute et de l'accompagnement, qui ont amélioré les relations mutuelles entre les personnels du CHAPSA et les accueillis et accéléré la sortie du dispositif de certains hébergés. Ce riche travail de terrain et d'analyse invite à la réflexion sur l'accompagnement des sans-abris et à l'innovation en proposant des pistes pour agir sur le lien social.

### 3. AGIR SUR LE LIEN SOCIAL

**Les expériences de précarité, les inégalités sociales et territoriales participent à affaiblir le lien social. Or, l'isolement relationnel a des impacts sur les conditions de vie et la santé mentale. Des initiatives solidaires sont mises en place pour prévenir ces conséquences. Outre la fourniture d'une protection ou de biens essentiels, elles offrent une reconnaissance aux personnes isolées en créant des interactions sociales qui permettent de dépasser stigmates et préjugés. Elles restaurent la dignité et l'estime de soi, réduisant ainsi les phénomènes de rupture du lien social et les situations de marginalisation et d'exclusion.**

La Fondation a soutenu plusieurs projets de recherche qui participent à comprendre ces expérimentations et leurs conséquences sur le lien social. Le travail de **Thibaut BESOZZI** documente et démontre ainsi les bénéfices de la socio-esthétique, des soins physiques qui s'accompagnent de soins psychologiques et d'un soutien permettant aux individus de retrouver leur dignité. Les histoires de vie de Caron, de Pépette et de Karine, racontées par le chercheur, illustrent les effets de cette restauration sur le corps, l'estime de soi et la capacité d'être en relation sociale. En portant leur attention sur les besoins des

personnes aidées ainsi que sur la reconnaissance de leur identité, les dispositifs de socio-esthétique agissent donc sur le lien social. Ils suscitent aussi désormais des initiatives comme celle des *beauty trucks*, des camions ambulants de soins esthétiques.

Un questionnement sur les processus de réparation et de reconnaissance qu'enrichissent également les travaux d'**Emmanuelle DURAND**. L'anthropologue interroge les pratiques et emplois du vêtement en situation de précarité, notamment liée aux parcours d'exils. Au travers d'une ethnographie et de l'animation d'ateliers, conduites au sein des vesti-boutiques de la Croix-Rouge, elle analyse les formes de (re)présentation de soi, les imaginaires vestimentaires, mais aussi la relation symbolique, affective et créative tissée autour du vêtement dans l'objectif de mieux comprendre les articulations entre les contraintes matérielles relatives au niveau de vie et la portée symbolique des désirs et des goûts. Se focalisant en particulier sur les publics d'exilés, cette recherche essaie également d'analyser les régimes de valeurs, les univers de sens ainsi que les codes culturels associés aux vêtements, dans le pays d'origine et dans le contexte français d'installation. Ainsi, dans le contexte de trajectoire de survie, de précarité, de pauvreté et/ou d'exil, ces réflexions permettent de penser l'importance des symboles pour tisser des relations de reconnaissance, d'écoute et de soin. L'accompagnement vestimentaire ainsi proposé s'inscrit au cœur des dispositifs de réparation du lien social.



*Ce projet propose d'explorer la relation symbolique, affective et créative tissée autour du vêtement en considérant les relations combinatoires entre, d'un côté, les contraintes matérielles relatives au niveau de vie et, de l'autre, la portée symbolique des désirs et des goûts. »*

**Emmanuelle DURAND**  
Docteure en anthropologie

Dans la même logique, des acteurs associatifs lancent d'autres initiatives, dédiées par exemple aux activités de bricolage ou de réparation, qui ont aussi un impact bénéfique sur le lien social. En 2023, en réponse à une proposition du programme Bénévo'Lab, la Fondation a lancé un appel à candidatures pour financer des projets de recherche permettant d'étudier le « Repair Lab Humanitaire Itinérant », un véhicule aménagé s'installant dans des lieux de vie informelle (squats, bidonvilles, campements, centres d'hébergement d'urgence).



La recherche permettra de documenter ce qui se joue dans l'acte de réparation, et quels sont les effets des activités de bricolage sur l'estime de soi et la santé mentale des personnes accompagnées. Ces questions invitent à une réflexion scientifique sur le dispositif afin d'en proposer des améliorations et d'en penser les limites en tenant compte des spécificités locales et des besoins des populations.

Par ailleurs, pendant l'épidémie de COVID-19 et les confinements, alors que de nombreuses personnes se sont retrouvées dans une situation d'isolement social et de solitude, le dispositif « Croix-Rouge chez vous » a été développé en France métropolitaine et dans une parties des territoires ultra-marins pour proposer des services de livraison et d'aide alimentaire, mais aussi créer du lien social avec les personnes isolées. Durant le premier confinement, au printemps 2020, une équipe du Centre Maurice Halbwachs a enquêté sur ce dispositif. Dans ce contexte général de fragilisation du lien social, les chercheurs mettent en avant les apports d'une écoute qui passe par la reconnaissance des besoins et des réalités des personnes. Ils pointent les difficultés rencontrées par les bénévoles face aux situations de précarité et d'isolement social et se concentrent sur leur point de vue et leur engagement. Ces volontaires témoignent ainsi du « sentiment d'exister » et des apports symboliques que leur offre leur mission. La recherche souligne donc les bénéfices mutuels qu'offre la relation d'accompagnement et de soin. Cette question du bénévolat comme vecteur de lien social interroge les chercheurs tout autant que les acteurs humanitaires.



©Georgia Red Cross Society - 2020

## MIEUX AGIR : travailler avec et sur les bénévoles

**C'est dans l'inconfort de ce nouveau champ de bataille que les bénévoles s'engagent pour être utiles aux autres à leurs côtés dans un idéal de justice sociale. « Seuls ceux qui sont assez fous pour penser qu'ils peuvent changer le monde y parviennent », disait Henry Dunant, fondateur de la Croix-Rouge. Cette folie est présente dans l'agir de nombreux bénévoles et constitutive d'un engagement réactif aux transformations de la société et soucieux de proposer une implication citoyenne, voir politique.<sup>8</sup>**

Le bénévolat est l'un des principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et ses millions de volontaires constituent sa clé de voûte et représentent sa plus grande source d'inspiration et d'innovation. En France, c'est grâce à ses 70 000 bénévoles que la Croix-Rouge française intervient chaque jour dans des domaines variés : action sociale, urgence et opérations de secours, prévention des risques, soutien psychologique... Qu'ils soient formateurs aux gestes qui sauvent, maraudeurs à la rencontre des personnes sans-abri, secouristes, animateurs jeunesse ou quêteurs d'un jour, tous contribuent, chacun à leur façon et conformément à l'objectif du Mouvement, « à prévenir et alléger les souffrances humaines », selon son principe d'Humanité.

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, tout comme de nombreuses autres organisations à travers le monde, doit néanmoins répondre à un certain nombre d'interrogations sur ses pratiques bénévoles. Les récents événements tels que la pandémie de COVID-19 ou la crise en Ukraine en ont nettement montré les limites et ont redonné une place centrale à certaines questions liées à l'engagement, qu'il s'agisse de la protection de la santé physique et mentale des bénévoles en période de conflits et d'urgences ou de l'encadrement des nouvelles formes de bénévolat, notamment des volontaires « spontanés ».

Plus largement, ces événements ont précipité un processus de mutation enclenché depuis quelques années, qui voit apparaître une population bénévole de plus en

plus jeune, à la recherche de missions souvent plus courtes, variées, concrètes, et de plus en plus « digitales » ou à distance. Où, comment et pourquoi les bénévoles s'engagent-ils aujourd'hui ? Comment les garder motivés et engagés dans nos actions ? Quelles nouvelles formes de bénévolat sont pertinentes pour le XXI<sup>e</sup> siècle ? Ce sont quelques-unes des nombreuses questions que le Mouvement se pose actuellement.

Pour y répondre, la Fondation a mené, en lien étroit avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, une revue de littérature qui couvre l'ensemble des travaux scientifiques sur le bénévolat. Coordonnée par le sociologue **Dan FERRAND BECHMANN** et **Louise BAUMANN**, doctorante en géographie humaine, cette revue fait apparaître le faible volume de recherche scientifique et académique en France « malgré le grand nombre et le rôle prépondérant et indispensable des bénévoles dans nos sociétés »<sup>9</sup>. Dans différents contextes, à différentes échelles et avec des points de vue variés, des travaux de recherche sont donc nécessaires pour documenter et analyser le bénévolat, ses implications, les réalités et facteurs d'engagement. C'est pourquoi la Fondation a soutenu de nombreux projets abordant indirectement ou directement cette question.

## 1. COMPRENDRE LES ENGAGEMENTS BÉNÉVOLES

**Les manières de s'engager, les éthiques à l'œuvre, ou encore le statut symbolique des bénévoles sont autant de questions de recherche posées par les différentes dynamiques du bénévolat. Dans sa recherche, Bénédicte BONZI examine les moteurs de l'engagement, les priorités des volontaires et les ruptures participant au désengagement. Ses résultats soulignent le sentiment d'utilité des bénévoles, l'envie d'acquérir les capacités de répondre à l'urgence et la dimension transcendante au cœur de leur engagement. La chercheuse montre que le bénévolat est perçu comme un moyen d'être, de se réaliser et de participer à un projet commun. Toutefois, si cette perception mobilise les individus et les engage à porter de l'aide aux autres, leur désir d'être utile ne se trouvent pas toujours satisfaits.**

“ **L**e désengagement des bénévoles survient quand ils se heurtent au mur de devoir se satisfaire de n'aider qu'une personne quand ils ont la conviction qu'il est possible de faire davantage<sup>10</sup>. »

Propos extraits de l'article de la chercheuse Bénédicte BONZI

Bénédicte BONZI identifie quatre moteurs de désengagement : la longueur du temps d'investissement, l'urgence face à un système de protection sociale en crise, le développement d'un mal-être et d'une culpabilité face à certaines situations rencontrées et enfin les désaccords internes liés au mode de gouvernance. Ainsi, elle montre la tension sous-jacente entre le bénévolat et l'utilitarisme, c'est-à-dire entre l'engagement pour les autres et l'engagement pour soi, une tension palpable dans bien des initiatives citoyennes.

## 2. DES INITIATIVES CITOYENNES POUR L'HOSPITALITÉ

**Si la notion d'hospitalité renvoie à l'idée de don et de réciprocité, elle englobe aussi la question des moyens sociaux et politiques nécessaires à sa mise en pratique. Au cœur des différentes définitions de ce terme se retrouve l'acte de recevoir et de protéger des individus, étrangers ou non. Pourtant, les conditions de survie des exilés rendent compte de leurs difficultés à s'intégrer dans leur nouveau pays et de certaines pratiques inhospitalières. En réaction, de nombreuses initiatives citoyennes se sont développées pour un accueil des arrivants plus digne, qui renouvellent aussi les questions relatives au bénévolat et à l'engagement.**

**M**arjorie GERBIER-AUBLANC a documenté et participé à ces initiatives citoyennes auprès des personnes en exil dans les camps de Calais et de Paris. Ses travaux interrogent les formes d'engagement et les mécanismes de solidarité développés. Elle décrit la façon dont cet engagement prend la forme d'un bricolage organisationnel qui résulte d'une « improvisation collective ». Dans la pratique, les « solidarités citoyennes » relèvent d'une coordination souple et artisanale, le recrutement est peu sélectif et la formation ajustée au fil des expériences. Dans ces engagements citoyens, l'action est d'abord guidée par une « éthique de la reconnaissance » qui passe par la création de liens, par une attention portée à la voix des migrants et par une valorisation de leurs capacités d'agir. Cet engagement pratique et éthique a cependant des conséquences sur le quotidien et l'ordinaire des volontaires. Leur parole, prise dans des logiques d'instrumentalisation et/ou de stigmatisation, est rendue difficilement audible. L'urgence et le manque d'espaces engendrent un épuisement physique et psychologique. De plus, les situations d'engagement total peuvent provoquer des interventions sans les compétences nécessaires qui prêtent le flanc aux critiques.



Comprendre comment se déploient les solidarités citoyennes est également l'objectif de la recherche de **Jordan PINEL**, qui analyse la particularité de l'accueil des exilés ukrainiens hors des grandes villes de France. Ses observations se focalisent sur l'hébergement et l'aide au logement qui leur sont destinés et questionnent leur pérennité, notamment dans les milieux ruraux. Cette recherche permet ainsi de mettre en lumière les rapports entre la société civile aidante et les acteurs institutionnels et comment ces liens peuvent évoluer afin de faciliter l'accueil et l'aide humanitaire, notamment dans les zones rurales et petites villes, mais également dans les périphéries des villes moyennes.

La question de l'hospitalité est également au cœur de la recherche de **Sadio SOUKOUNA**. Elle a documenté les trajectoires d'autonomisation des réfugiés maliens au Burkina Faso et l'importance des réseaux de sociabilité selon les communautés d'appartenance. Son travail ethnographique met en avant les capacités des personnes exilées et leur rôle actif dans leur trajectoire et l'organisation de l'hospitalité. Elle documente par ailleurs le rôle des réfugiés maliens au Burkina Faso en tant qu'intermédiaires de l'action humanitaire. Un rôle qui contribue à leur reconnaissance et qui est également réutilisé par les individus pour se reconvertir professionnellement ou pour améliorer leurs conditions de survie. Dans un contexte de rapport de pouvoir, de tension et d'inégalités produites par cette intermédiation, sa recherche montre les pratiques et stratégies adoptées par les exilés pour contourner « des dispositifs de tri migratoire, des règles et normes dictées par les politiques et institutions en charge de la gestion de l'asile au Burkina Faso »<sup>11</sup>.

Enfin, le projet de **Leila DRIF** documente également les enjeux du bénévolat des personnes migrantes. Après une enquête de terrain au Liban sur les programmes de bénévolat par et pour les réfugiés syriens<sup>12</sup>, elle interroge les spécificités du bénévolat des personnes migrantes dans le dispositif d'accueil en France. Elle développe une approche se focalisant sur la dimension sociale de l'insertion des bénévoles-migrants et les relations qu'ils tissent au sein des associations dans lesquelles ils interviennent. Plusieurs thématiques se dessinent, comme l'importance et la mise en œuvre du pouvoir d'agir, la « pair-aidance » et la double posture de bénévole-bénéficiaire. Des pistes de recherche qu'elle explore dans son enquête de terrain.

### 3. L'ACTION BÉNÉVOLE À L'ÉPREUVE DES CRISES

**En réaction à la crise du COVID-19 et à ses conséquences sociales, un nombre important de citoyens se sont engagés dans des activités bénévoles ou ont intensifié leurs activités. Toutefois, la pandémie a eu des effets et conséquences majeures sur l'engagement, mais également sur la santé et le bien-être des bénévoles. Dès mars 2020, la Fondation a lancé un appel à candidatures intitulé « Bénévoles en contexte épidémique », afin de comprendre, analyser et anticiper ces effets en France et à l'international.**

**Émilie MOSNIER** questionne les impacts psychologiques de cette crise sur les bénévoles de la Croix-Rouge en première ligne. Sa recherche décrit les stratégies d'adaptation adoptées et leur lien avec les représentations sociales, le risque d'épuisement professionnel et l'engagement bénévole. En comparant les conséquences et les évolutions de la crise sanitaire et sociale du COVID-19 à Marseille et en Guyane, elle met en avant la prégnance du sentiment d'utilité dans l'engagement. Se sentir utile durant la crise a participé, pour certains, à valider leur engagement. Elle constate, dans le même temps, des phénomènes de surinvestissement liés à un mécanisme de défense collective. L'urgence sanitaire et sociale a participé au développement d'un sentiment d'impuissance, voire de « fatigue de compassion ».

**Annabelle JACCARD** a également interrogé l'impact psychosocial de la crise sanitaire auprès des volontaires du Croissant Rouge aux Comores. Elle en montre les implications concrètes et le besoin d'une aide et d'un soutien psychosocial aux volontaires durant l'épidémie du COVID-19. Son enquête de terrain sur les trois îles comoriennes rapporte l'existence d'un stress aigu voire post-traumatique et d'un mal-être social et relationnel dû notamment au contexte de précarité. En effet, la crise sanitaire a fortement impacté les volontaires. Conflits internes, rejet des communautés, absence d'indemnisation en dépit des promesses, conditions de survie difficiles : les bénévoles ont dû trouver des moyens de faire face.

Le politiste **Foued NASRI** s'est posé la question des actions et pratiques des bénévoles sur les territoires qualifiés de « banlieues », durant les confinements en France. Dans certains quartiers de la banlieue lyonnaise, il observe et analyse les pratiques d'aide alimentaire mises en place dans et en dehors des associations traditionnelles. Il cherche ainsi à saisir le fonctionnement des réseaux locaux

d'entraide et leur articulation avec les différents acteurs humanitaires. Son enquête de terrain l'amène à considérer les enjeux liés à l'action collective et à l'aide alimentaire ainsi que la nature et la portée de ces initiatives. Ses résultats montrent notamment la centralité de certains personnages publics qui participent à la personnification des organisations. Ainsi, le chercheur rend compte d'un paradoxe entre le grand nombre de volontaires – nécessaire dans les distributions alimentaires – et leur invisibilité publique.

En prenant en compte les conséquences de cette crise sur les pratiques associatives et humanitaires, la géographe **Anaïs TROUSSELLE** s'est quant à elle intéressée spécifiquement aux activités d'aide aux migrants durant les confinements. Elle a mené une enquête collaborative pour comprendre comment les structures d'accompagnement des populations migrantes en France se sont adaptées à ce contexte spécifique. Son travail fait état d'un ensemble de changements des pratiques sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Une limitation des marges de manœuvre, la prégnance de nouvelles situations d'urgence, le développement de nouvelles situations de précarité et la réduction voire la rupture du lien social et du dialogue entre bénéficiaires et acteurs de l'associatif ont engendré de multiples stratégies d'adaptation. Les associations ont dû se saisir des outils numériques et du réseau inter-associatif. Certains effets d'aubaines en lien avec les financements ont également été identifiés. Cependant, les surcharges d'activités et la priorisation de l'urgence ont contribué à entraver leur travail et difficultés à maintenir un lien avec les acteurs externes, aggravation de certains rapports de force et de subordination et complexification des relations avec les administrations.

“ Les acteurs associatifs ont pu se sentir délaissés sur le terrain par leur hiérarchie ou les pouvoirs publics, alors qu'ils/elles étaient déjà confrontés avant la pandémie à un système migratoire coercitif restreignant leurs actions. »<sup>13</sup>

Propos extraits de l'article d'Anaïs TROUSSELLE

L'enquête participative d'Anaïs TROUSSELLE permet par ailleurs de saisir les bénéfices de la co-construction des savoirs et la nécessité d'organiser la réflexion avec les bénévoles et acteurs associatifs. Elle met en avant les apports de l'écoute, dont la mise en pratique au sein même de son enquête montre qu'une collaboration des acteurs associatifs avec la recherche leur permet d'améliorer leurs activités d'accompagnement.

## FOCUS

### Renforcer le lien recherche et société avec les volontaires : Bénévo'Lab

Les bénévoles et les salariés agissent au quotidien en première ligne face aux souffrances que la Croix-Rouge française a pour mission d'alléger. Ainsi, ils sont les mieux placés pour faire remonter les difficultés opérationnelles auxquelles ils sont confrontés sur le terrain. Afin de les accompagner sur le plan scientifique et dans leurs réflexions, la Fondation et la Croix-Rouge française ont lancé le programme « Bénévo'Lab » en 2020.

Chaque année, la Fondation lance un appel à propositions à destination de l'ensemble des volontaires de la Croix-Rouge française, pour recueillir leurs idées et de potentielles problématiques à explorer par les sciences sociales. Puis, les propositions les plus pertinentes sont choisies pour être transformées en un projet de recherche. Pour le mener, la Fondation sélectionne un chercheur, qui travaillera aux côtés des volontaires, et pourra alors participer à la réflexion sur les situations rencontrées et à l'élaboration de nouvelles pratiques.

“ Bénévo'Lab permet de faire un pas de côté, pour observer et analyser l'expérience de bénévoles de la Croix-Rouge sur tout le territoire, afin d'en tirer des enseignements voire des recommandations. Ce dispositif offre la possibilité de capitaliser sur les expériences de tous les bénévoles, qui peuvent être utiles en retour à tous les bénévoles. »

**Benoît PRIEUR**, bénévole de la Croix-Rouge française et lauréat du programme « Bénévo'Lab »

Ainsi, depuis 2020, la Fondation Croix-Rouge a lancé quatre éditions de son programme Bénévo'Lab, et reçu plusieurs dizaines de propositions émanant de bénévoles ou de salariés de la Croix-Rouge française, sur des sujets divers et variés. Au total, ce sont sept projets de recherche qui ont été financés et conduits sur des problématiques co-construites avec les volontaires.

Depuis 2023, la Fondation a mis en œuvre un partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH SUD), afin de pouvoir répondre à davantage de sujets grâce à la collaboration avec des enseignants-chercheurs et étudiants.



## ZOOM CHERCHEUR

Retour  
d'expérience sur  
Bénévo'Lab


Bénévo'Lab  
la recherche pour tous

La recherche de **Thibaut BESOZZI**, destinée à évaluer dans quelle mesure une intervention socio-esthétique permettrait de participer à la réappropriation de soi, tant corporelle qu'identitaire, de personnes sans-abris, a été conduite dans le cadre de Bénévo'Lab.

Au terme de l'appel à propositions lancé en 2021 auprès de tous les bénévoles et salariés de la Croix-Rouge française, un projet proposé par une bénévole de Montauban, Ibtissame AZRAÏBI, et questionnant les conditions du succès d'une intervention socio-esthétique auprès des sans-abris a été retenu et proposé ensuite à la communauté scientifique via un appel à participation. Pour que, à travers cette bénévole, les femmes et les hommes engagés au quotidien sur le terrain bénéficient des résultats de la recherche, et que leur action au service des plus vulnérables en soit renforcée, Thibaut BESOZZI, chercheur de cet appel, a conduit ses travaux en lien direct avec la bénévole à l'origine de ce projet.

*« C'était un format de travail original et nouveau pour moi, même si dans le cadre de mes recherches j'ai toujours une volonté de travailler avec les acteurs de l'opérationnel, institutionnels ou associatifs. Mais finalement rarement les bénévoles. »*

*Ce qui était très intéressant d'abord, c'était la possibilité d'accéder facilement au terrain, grâce à Ibtissame, que j'ai pu rencontrer à Toulouse et Montauban. Esthéticienne de profession, elle a d'une part une expérience professionnelle dans l'esthétique, et d'autre part une expérience en tant que bénévole depuis de nombreuses années à la Croix-Rouge, où elle fait des maraudes, intervient dans des accueils de jour, pratique déjà un petit*

*peu les soins esthétiques auprès des sans-abris qui sont demandeurs dans un accueil de jour. Ibtissame m'a ouvert aussi des moments d'observation. J'ai pu l'observer dans sa pratique pour voir ce qui se joue dans la relation aux sans-abris, le rapport au corps, à travers les soins esthétiques qu'elle leur prodigue. Ce que je retiens ensuite c'est la co-construction de la recherche avec cette bénévole. Quand on fait de la recherche, et qu'on pratique l'ethnographie, on sait qu'il existe des savoirs théoriques, des savoirs conceptuels, qui sont dans les livres, et puis qu'il existe aussi des savoirs qu'on qualifie de « pratiques », « indigènes » ou encore « d'expérience ». Par nos échanges, Ibtissame a pu me faire bénéficier de son savoir professionnel, expérientiel pour construire le questionnement relatif à cette recherche. Bien sûr cela soulève quelques difficultés évidemment. Il faut savoir s'entendre, entre ces savoirs théoriques et ces savoirs pratiques. Il faut trouver des liaisons, un chemin commun pour se comprendre, il y a des choses qu'il faut traduire d'une certaine manière. Mais grâce à elle j'ai pu comprendre en amont ce qui était à l'origine de son questionnement, ce qu'elle attendait de cette recherche, et mener ce travail sans être déconnecté de la pratique et du terrain de ses interventions.*

*Enfin, je garde de cette expérience la possibilité de discuter des analyses que je proposais et de retravailler les résultats avec Ibtissame. On est vraiment dans une co-construction en amont et en aval, de l'origine jusqu'aux résultats »*



**Thibaut BESOZZI**  
Docteur en sociologie

## RÉFÉRENCES

**1** PAUGAM, Serge, « Introduction », dans PAUGAM, Serge (éd.), *Le lien social*. Paris : Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2022, p.3.

**2** CREDOC, Fondation de France, *Les solitudes en France*, 2022.

**3** La dernière enquête de l'INSEE, datant de 2012, dénombrait 81 000 personnes sans-domicile fixe accompagnées de 31 000 enfants dans les communes de plus de 20 000 habitants. Voir « Enquête auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou de distribution de repas – 2012 » Insee Première n°1455, « L'hébergement des sans-domicile en 2012 », juillet 2013. En 2022, la Fondation Abbé Pierre estimait dans son rapport annuel à 300 000 le nombre de personnes privées de domicile fixe, dont environ 27 000 sans-abris.

**4** PAUGAM, Serge, *L'Attachement social : Formes et fondements de la solidarité humaine*, Seuil, 2023.

**5** DOS SANTOS, Lauriane, « Vieillesse : les limites du soutien familial », *Fondation Croix-Rouge française, Pratiques & Humanités*, n° 18, Décembre 2022, p.2.

**6** KLEIN, Armelle, « Zoom recherche », *Fondation Croix-Rouge française* [en ligne].

**7** NIYONSABA, Emmanuel, « Usages des TIC par les migrants âgés vulnérables : enjeux de soutien du bien-être », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, p.6.

**8** BONZI, Bénédicte « Le meilleur des hommes est le plus utile aux autres, Quand le désir d'être utile se heurte à l'utilitarisme », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n° 41, Septembre 2022, p.15.

**9** FERRAND-BECHMANN, Dan, BAUMANN, Louise « La recherche sur le bénévolat en France et dans le monde », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation. Regard sur la littérature*, n° 1, Février 2023, « Avant-propos », p.5.

**10** BONZI, Bénédicte, Ibid. p.15

**11** SOUKOUNA, Sadio, « Politiques d'accueil et travail humanitaire des réfugiés maliens au Burkina Faso », *Migrations Société*, 2022/2 (N° 188), p.153-168.

**12** DRIF, Leila. « Être réfugié et « volontaire » : les travailleurs invisibles des dispositifs d'aide internationale », *Critique internationale*, vol. 81, no. 4, 2018, pp. 21-42.

**13** TROUSSELLE, Anaïs, « COVID-19, associations et migrations », *Fondation Croix-Rouge française, Pratiques&Humanités*, n° 3, Mars 2022, p.1.

■ Références issues de la Fondation Croix-Rouge française

## LISTE DES PAPIERS DE LA FONDATION

**BONZI Bénédicte**, « Le meilleur des hommes est le plus utile aux autres. Quand le désir d'être utile se heurte à l'utilitarisme », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°41, Septembre 2022.

**BRAVERMAN Louis**, « Les dispositifs renforcés de soutien à domicile : quels apports à la lutte contre l'isolement ? », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°39, Septembre 2022.

**DOS SANTOS Lauriane**, « Vieillir en famille. Une sociologie des risques sociaux associés au care familial en Polynésie française », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°53, Juin 2023.

**FERRAND-BECHMANN Dan**, « La recherche sur le bénévolat en France et dans le Monde », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°1, Février 2023.

**GERBIER-AUBLANC Marjorie**, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°15, Mai 2018.

**MOSNIER Émilie et NEVISSAS Olivia**, « Expériences, perceptions et ressources face à l'épidémie de COVID-19 chez les bénévoles de la Croix-Rouge française », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°49, Décembre 2022.

**SOUKOUNA Sadio**, « De l'assistance à l'autonomisation : les trajectoires de (sur-)vie des réfugiés maliens au Burkina Faso », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°32, Février 2020.

**TROUSSELLE Anaïs, LACRAMPE-CAMUS Itane, CORTES Geneviève, JOUHANNEAU Cécile**, « Pratiques associatives d'aide aux personnes migrantes face à la COVID-19 : adaptations, ruptures et besoins renforcés », *Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation*, n°35, Mars 2022.



© Alex BONNEMAISON



# 6

## Consolider l'utilité sociale de la Fondation

### L'UTILITÉ SOCIALE DE LA FONDATION

Reconnue d'utilité publique, la Fondation est par définition tenue de développer ses missions sous la notion d'utilité sociale. Pensée comme un pont entre chercheurs et acteurs, ou bien un « tiers-lieu » de savoir connectant monde académique et société civile, la Fondation a dû constamment innover, se réinventer et adopter de nouvelles approches pour remplir ces objectifs, et renforcer l'utilité de la recherche qu'elle produit comme pilier majeure de son utilité sociale.

#### 1. MESURER L'UTILITÉ SOCIALE DE LA RECHERCHE

Ces dernières années, la Fondation a initié un processus visant à évaluer son utilité sociale, en poursuivant les réflexions entreprises les années antérieures. Au moyen de multiples consultations internes et externes, ainsi que de recherches documentaires, la Fondation a notamment adopté une série de positionnements méthodologiques, ainsi qu'une première définition de son utilité sociale, qui lui permettra de conduire une évaluation régulière. La Fondation a défini son utilité sociale de la manière suivante :

Le fait de soutenir la recherche en sciences sociales de haut niveau, dédiée aux besoins humanitaires et sociaux et menée par des chercheurs au plus près des crises, dont les résultats sont largement diffusés, débattus, et contribuent à la transformation des pratiques.

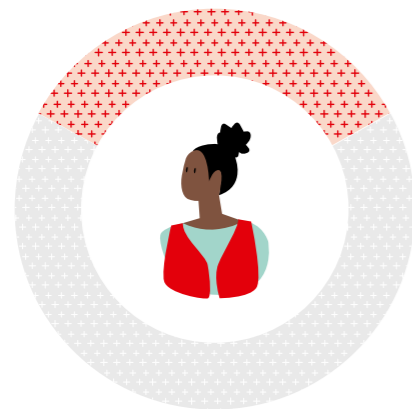
La démarche de mesure de l'utilité sociale a soulevé diverses questions et a nécessité de clarifier la position de la Fondation sur plusieurs éléments essentiels. Certaines de ces questions englobent des débats plus vastes liés à la signification des termes et aux théories sous-jacentes.

La Fondation a alors formulé plusieurs choix :

- Préférer la notion d'utilité sociale à celle d'impact social car elle est plus large, et englobe un « ensemble d'effets sur l'économie et la société »<sup>1</sup>, s'intéressant tant aux processus de production, qu'aux résultats des activités ;
- Mesurer l'utilité de la recherche qu'elle produit et diffuse, à travers des indicateurs classiques issus du monde académique mais également à travers des indicateurs développés sur mesure pour l'action humanitaire et sociale, en cohérence avec ses statuts.
- Mesurer les effets des activités de recherche sur la planification stratégique et opérationnelle, en vertu de l'appartenance de la Fondation au Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, qui place les personnes vulnérables et le développement humain au cœur de son engagement.

## 2. CO-CONSTRUIRE : DÉVELOPPER DES PROJETS DE RECHERCHE SUR MESURE

Pour garantir l'utilité de la recherche, la Fondation encourage depuis plusieurs années des programmes de recherche co-construits avec les acteurs humanitaires et sociaux, dont la Croix-Rouge française. Cela implique de collaborer dès le début avec les opérationnels pour définir les questions qui guideront les chercheurs. Cette approche permet de bénéficier de leur expertise et de leur expérience, tout en favorisant leur engagement continu dans le projet et leur appropriation des résultats.



Depuis 2018  
**1/3**  
des recherches menées  
sont directement initiées  
par le Mouvement  
international de  
la Croix-Rouge et du  
Croissant-Rouge

### FOCUS PROJET RCRC\* JOINT PROGRAMME

#### Le projet MIGRALIM : repenser l'aide alimentaire

En 2018, la Croix-Rouge française a initié une réflexion sur l'aide alimentaire destinée aux populations migrantes, en particulier en Île-de-France. Des études préalables avaient en effet signalé des inégalités d'accès à la santé et des situations de précarité liées à divers facteurs tels que les barrières linguistiques, culturelles et à des conditions de vie difficiles. Dans ce contexte, garantir un accès à une alimentation adéquate et équilibrée était à la fois un enjeu de santé publique et un véritable défi.

Pour mieux adapter l'aide fournie et les activités bénévoles, la Croix-Rouge française a décidé de soutenir une recherche visant à comprendre le rôle de l'aide alimentaire dans le parcours des nouveaux arrivants en France métropolitaine. L'objectif était également de saisir les habitudes culturelles des populations migrantes et d'identifier leurs besoins spécifiques. Par exemple, il s'agissait de déterminer s'il était préférable de distribuer des repas chauds ou des colis alimentaires, ainsi que les endroits et les moments propices pour la distribution. La question des types d'aliments et d'assaisonnements à inclure était également à considérer.

Anthropologue spécialiste de l'alimentation, **Estelle FOURAT** a alors été sélectionnée et soutenue par la Fondation pour conduire une recherche-action à Paris auprès de migrants, en participant elle-même à de nombreux dispositifs d'aide alimentaire. Une collaboration avec les équipes de la Croix-Rouge régulière, dans le respect de l'indépendance de la chercheuse.

Ses résultats ont conduit à des ajustements dans la manière dont l'aide alimentaire est fournie. Par exemple, elle a démontré que l'utilisation d'assaisonnements grâce aux condiments, tels qu'épices ou bouillons, permet d'adapter les saveurs en fonction des préférences et habitudes alimentaires, ce qui encourage l'appropriation de l'aide. De plus, elle souligne dans ses résultats la nécessité de repenser l'aide alimentaire dans un cadre plus global d'accompagnement social. Cela implique la transformation des dispositifs existants, en un véritable « accueil alimentaire » tenant compte des dimensions non seulement nutritionnelles, mais également socioculturelles et matérielles de l'alimentation pour qu'elle soit adaptée aux besoins spécifiques des populations.

<sup>1</sup> GADREY, Jean, PERRIN, Christelle, BENZAFARA, Manel, « Réalités et enjeux de l'utilité sociale et des indicateurs d'utilité sociale pour les organisations sociales et solidaires », Gestion et Management public, vol.5, n° 2, 2016, p.60.

\*Red Cross Red Crescent



### 3. DIFFUSER : UNE PALETTE ÉDITORIALE DIVERSIFIÉE, POUR TOUS LES PUBLICS

**Renforcer l'utilité de la recherche, c'est d'abord et avant tout la diffuser au plus grand nombre, et la rendre accessible à tous. Ainsi, afin de valoriser les savoirs produits par les chercheurs soutenus, la Fondation a développé plusieurs projets éditoriaux, adaptés à chaque public.**

#### Partager les savoirs produits avec la communauté scientifique

##### Les Papiers de la Fondation

Collection d'articles scientifiques de la Fondation, les Papiers sont rédigés par ses chercheurs lauréats, dans lesquels ils présentent les résultats de leur recherche. Ils sont ensuite diffusés en accès libre selon la notion de bien commun et traduits en anglais pour contribuer aux débats internationaux.

Plus de  
**50**  
numéros  
publiés des « Papiers  
de la Fondation »

##### La collection « Devenir humanitaire »

Cette collection, dirigée par la Fondation en partenariat avec les éditions Karthala, rassemble une série d'ouvrages bilingues basée sur les débats et discussions issus des séminaires et des conférences que la Fondation a organisés dans des pays concernés par une ou des crises humanitaires. Grâce au réseau de diffusion des éditions Karthala, ces ouvrages sont disponibles en France, mais également dans de nombreuses librairies d'Afrique francophone. La plupart d'entre eux ont été réalisés en collaboration avec l'IRD.

**5**  
volumes  
publiés aux  
Éditions Karthala

##### Encourager les publications académiques

Au-delà de ses propres publications, la Fondation encourage les chercheurs soutenus à publier leurs travaux dans des revues à comité de lecture. Cela permet une meilleure diffusion au sein de la communauté académique, mais également de démontrer leur qualité et d'asseoir leur crédibilité scientifique.

Plus de  
**20**  
publications  
dans des revues  
à comité de lecture

#### Diffuser les connaissances auprès de professionnels et des décideurs

##### La série « Pratiques & Humanités »

La série « Pratiques & Humanités » regroupe des documents synthétiques, visant à communiquer les résultats des recherches soutenues sous la forme d'un feuillet de 4 pages. Elle a pour objectif de rendre ces résultats plus accessibles, dans un style clair, sans emploi de jargon ou de termes trop théoriques, et avec une attention portée aux applications pratiques des résultats des recherches pour les acteurs humanitaires ou sociaux.

**26**  
numéros  
publiés dans la  
série « Pratiques  
& Humanités »

##### La revue collective « Alternatives Humanitaires »

« Alternatives Humanitaires » est une revue bilingue à vocation internationale, créée par plusieurs fondations, dont la Fondation Croix-Rouge française. Enrichie par un vaste réseau d'universités et d'institutions partenaires, elle garantit par son Comité éditorial l'indépendance de publication et s'engage à l'accès libre de ses articles dans leur version bilingue. Cette revue de débat et de recherche sur l'humanitaire paraît trois fois par an, et ses articles sont accessibles en ligne.

**23**  
numéros  
publiés  
depuis 2016

#### Porter la voix des chercheurs dans le débat public

##### Le podcast « En-Quête d'Humanité »

À l'occasion de ses 10 ans, la Fondation a lancé une série de podcasts, « En-Quête d'Humanité ». Des podcasts qui invitent des chercheurs à partager leurs résultats sur les causes, la prévention et la réduction des souffrances humaines. Un format innovant, qui humanise la recherche et rend les résultats plus accessibles.

**9**  
épisodes  
produits entre  
2022 et 2023



## 4. DÉBATTRE : DES ÉVÉNEMENTS RASSEMBLEURS

La Fondation s'engage, depuis 10 ans, pour créer des espaces de discussion et de débat autour des enjeux prioritaires de l'action humanitaire et de l'action sociale. Elle a organisé plusieurs dizaines d'événements d'ampleur, en France et à l'international, rassemblant chercheurs, représentants de la société civile et acteurs institutionnels.



© Virginie TROIT

### « La Conférence internationale » : pilier du programme Transition humanitaire

Chaque année, la Fondation organise une conférence internationale dans l'une des régions prioritaires de recherche. Cet événement rassemble des acteurs locaux et internationaux du domaine de l'aide humanitaire et sociale, ainsi que des chercheurs, des étudiants, des représentants gouvernementaux et des agences des Nations unies dans le pays concerné. En réunissant environ une centaine de participants autour de tables rondes axées sur des sujets spécifiques, ces conférences servent de plateforme pour discuter des réalités et des enjeux propres à la région. Elles favorisent également des échanges entre différents types d'acteurs et encouragent des discussions qui transcendent les échelles d'intervention.

### « Les Rencontres de la Fondation » : moment de partage des promotions

Organisées à Paris, les Rencontres visent à rassembler les chercheurs soutenus par la Fondation, et des professionnels de l'action humanitaire ou de l'action sociale. Il s'agit donc d'une journée de restitution et d'échanges sur les thèmes qui animent l'action de la Fondation, autour des travaux portés par les chercheurs lauréats des bourses.

### « L'Instant recherche » : webinaire francophone international

Afin de poursuivre sa mission de susciter le débat entre chercheurs, représentants de la société civile et acteurs institutionnels en la période de crise sanitaire, la Fondation a créé en 2020 un nouvel événement en visioconférence, « L'Instant recherche ». Permettre la rencontre et le dialogue entre des spécialistes engagés, favoriser un échange ouvert, libre et exigeant, où la diversité des savoirs, des pratiques et des principes est aujourd'hui une nécessité.

### « La Pause culture recherche » : rendez-vous de culture scientifique au Campus Croix-Rouge

Afin de promouvoir les liens et les interactions entre les acteurs humanitaires et les chercheurs, la Fondation a créé en 2022 un nouvel événement avec la Croix-Rouge française et le 21 (accélérateur d'innovation sociale de la Croix-Rouge française) « La Pause Culture Recherche ». Notre ambition est d'incarner de manière concrète le lien entre recherche et société, au travers de retours d'expérience et de collaboration entre chercheurs, acteurs humanitaires et sociaux ou encore d'artistes.

## 5. INNOVER : LES ATELIERS POST RECHERCHE ET D'INNOVATION SOCIALE - APRIS

**Après 10 ans de soutien à la recherche et sur le constat que l'assimilation des preuves scientifiques ne va pas de soi, la Fondation a souhaité aller plus loin dans le transfert des connaissances et dans l'accompagnement à l'innovation sociale. En effet, l'utilisation concrète des résultats de recherche n'est pas toujours évidente, et demeure le fruit d'un processus complexe, impliquant les chercheurs et les organisations, tant à leur niveau institutionnel qu'opérationnel.**

Comment transformer les résultats de recherche en pratiques et programmes opérationnels innovants ? Comment transférer les connaissances acquises à ceux en position de les mettre en œuvre ? Comment accompagner les acteurs humanitaires et sociaux dans leur démarche d'innovation ?

Pour relever ces défis, la Fondation a lancé en 2023 la démarche des « ateliers post-recherche et d'innovation sociale (APRIS) ». Cette initiative est mise en œuvre à travers deux projets-pilotes, au Niger et en France. L'objectif est de développer une méthodologie, en plusieurs étapes (revue documentaire, entretiens préparatoires, sessions d'intelligence collective, etc.). Il s'agit ainsi pour la Fondation de passer d'une logique « classique » d'appui à la production, puis à la valorisation de la recherche, à une démarche plus ambitieuse de recherche et d'innovation sociale issue des résultats de la recherche.



## Le projet PROGRESS et le premier atelier APRIS

Entre 2020 et 2022, la Fondation a conduit un projet de recherche directement imbriqué au « Programme Régional Genre Santé Sahel (PROGRESS) » mis en place par la Croix Rouge française, en partenariat avec la Croix-Rouge nigérienne, la Croix-Rouge malienne et le Croissant-Rouge mauritanien. Ce dernier a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la santé maternelle et infantile, de la santé sexuelle et reproductive et de la Planification Familiale des populations de trois zones de trois pays différents.

La Fondation a soutenu le projet MIRE3S (« Renforcer les micro-réformes endogènes pour améliorer les services de santé sexuelle et reproductive dans trois pays du sahel »), conduit par le LASDEL, pour accompagner le programme PROGRESS. Ce projet, orienté sur différents axes scientifiques, a permis de fournir aux Sociétés nationales impliquées de nouvelles connaissances des contextes dans lesquels ils interviennent, permettant de repenser ou de construire de nouvelles modalités d'intervention.

En mai 2023, la Fondation a organisé, en partenariat avec la Croix-Rouge nigérienne et la Croix-Rouge française, le premier « Atelier post-recherche et d'innovation sociale » (APRIS) à Niamey. Il a rassemblé une quinzaine d'acteurs, de différentes Sociétés nationales occupant des fonctions variées (coordinateurs de projet, référents techniques, volontaires...) sur différents territoires.

Cet atelier pilote a permis plusieurs avancées. D'une part, il a révélé les impacts observés de la collaboration entre chercheurs et acteurs humanitaires. En effet, les résultats de recherche ont permis de renforcer la connaissance et la compréhension des normes et dynamiques locales, aboutissant à approfondir et ajuster certaines activités du programme. Par exemple, les formations « soins respectueux et humanisants », destinées aux agents de santé, ont été adaptées afin de permettre une prise en compte des situations de violences basées sur le genre documentées par les chercheurs.

En outre, cet atelier a permis de réviser la stratégie de mobilisation communautaire de PROGRESS à Zinder au Niger. En prenant en considération toutes les contributions et conclusions du rapport MIRE3S présentées, les participants ont examiné en détails les messages clés à aborder à travers les différents canaux et activités de communication tels que les émissions radio, les caravanes et les « causeries ». Ces messages visent à influencer les normes et dynamiques sociales qui affectent la santé des femmes et leur capacité à décider des questions qui déterminent leur droit à la santé. Suite à la présentation de ces messages clés, les participants ont procédé à un vote pour déterminer les messages les plus pertinents. Des informations qui seront intégrées dans la version révisée de la stratégie de mobilisation communautaire.



© Julien ANTOULY

## 6. LE COLLECTIF : LE CONSORTIUM RC3

**Au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Fondation joue un rôle actif dans l'établissement de réseaux de recherche et la création d'un agenda de recherche partagé et collaboratif. En collaboration avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge (FICR) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), elle a apporté son soutien au développement du Consortium RC3 (Consortium de recherche de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge). Depuis 2019, elle participe également au Comité de pilotage de ce consortium.**

### Le Consortium RC3 : rassembler les centres et les talents de recherche de tous les continents

Créé en 2019, le Consortium RC3 est un réseau ouvert et volontaire regroupant les centres et entités de recherche qui existent au sein du Mouvement. Les membres du RC3 ont pour premier critère d'éligibilité le devoir de se consacrer entièrement ou partiellement à la conduite et à la promotion de la culture de la recherche dans le domaine humanitaire. Les membres du RC3 travaillent ensemble au service de l'ensemble du Mouvement international. L'objectif est d'intégrer la recherche au développement des objectifs, des missions et des cadres stratégiques de la FICR et du CICR.

### Une volonté de faire avancer les pratiques avec la science

Centres, fondations, départements de recherche, académies, hubs et laboratoires, aujourd'hui, ce sont dix-huit entités qui se sont alliées au sein du RC3, leur diversité méthodologique, géographique et thématique faisant leur force, pour collaborer sur les grands défis du Mouvement, notamment la santé, les migrations, le changement climatique ou les catastrophes naturelles. Ils fournissent aux Sociétés nationales de nombreuses ressources : contenus scientifiques, outils éditoriaux, analyses, organisation d'événements et de formations et contribuent à développer au sein du Mouvement une culture scientifique forte, ancrée dans une approche centrée sur les personnes les plus concernées par ses missions.

### Une définition de la recherche

Les membres du RC3 définissent la recherche comme un processus de réflexion scientifique sur une question liée à des problèmes humanitaires. L'objectif est de générer de nouvelles connaissances et de développer des recommandations pratiques. Les activités de recherche peuvent être menées en collaboration avec des partenaires universitaires, des ONG ou des cabinets d'expertise. Les recherches discutées par les membres puis publiées doivent, par leur approche scientifique, servir le Mouvement et promouvoir des débats stratégiques à la hauteur des enjeux socio-humanitaires contemporains.



© Camille RAILLON



## La première Nuit Blanche de la recherche du Mouvement



Organisée conjointement par le Consortium RC3 de recherche de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (RC3) et l'Alliance Mondiale pour le volontariat de la FICR, la première édition de cet événement en mars 2023 fut un franc succès avec plus de 500 salariés et volontaires du monde entier connectés dans tous les continents.

Rassemblant chercheurs et volontaires (bénévoles et salariés) du Mouvement pendant 24h (*around the globe et around the clock*) cette édition était consacrée aux pratiques bénévoles et au futur du volontariat.

**Où et comment** les bénévoles s'engagent de nos jours ?

**Qu'est ce qui** conditionne leur participation ?

**Comment** faire pour qu'ils restent motivés et engagés dans les actions du mouvement ?

**Comment** pouvons-nous protéger leur santé mentale et physique durant les conflits et les urgences ?

**Quelles** nouvelles formes de bénévolat sont pertinentes au 21<sup>e</sup> siècle ?

## LES MEMBRES DU RC3

### Membres actifs :

- Académie du Croissant-Rouge turc (Turquie)
- Centre mondial FICR de préparation aux catastrophes (États-Unis)
- Centre interaméricain pour le développement du volontariat de la FICR (Amériques)
- Centre de recherche opérationnelle et d'expérience du CICR (CORE) (Suisse)
- Centre international des affaires humanitaires (Kenya)
- Centre mondial FICR pour le climat (Pays-Bas)
- Centre PIROI (Saint-Denis de La Réunion)
- Centre mondial de référence pour les premiers secours (France)
- Centre de résilience aux catastrophes de l'Asie-Pacifique (Corée du Sud)
- Centre de référence pour la gestion des risques de catastrophes de la Croix-Rouge des Caraïbes (Caraïbes)
- Croix-Rouge allemande (Allemagne)
- Croix-Rouge canadienne (Canada)
- Croix-Rouge norvégienne (Norvège)
- Fondation Croix-Rouge française (France)
- Observatoire humanitaire de la Croix-Rouge argentine (Argentine)
- Laboratoire mondial de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur les migrations (Australie)
- Revue internationale de la Croix-Rouge (Genève)
- 510, initiative de la Croix-Rouge néerlandaise (Pays-Bas)

### Membres associés :

- Centre de référence sur les moyens de subsistance (Espagne)
- Centre psychosocial de la FICR (Danemark)

## NOS PARTENAIRES

Depuis 2013, le Fonds Croix-Rouge française et par la suite la Fondation Croix-Rouge française ont mis en place des partenariats solides avec une grande variété d'acteurs : fonds de dotation, fondations, entreprises, institutions nationales et internationales, monde humanitaire et associatif. Tous partagent l'ambition de repenser les réponses apportées aux crises humanitaires et sociales par une science de terrain.

Que l'appui soit financier, organisationnel ou de prestation de service, en France ou à l'international, chacun à sa manière apporte sa contribution pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables, dans un esprit d'apprentissage mutuel et de partage des compétences.

La Fondation tient à remercier chaleureusement ce réseau de partenaires fidèles.

### Partenaires scientifiques et pédagogiques

- Centre de recherche et d'action pour la Paix (CERAP)
- Centre Maurice Halbwachs (CNRS/EHESS)
- École des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- École des hautes études en santé publique (EHESP)
- Institut Pasteur
- International Humanitarian Studies Association (IHSA)
- Institut d'études politiques de Madagascar
- Institut d'études politiques de Paris
- Institut de recherche pour le développement (IRD)
- ISTE Business School Paris
- Paris School of International Affairs (PSIA)
- Sup de Création - Groupe INSEEC
- Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC)
- Université de La Réunion
- Université Saint-Joseph de Beyrouth
- Université Senghor d'Alexandrie
- Université Ben Gurion du Negev (Israël)

### Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

- Croix-Rouge française
- Croix-Rouge andorrane
- Croix-Rouge camerounaise
- Croix-Rouge canadienne
- Croix-Rouge kenyane
- Croix-Rouge américaine
- Croix-Rouge suédoise
- Croix-Rouge haïtienne
- Centre mondial de référence des premiers secours de la FICR
- Centre du climat de la FICR
- Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)
- International Centre of Humanitarian Affairs (ICHA)
- Red Cross Red Crescent Research Consortium (RC3)

### Partenaires institutionnels

- Agence française de développement (AFD)
- Agence universitaire de la Francophonie (AUF)
- Gouvernement princier de Monaco
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (Centre de Crise et de Soutien)

### Fonds, fondations et entreprises

- Fonds Axa pour la Recherche
- Fonds Compagnie Fruitière
- Fonds de dotation Claire et François pour l'Enfance
- Fondation Crédit Coopératif
- Fondation Christophe et Rodolphe Mérieux
- Fondation Mines Paris-Tech
- Fondation Décathlon
- Fondation Solimut
- Fondation de l'avenir pour la recherche médicale
- Fondation de France
- Fondation Nestlé
- Groupe AGIRC-ARRCO
- Groupe Vyv
- Groupe Sanofi (Opella Healthcare France)
- Groupe Unilever (Signal, Unilever France)

### Partenaires médias et images

- Alternatives Humanitaires
- Éditions Karthala
- Frédérique JOUVAL
- Hannah REYES MORALES
- Le Monde diplomatique
- Radio France International (RFI)
- The Conversation
- William DANIELS

### Mécènes

- Agence Hého
- Agence Hungry and Foolish
- Agence Sixtine
- Bad Taste Bros
- Devoteam Customer Effectiveness
- Fondation Carmignac
- Fondation Devoteam



Enfin, la Fondation souhaite remercier **l'ensemble des donateurs privés** qui lui ont fait confiance ces dernières années et dont la générosité a permis de faire émerger de nouvelles connaissances pour contribuer à l'amélioration de la santé et des conditions de vie humaine.



© Caroline VITAGLIONE

“ Depuis dix ans, la Fondation mène une action cruciale pour la recherche-action dans les domaines humanitaires et du développement. Le Gouvernement de Monaco se réjouit d'avoir soutenu plusieurs chercheuses par l'octroi de bourses postdoctorales dans le domaine de la transition humanitaire. Celles-ci ont mené des travaux d'utilité immédiate pour renforcer la qualité des opérations humanitaires et de développement au service des populations. Dans un contexte de forte politisation de l'aide internationale et de fragilisation du Droit international humanitaire, l'ambition de la Fondation de soutenir les jeunes talents universitaires doit être encouragée et soutenue.

**Bénédicte SCHUTZ**, directeur de la Coopération internationale du Gouvernement princier de Monaco

“ Après plus de dix ans d'activité dans le domaine du diagnostic médical, au cours desquels j'ai œuvré à la mise en place de solutions technologiques adaptées aux pays à revenus faibles et moyens ainsi qu'aux populations vulnérables dans les pays développés, mon constat est clair. La technologie seule ne peut pas répondre aux défis qui nous font face. C'est la raison pour laquelle je soutiens la Fondation de la Croix-Rouge française, dont le travail sur le terrain dans le domaine humanitaire et social me semble fondamental pour préparer les décideurs et les populations à embrasser les changements nécessaires.

**Philippe JACON**, donateur régulier de la Fondation Croix-Rouge française

“ Quel que soit leur domaine d'activité, les entreprises ont continuellement besoin de s'adapter et de se renouveler. Cette priorité n'est envisageable qu'avec une collaboration étroite et constructive avec le secteur de la recherche, capable d'élaborer des procédés innovants et exploitables. Il en est de même pour les acteurs de la philanthropie. Nos fondations, associations, doivent prendre de temps en temps du recul et se nourrir de la réflexion et des connaissances des sciences sociales.

**Marie-Pierre FABRE**, présidente du Fonds de dotation Compagnie Fruitière

“ Notre collaboration avec la Fondation est un atout important pour susciter au sein du Mouvement Croix-Rouge Croissant-Rouge une culture interne réceptive à la recherche, encourager une approche fondée sur les preuves, en conciliant recherche et pratiques.

**Dr Halima SAADO**, directrice de la recherche et de l'apprentissage au Centre international pour les affaires humanitaires (ICHA) de la Croix-Rouge kenyane

“ La Fondation Crédit Coopératif est au service de ceux qui font l'économie sociale et solidaire (ESS), pour une société plus juste, plus humaine et plus écologique. En soutenant des travaux de recherche sur «ESS & Migrations», avec la Fondation Croix-Rouge, nous entendons contribuer à la production de connaissances utiles pour éclairer les acteurs de terrain sur cet enjeu majeur de société.

**Christophe VERNIER**, secrétaire général de la Fondation Crédit Coopératif

## LES CHERCHEURS SOUTENUS

Adam ABDYOU ALOU, Djane ADOU, Diane ALALOUF-HALL, Voahirana Tantely ANDRIANANTOANDRO, Mauricio ARANDA, Daniel Valérie BASKA TOUSSIA, Cristèle BERNARD, Thibaut BESOZZI, Bénédicte BONZI, Sonia BOUIMA, Jacky BOUJU, Louis BRAVERMAN, Chiara BROCCO, Séverine CARILLON, Fanny CHRISTOU, Alice CORBET, Arnaud DANDOY, Isabelle DELORME, Aïssa DIARRA, Samba DIARRA, Georges DJOHY, Ayoko Akouavi DOGBE FOLI, Lauriane DOS SANTOS, Amalia DRAGANI, Leila DRIF, Julie DUFLOS, Emmanuelle DURAND, Dima EL KHOURI, Alain EPELBOIN, Stéphanie ESPEJO ZEBALLOS, Francisca ESPINOZA, Cheikh FAYE, Dan FERRAND-BECHMANN, Marie FIERENS, Estelle FOURAT, Céleste FOURNIER, Gloria FRISONE, Cyrine GARDES, Roseline GBOCHO N'DA, Marjorie GERBIER-AUBLANC, Tamara GILES-VERNICK, Caterina GIUSA, Sadio BA GNING, Denys GORBACH, Jean-Marc GOUDET, Jérémie GROJNOWSKI, Christelle HOUNSOU, Aissata ASSANE IGODOE, Florence IHADDADENE, Annabelle JACCARD, Lukinson JEAN, Alvar JONES SANCHEZ, Ludovic JOXE, Armelle KLEIN, Jérôme KOUAKOU, Edouard Kouadio KOUASSI, Virginie LE MASSON, Joséphine LEMOUOGUE, Aimé Kouassi MALANHOVA, Stéphanie MALTAIS, Giovanni MATERA, Yves MAZABRAUD, Jean Émile MBA, Annabelle MOATTY, Emilie MOSNIER, Anne MULLER, Pierre Boris N'NDE, Foued NASRI, Modou NDIAYE, Emmanuel NIYONSABA, Léopold NOUFFEUSSE NGUEUTA, Mariama NOUHOU KOUTCHA, Isabelle PARIZOT, Marion PECHAYRE, Pierre-Louis ODONEL, Jordan PINEL, Odile PLATTARD, Kelly POULET, Christiane RAFIDINARIVO, Alexandra RAZAFINDRABE, Marilys Victoire RAZAKAMANANA, Cassandre REY-THIBAUT, Verena RICHARDIER, Laura RONDEAU-PACINDOVA, Roberta RUBINO, Nina SAHRAOUI, Djiby SAMBOU, Camille SCHMOLL, Anastasia-Alithia SEFERIADIS, Jeanne SEMIN, Alice SERVY, Tatiana SMIRNOVA, Sadio SOUKOUNA, Tetiana STOIANOVA, Aude STURMA, José-Carlos SUAREZ-HERRERA, Nicole TABET, Danielle TAN, Anaïs TROUSSELLE, Emeline UWIZEYIMANA, Maimouna YMBA, Toily Anicet ZRAN

## LES LAURÉATS DES PRIX\*

Michel AGIER, Julienne ANOKO, Caroline ARNAL, Séverine AUTESSERRE, Yasmine BOUAGGA, Baptiste BROSSARD, Arnaud CAMPEON, Gilles CARBONNIER, Ryoa CHUNG, Élodie CONVERGNE, Assaf DAHDAH, Eleanor DAVEY, Alice DESCLAUX, Marie-Luce DESGRANDCHAMPS, Mélanie DUCLOS, Nicolas DUVOUX, Clara EGGER, Didier FASSIN, Thomas FOUQUET, Marion FRESIA, Tegwen GADAIS, Oumarou HAMANI, Dorothea HILHORST, Milena JAKSIC, Carolina KOBELINSKI, Firmin KRA, Annick LACROIX, Lynda LAVITRY, Maryse MARPSAT, Virginie MUNIGLIA, Vinh Kim NGUYEN, Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, Alula PANKHURST, Serge PAUGAM, Kanto Jude RAMANAMAHEFA, Jocelyn RAUDE, Sandrine REVET, Mamane Sani SOULEY ISSOUFOU, Khoudia SOW, Abdoulaye TOURE, Cécile VAN DE VELDE, Jan VERLIN, Florence WEBER

*\*Fondation pour le lien social, Fonds Croix-Rouge française et Fondation Croix-Rouge française*

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cécile APTEL, Marc AUDRIT, Florence BIOT (représentante de l'IRD), Philippe DA COSTA (président), Françoise FROMAGEAU (vice-présidente), Philippe GUAY (trésorier), Françoise MALRIEU, Sylvie OLLITRAULT (représentante de l'EHESP), Hubert PENICAUD (secrétaire), Anne RASMUSSEN (représentante de l'EHESS), Christine ROBICHON, Philippe RYFMAN, Philippe VIGNES (commissaire de gouvernement)

### Merci aux anciens administrateurs\*

Olivier BERNARD, Jean-Christophe COMBE, Caroline CUSSAC, Pr François BRICAIRE, Régine DUCOS, Johanna DURAND, Wolf-Dieter EBERWEIN, Pr Jean-Jacques ELEDJAM, Eloi FICQUET, Claude-Anne GAUTHIER, Mireille GAUZÈRE, Stéphane GOMPERTZ, Cécile GRIMALDI, Patrick HERMANGE, Danièle HERVIEU-LÉGER, Alessia LEFÉBURE, Guillaume LESAGE, Pr Jean-François MATTEI, Daniel MEYRAN, Judith MUELLER, Anne-France PITEAU, Pierre RICHARD, Robert SEBBAG, Pr Danièle SOMMELET, Jean-François VALETTE, Louis-Charles VIOSSAT

## LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Malika AÏT-MOHAMED PARENT, Pr Francis AKINDÈS (vice-président), Laetitia ATLANI-DUAULT, Yvan CONOIR, Alain DAOU, Pr Christian de BOISSIEU, Pr Eric DELAPORTE (président), Pr Serge PAUGAM, Pr Gautier PIROTTE, Jocelyn RAUDE, Sandrine REVET, Marc-Henri SOULET, Pr Mahaman TIDJANI ALOU, Isabelle VONECHE-CARDI, Pr François BRICAIRE

### Merci aux anciens conseillers\*

Pr Francis BONNET, Pr Jacques BRINGER (président), Eleanor DAVEY, Mireille GUIGAZ, Dominique KEROUEDAN, Pr Jean-François MATTEI (président), Isabelle POLISSET-WHITEHOUSE

*\*Fonds Croix-Rouge française (2013-2017) et Fondation Croix-Rouge française (2018-2023)*



## LES EXPERTS ASSOCIÉS

François AUDET, Catherine BARON, Francis BONNET, Ghislaine DOUCET, Jean-Pierre DOZON, Alain EPELBOIN, Dan FERRAND-BECHMANN, Eloi FICQUET, Thomas FOUQUET, Marion FRESIA, Pr Jean-Philippe GALAN, Tamara GILES-VERNICK, Pr Meglena JELEVA, Cheikh KANE, Alessia LEFEBURE, Annabelle MOATTY, Isabelle PARIZOT, Dolorès POURETTE, Nina SAHRAOUI, Danièle SONDAG, Laurent VIDAL, Anicet Toily ZRAN

## L'ÉQUIPE 2023

Julien ANTOULY, Louise BAUMANN, Badreddine EL MAROUDI, Vincent LEGER, Laurine MARTINOU, Maïta PALLU, Quynh-Nga PHUNG, Camille RAILLON, Virginie TROIT (directrice générale), Caroline VITAGLIONE

### Merci aux anciens et aux étudiants engagés\*

Nesrine AOUINTI, Manon ARNAUD, Margaux BARBIER, Marina BATISTA, Louise BERTHON, Cécile BICHOT, Anna BLOUET, Marion BOILLOT, Camille BOUDOIRE, Ilana BRIE, Nicolas CADIOT, Aglaë CAPERAN, Shiana CROSBY, Amine DJOUADI, Marine DONDAINE, Marc-William DORLYS, Sébastien DORMOIS, Lila DUBREUIL, Mariama GANGUE, Sarah GHOUNDALE-PERROUD, Julie JARNO, Gwendoline PELTIER, Anastasia PORRET, Rémi REBOUX, Marco SACCHI, Diane SAUVAGNAC, Clémence SCHWEITZER, Amélia VIGUIER

### Merci aux experts qui ont apporté leur compétence bénévolement

Ronald BOUCHER, Tristan CHAFFORT, Bénédicte CHARPENTIER, Soon GODARD, Anne LE CORRE, François MACQUET, Louis PLATIAU, Laurent THONG VANH

*\*Fonds Croix-Rouge française (2013-2017) et Fondation Croix-Rouge française (2018-2023)*



© Virginie TROIT

### **Contact**

Fondation Croix-Rouge française  
21 Rue de la Vanne  
CS 90070  
92120 Montrouge Cedex  
+33 1 40 71 16 34

Siège social :  
95 Rue Michel-Ange  
75016 Paris  
[www.fondation-croix-rouge.fr](http://www.fondation-croix-rouge.fr)





## Essentiel scientifique : **10 ans de recherche au cœur des vulnérabilités**

L'Essentiel scientifique, c'est dix ans de la vie de la Fondation que nous avons souhaité partager à travers un ouvrage à mi-chemin entre le récit et la synthèse scientifique. Invitation à un apprentissage mutuel et à l'écoute des sociétés, il est le fruit d'une aventure de savoirs collective et d'un dialogue permanent entre les femmes et les hommes de terrain, qu'ils soient chercheurs, travailleurs humanitaires, secouristes ou bénévoles d'action sociale. Un dialogue qu'ils ont bâti autour de leurs pratiques et méthodes, renouvelées en direction des plus vulnérables.

Cet ouvrage marque également une volonté de parité et de diversité pour avancer de manière plus inclusive dans la co-construction d'une recherche attentive à l'action et à l'éthique. Mettre dix ans de recherche en discussion, c'est provoquer cette rencontre des disciplines des sciences sociales, des secteurs professionnels et du monde académique, des langues et des concepts, des expériences et des méthodes, pour aller vers les personnes fragiles ou fragilisées, quels que soient nos parcours respectifs. Pour nous embarquer vers des solutions durables, l'ouvrage chemine entre les réflexions et débats menés par la Fondation, sa communauté internationale de lauréats et les praticiens de l'action humanitaire et sociale au fondement de son utilité sociale.

*La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique, dédiée à la recherche dans les champs de l'action humanitaire et sociale. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables, en France et dans le monde.*

[www.fondation-croix-rouge.fr](http://www.fondation-croix-rouge.fr)

978-2-9590302-1-5

